



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

WIDENER LIBRARY



HX DWY3 E

• Afr 1990.4



Harvard College Library

FROM THE

PRICE GREENLEAF FUND

Residuary legacy of \$711,563 from E. Price Greenleaf,
of Boston, nearly one half of the income from
which is applied to the expenses of the
College Library.

*cover / n° 2125 M^r Charles Guella, notaire
à Alger*

Apr 1990.4

LE
GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE
DE 1852 A 1858

THE HISTORY OF THE

LE
GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE

DE 1852 A 1858

TYPOGRAPHIE PANCKOUCKE ET C^o,
Quai Voltaire, n^o 13.

#

LE

GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE

DE 1852 A 1858

J. Riboulet



PARIS

TYPOGRAPHIE E. PANCKOUCKE ET C^{ie}

QUAI VOLTAIRE, N° 13

1859

~~199~~ Apr 1990.4
29



Pres. Greenleaf fund

**MICROFILMED
AT HARVARD**

LE GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE

DE 1852 A 1858

I

PRÉLIMINAIRES

Lorsque, il y a vingt-huit ans, nous allâmes planter notre drapeau sur la côte d'Afrique, nous ne songions qu'à venger notre honneur offensé, et il s'est rencontré, comme cela a eu lieu si souvent pour la France, que notre victoire était celle de la civilisation même, non-seulement par ce que nous avons détruit, mais encore par ce que nous sommes en voie de fonder. Une situation honteuse pour la chrétienté tout entière a cessé, et le travail pacifique reprend possession d'une terre dont les maîtres ne voulaient vivre que de pillage et de guerre. Comme une bouche auguste le disait dernièrement en de si nobles paroles : « Toute cause juste est la cause de la France. » Cette fois nous fûmes promptement récompensés de nos efforts. La piraterie détruite, la barbarie, qui s'étalait fièrement aux portes de l'Europe, vaincue jusque dans son repaire, et la civilisation mise à la place, voilà pour le monde. Pour nous, le service fut aussi considérable : la France étouffait dans les étroites limites où 1815 l'avait enfermée ; elle trouva une issue sur la côte africaine, et se mit à y édifier un empire qui déjà lui permet de renoncer à ses vieilles ambitions continentales, parce qu'en se rappelant le rôle

que cette terre a joué dans l'histoire, elle y voit pour elle-même l'espérance d'un accroissement légitime de puissance dont nul n'aura le droit de s'alarmer.

Cette côte d'Afrique n'a pas, en effet, toujours été un repaire de bandits. Deux des plus grands noms de l'antiquité s'y succédèrent : Carthage et Rome; et celle-ci ne devint le premier Etat du monde qu'après y avoir abattu sa rivale. Avec les Numides, dont nos chasseurs d'Afrique sont les héritiers, Annibal gagna toutes ses victoires; avec eux, Scipion le vainquit à Zama. Province de la république, l'Afrique nourrit l'Italie et Rome. Plus d'une émeute éclata ou fut calmée, suivant que les vents et d'habiles intrigues retardaient l'arrivée à Ostie des blés africains ou les faisaient entrer dans le Tibre. Quand l'empire romain croulait sous le poids de ses vices, Genseric y fut vingt ans maître de la Méditerranée, et Bélisaire partit de l'Afrique reconquise pour faire reculer en Italie l'invasion germanique. C'est dans cette grande oasis africaine que les Arabes, venus de leurs déserts, trouvèrent la force de soumettre l'Espagne et de s'élancer jusque par delà les Pyrénées. Les Africains, qui avaient recruté leurs premières bandes, sauvèrent maintes fois leur khalifat de Cordoue et le firent durer huit siècles. Pendant ce temps, des villes savantes et riches s'élevaient au bord de la Méditerranée, depuis Tanger jusqu'à Tripoli. La Sicile, les Baléares, l'Italie méridionale, même une partie de notre Provence, étaient occupées. La Méditerranée occidentale devenait un lac africain.

Cette grandeur de la domination arabe fut aussi fragile que brillante, et la terre sur laquelle elle avait projeté cet éclair de civilisation retourna à la barbarie. Au xvi^e siècle, les Turcs y parurent pour y camper, non pour y former un empire. Telle était cependant la puissance favorable des lieux, que ces garnisons devinrent des Etats assez forts pour braver Charles-Quint, Louis XIV et l'Angleterre, pour humilier durant trois cents ans la chrétienté et ruiner ou rançonner son commerce.

Voilà ce qu'a été le nord de l'Afrique, présage certain de ce qu'il peut être un jour, non plus pour une domination menaçante, mais pour la grandeur pacifique et la prospérité de la France. L'Algérie ne se trouve maintenant, grâce à la vapeur, qu'à trente-six heures de nos côtes pour une escadre; et grâce à l'électricité, elle est sous la main du gouvernement métropolitain. Cette France africaine semble même une continuation de l'autre. Alger est sous le méridien de Paris, la Calle sous celui de Strasbourg, Nemours sous celui de Rennes. La portion

de la Méditerranée qui s'étend de la Corse et de la Sardaigne à l'Espagne est donc enfermée, par le nord et le sud, entre des terres françaises, et Alger double la force de Toulon. L'ancienne régence a été déjà et est encore pour notre armée une excellente école; pour les cultivateurs de nos campagnes un fructueux domaine qui les attend; pour les esprits ardents un vaste théâtre d'activité féconde; pour tous les produits du sol une terre de promission; pour la France enfin une occasion nouvelle de montrer la mission, qu'elle semble tenir de Dieu, de conquérir pour civiliser, quand tant d'autres n'ont conquis que pour opprimer.

Aussi toutes les fois qu'une mesure importante est prise relativement à ce pays, sur lequel reposent tant d'espérances, la France y regarde attentivement. Naguère un ministère spécial a été créé pour l'Algérie, et la constitution donnée à notre conquête a été profondément modifiée par la suppression du gouvernement général. Sans rien préjuger touchant les résultats que cette expérience peut avoir, nous pensons qu'il est de toute justice comme de toute nécessité de bien marquer le point où les gouverneurs généraux avaient amené la colonie pour qu'il soit possible de juger plus tard des progrès que l'administration nouvelle aura obtenus, et d'établir entre les deux systèmes une comparaison dont le pays profitera. Tel est le seul but de ce travail.

II

L'Algérie nous appartient depuis vingt-huit ans; cette courte histoire, déjà si remplie, se partage en quatre périodes.

1^{re} PÉRIODE. — *De 1830 à 1841.* — La métropole, encore incertaine et comme embarrassée du magnifique présent que la Restauration expirante lui a légué, change incessamment les chefs et les systèmes. En dix ans, neuf commandants en chef ou gouverneurs généraux se succèdent à Alger. Les rênes du gouvernement colonial flottent comme la pensée des pouvoirs publics en France. L'armée est admirable de dévouement et d'ardeur; et ses chefs, avec de faibles ressources, accomplissent de grandes choses, comme la prise de Constantine, où la dernière gargousse fut brûlée avant l'assaut. Mais ces exploits effrayent la métropole autant qu'ils la réjouissent. On parle d'occupation restreinte. On semble croire qu'il suffirait de tenir l'Algérie par le bord.

2^e PÉRIODE. — De 1841 à 1847. — Un sentiment plus juste des devoirs imposés à un grand pays, par son honneur et ses intérêts véritables, triomphe enfin, et, dans les derniers jours de l'année 1840, le maréchal Bugeaud est envoyé en Afrique, avec la mission de conquérir et de coloniser. Le maréchal resta six ans et demi dans l'Algérie, et, suivant la devise qu'il avait adoptée : *ense et aratro*, la servit bien par l'épée et par la charrue. Il écrasa la grande insurrection excitée par Abd-el-Kader, prouva au Maroc sa faiblesse et notre force, dompta l'ouest, entra ouvrit le sud et entama dans l'est un coin de la grande Kabylie. En même temps, il avait attiré des colons, fondé des villages, ouvert des routes et poussé vivement la colonie dans la voie du progrès agricole. Que n'eût-il pas fait pour elle, avec son activité et le légitime ascendant qu'il avait conquis sur les colons et sur les soldats, sans les difficultés qui lui furent suscitées de Paris et qui le décidèrent à quitter l'Algérie?

3^e PÉRIODE. — De 1847 à 1852. — Ce long et glorieux commandement se termina le 30 mai 1847, et fut remplacé par celui du duc d'Aumale, qui apporta à l'Algérie l'ordonnance de septembre 1847. Cette ordonnance mérite d'être signalée, quoiqu'elle n'ait pas eu une longue existence légale, parce qu'elle montrait une vive sollicitude pour tous les intérêts de la colonie et qu'elle a été suivie, sinon dans sa lettre, du moins dans son esprit, par les successeurs du prince. Mais, quelques mois après, la révolution de février éclata; les gouverneurs se succédèrent à Alger plus rapidement encore que dans la première période. Sept généraux en quatorze mois (mai 1847 à septembre 1848) siègent tour à tour au palais du gouvernement. Avec cette instabilité dans le pouvoir suprême, le mouvement imprimé par le maréchal Bugeaud se ralentit. La conquête s'arrête, sauf quelques coups qu'il fallait bien frapper de temps à autre pour conserver à nos armes leur prestige, comme à Zaatcha et dans la petite Kabylie. La colonisation seule, grâce aux 50 millions votés par l'Assemblée constituante pour les colonies agricoles, fait quelques progrès mêlés de déceptions nombreuses.

4^e PÉRIODE. — De 1852 à 1858. — Une nouvelle période de près de sept années est remplie tout entière par un seul commandement, celui du maréchal Randon, qui continue l'œuvre du maréchal Bugeaud. Alors, sûr du lendemain, on reprend les longs projets et les études sérieuses. La conquête est achevée dans l'est et dans le sud, comme elle l'avait été dans l'ouest,

et la colonie peut se développer au sein de la sécurité la plus profonde, avec ses préfets, ses maires, sa télégraphie électrique et bientôt ses chemins de fer, tout comme si elle eût fait partie de la vieille et bonne terre de France.

Ainsi les deux commandements des maréchaux Bugeaud et Randon, de durée égale, comprennent la moitié du temps qu'a vécu déjà la domination française en Algérie. On en peut conclure qu'il suffira de les étudier pour connaître ce que l'autorité militaire a accompli dans l'Algérie, juger son esprit, ses méthodes et ses services. Mais l'administration du maréchal Bugeaud est déjà bien ancienne pour un temps où tout va si vite ; et elle fut, d'ailleurs, à peu de chose près, exclusivement militaire par les nécessités mêmes de la lutte : celle du maréchal Randon, au contraire, était hier encore debout et active, et fit à la colonisation une part égale à la conquête. Puisqu'elle résume et termine la période des gouverneurs généraux, suivons-la de près et, par elle, voyons ce que peut ce système entre des mains dévouées et vigilantes.

Ce n'est pas pour faire l'éloge d'un homme que cette étude est entreprise : vaine et puérile satisfaction ! Que sont d'ailleurs les questions de personnes à côté de si graves intérêts ? On s'est proposé de montrer ce que le Gouvernement impérial a accompli dans l'Algérie, en moins de sept années, parce qu'il a paru qu'une leçon utile pouvait sortir de ce tableau, et qu'il était bon que le pays sût que son honneur et sa fortune en Afrique avaient été bien gardés par ceux à qui l'Empereur les avait confiés. Si le même nom doit revenir quelquefois sous notre plume, c'est une nécessité de ce travail ; mais qu'on n'oublie ni les lieutenants si intelligents et si dévoués qui ont aidé le chef à achever sa tâche, ni le ministre dont l'autorisation était nécessaire pour toute entreprise, ni surtout Celui qui, constamment préoccupé de la grandeur de la France, n'a pas, au milieu des plus graves complications européennes, détourné un seul instant ses regards de l'armée et de la colonisation algériennes.

III

AFFAIRES MILITAIRES

Le maréchal Randon, alors général de division, fut appelé, le 11 décembre 1851, au gouvernement général de l'Algérie.

Il avait déjà une longue expérience des affaires algériennes dont il avait étudié le détail sur place, pendant dix années de commandement à Oran et à Bone, dont il avait dû aussi embrasser l'ensemble comme directeur des affaires de l'Algérie et comme ministre de la guerre.

La première préoccupation du gouverneur général fut pour l'armée d'Afrique. Le nouveau gouvernement de la France allait-il être accepté de l'Europe ? Serait-ce la paix ? serait-ce la guerre ? Nul ne le pouvait dire. Pour la métropole, il n'y avait qu'à attendre ; pour la colonie, il fallait se préparer. On activa l'armement des côtes commencé en 1848 et on compléta les approvisionnements en vivres et en munitions des places du littoral et de l'intérieur. Mais si la France avait besoin de tous ses régiments pour quelque grande lutte, quelles forces défendraient l'Algérie ? Le gouverneur général les trouva dans l'accroissement de l'effectif des corps qui, de leur nature, sont permanents en Afrique. Il n'y avait qu'un régiment de zouaves, célèbre par d'éclatants exploits et précieux pour son habitude de la guerre d'Afrique ; on en créa deux autres. Chaque province eut le sien, et l'effectif de chacun d'eux fut fixé à quatre mille hommes. Il existait, pour les trois provinces, trois bataillons de tirailleurs indigènes. Leur organisation, bonne au point de vue militaire, meilleure encore sous le rapport politique, fut développée, et leur effectif fut augmenté. Enfermée dans des cadres français vigoureusement constitués et biens choisis, cette force indigène pouvait rendre de grands services, sans être jamais un danger.

Les corps permanents de l'armée d'Afrique sont la tradition vivante de la pratique de la guerre. Ils représentent la gloire acquise dans les combats et, durant les expéditions, servent de modèle aux régiments que la métropole envoie périodiquement dans la colonie. En augmentant leur effectif, on augmentait donc la confiance qu'inspirent naturellement de vieilles troupes aux troupes plus jeunes qui viennent se grouper autour d'elles.

Depuis les premiers jours de la conquête, la cavalerie était établie sur le littoral. Nous n'en avons pas besoin là. On cantonna les chasseurs dans les places de l'intérieur, où les fourrages abondent et où la remonte est facile : les spahis furent installés sur la limite même du Tell, au milieu des Arabes, leurs frères, en vue du Sahara où s'agitait la masse confuse des tribus insoumises, et à portée des commandants de cercles, qui eurent ainsi sous la main une force régulière, toujours

prête à agir. Ces corps, destinés, comme les bataillons de tirailleurs, à utiliser à notre profit les ressources et les qualités militaires de la population indigène, sont appelés à un service spécial, qui parut au gouverneur général demander pour eux une organisation particulière. Il constitua en *smala* tous les escadrons de ces régiments ; c'est-à-dire qu'au lieu d'enlever les cavaliers arabes à leur famille, au douar, à la vie indigène, il les remplaça, au contraire, dans ce milieu où ils pouvaient répandre nos idées et accroître notre influence, tout en exerçant une action plus utile à la tranquillité générale du pays.

Sur des terres du domaine, assez vastes pour que tous les hommes d'un escadron y trouvassent un champ de labour et des terrains de pacage, on éleva un bordj ou poste fortifié autour duquel les spahis se groupèrent avec leur famille. En temps de paix, ces *smalas* devaient former, ainsi qu'on le verra plus loin, comme des fermes modèles ; en temps de guerre, elles devenaient des postes avancés d'où nous nous élancions sur l'ennemi et où nous réunissions des approvisionnements de toute espèce.

Une expédition était-elle ordonnée, le spahi, délivré d'inquiétude pour sa famille et ses biens, qui trouvaient dans le bordj une complète sécurité, s'abandonnait sans réserve à l'accomplissement de ses devoirs militaires. Il partait avec les siens, portant à sa suite des vivres pour plusieurs mois. On en vit, avant la soumission complète du sud, rester près d'une année sans rentrer au poste d'où ils étaient partis. Les spahis, rendus par cette organisation à leurs habitudes, ayant de l'air et de l'espace autour d'eux, firent un meilleur service et se recrutèrent plus facilement et mieux ; des hommes de grande tente prirent dans leurs rangs la place de ces Arabes vagabonds qui, jusqu'à ce moment, avaient principalement rempli les cadres (1).

Arrivons à l'emploi des forces militaires.

Nous passerons rapidement sur les opérations de guerre. En France, c'est ce que l'on sait le mieux, quoiqu'on l'oublie aussi bien vite. D'ailleurs les reproches ne portent point de ce côté. On veut bien ne pas contester à l'autorité militaire son aptitude aux choses de son métier et la vue nette qu'elle avait prise de la véritable situation de l'Afrique, lorsqu'elle déclarait que le

(1) L'admission dans une *smala* fut recherchée, et, dans la province de Constantine, le remplacement d'un spahi était brigué par une somme en argent de 800 à 1,000 fr. Il arriva même que des cavaliers, à titre de surnuméraires, suivaient les expéditions, attendant qu'un spahi tombât pour prendre ses armes et sa place dans l'escadron.

système le plus économe du sang et de l'argent de la France était celui qui forcerait les indigènes, sans exception, à reconnaître notre obéissance. Il est cependant nécessaire, pour l'intelligence de tout ce qui va suivre, d'en présenter au moins un court résumé; car ces opérations, même les plus lointaines, où le regard superficiel ne voit que de l'habileté dans les chefs et du courage dans les soldats, ont des conséquences économiques dont profite la colonie tout entière. C'est en Afrique que la guerre est le grand instrument de la civilisation.

Voici quelle était à la fin de l'année 1851 la situation de l'Algérie par rapport à la conquête. La partie méridionale du Tell n'était pas soumise, et d'Alger on pouvait voir les feux des montagnards de la Kabylie, qui, retranchés dans leurs rochers inaccessibles, se croyaient à l'abri de nos atteintes. Les montagnes qui courent au nord, entre Dellys et Philippeville, sur une étendue de quatre-vingts lieues, le tiers de la régence, et qui ont, dans la direction du sud, une épaisseur moyenne de huit à dix lieues, semblaient une forteresse inexpugnable et l'avaient été pour tous les conquérants de l'Afrique.

Ce n'est cependant pas que nos armes ne se fussent montrées avec éclat sur certains points de l'une et de l'autre région.

Dans la Kabylie, nous occupions, sur la côte, Dellys, Bougie, Djidjelly; et le maréchal Bugeaud, durant le dernier mois de son commandement, comme pour montrer ce qu'il laissait à faire, avait descendu l'Oued-Sahel et attaqué les tribus kabyles du bord de la mer, entre Dellys et Bougie.

Au printemps de l'année 1851, le général de Saint-Arnaud partit de Constantine avec l'ordre de percer jusqu'à Djidjelly. Il y réussit et livra de brillants combats, sans pouvoir toutefois obtenir la soumission effective des tribus dont il avait traversé le territoire avec une trop grande rapidité.

Six mois après, le général Pélissier, qui faisait alors l'intérim du gouvernement général, fut obligé de se mettre lui-même en campagne pour comprimer une insurrection qui venait d'éclater sur la rive droite de l'Isser, à quinze lieues d'Alger. Dans cette expédition audacieusement conduite, il força les Flissas et les Maattkas à promettre obéissance, et pour les contenir jeta à l'entrée de la vallée du Boghni les fondements du poste de Drah-el-Mizan.

Nos armes avaient donc visité l'ouest et l'est de la Kabylie, mais les deux énormes massifs du Djurdjura et des Bahors restaient inviolés.

Sur nos deux frontières du Maroc et de Tunis, les populations limitrophes se montraient parfois hostiles, toujours remuantes.

Dans le sud, notre influence n'arrivait pas au Sahara, que l'on apercevait à peine des postes avancés de Sebdou, Saïda, Tiaret, Boghar, Bouçada et Biskra. Des colonnes légères avaient parcouru, à différentes reprises, la partie méridionale du Tèll, mais sans contraindre les nomades, malgré quelques actes fugitifs de soumission, au respect de notre autorité. Dans cette vaste région, ainsi que l'avait justement annoncé le maréchal Bugeaud, il se formait sans cesse des orages qui, venant à éclater à l'improviste sur les confins du Tell, ébranlaient la fidélité des tribus récemment soumises, agitaient le pays et pouvaient, en de certaines circonstances, compromettre notre domination.

Nous passerons rapidement sur ce qui a été accompli le long des deux frontières de Tunis et du Maroc. On n'eut pas là de coups retentissants à frapper. Dans l'est, il suffit presque toujours, pour maintenir l'ordre, d'une surveillance active; mais dans l'ouest, il fallut se décider à ne pas considérer le Maroc comme une puissance européenne, dont la frontière est inviolable et sacrée. Puisqu'il était incapable de se faire obéir, on alla faire la police sur son territoire et frapper ses tribus de pillards au fond même de leurs retraites. Une vigoureuse leçon donnée ainsi aux Beni-Snassen, en 1852, fit cesser les brigandages des peuplades marocaines et assura, pendant quelque temps, à nos tribus une sécurité qu'elles avaient rarement connue.

En 1856 il fallut recommencer la leçon sur les deux frontières à la fois. Le général Périgot eut une assez chaude affaire avec des montagnards tunisiens qui appuyaient une tribu réfractaire, et le général de Beaufort frappa un coup vigoureux sur des contingents du Maroc, tandis que les capitaines Leroux et de Colomb, à la tête de goums arabes, faisaient des marches prodigieuses et châtiaient deux de nos tribus insurgées au moment où elles se croyaient hors de toute atteinte (1).

En écartant ces expéditions secondaires dans l'ouest et l'est, il reste la série d'opérations qui ont amené deux grands résultats : la complète soumission du pays kabyle et celle du Sahara algérien.

(1) En preuve de l'extrême mobilité à laquelle nous étions alors arrivés, on peut citer ce fait que la colonne du capitaine de Colomb franchit, dans les trois derniers jours d'une marche déjà longue, une distance de 60 lieues, sans que les chevaux eussent été dessellés. Durant trente heures, ils ne burent pas et mangèrent à peine.

Nous comparions tout à l'heure les montagnes de la Kabylie à une forteresse ; ajoutons que cette forteresse était bien approvisionnée d'hommes et de courage, car il n'y a pas dans toute l'Algérie de population aussi brave que ces montagnards, et il n'y a pas en France, à surface égale, de département aussi peuplé que la région du Djurdjura. Sous le maréchal Randon, cette forteresse a reçu quatre assauts dont le dernier a emporté la place.

La partie orientale de l'épais massif des montagnes kabyles est sillonnée par deux cours d'eau : l'Oued-el-Kébir et l'Oued-Guébli, qui courent au nord de Constantine vers la mer, où ils se jettent à droite et à gauche de la grande saillie de côtes appelée les Sept-Caps. En 1852, le général de Mac-Mahon reçut l'ordre de descendre ces deux bassins. Les populations riveraines furent forcées de payer le tribut.

L'année suivante, le gouverneur général aborda lui-même le centre de la Kabylie entre Sétif et Milah au sud, Bougie et Djidjelly au nord, avec les divisions de Mac-Mahon et Bosquet. Le massif des Babors fut emporté après une vive résistance, et l'indépendance de la Kabylie orientale fut brisée. Djidjelly, jusque-là étroitement serré par les montagnards, put enfin respirer à l'aise et vivre sans avoir toujours la main au fusil. Depuis cette expédition il n'y a plus eu dans les Babors que de rares agitations, jamais une révolte. L'armée d'expédition, transformée dès le lendemain de la lutte en un formidable atelier de travailleurs, ouvrit une route au travers de ces montagnes, et du camp de Fedj-el-Arba, où les chefs indigènes vinrent recevoir des mains du gouverneur général l'investiture de la France, le regard découvrait aux limites de l'horizon les deux villes de Djidjelly et de Constantine, unies maintenant l'une à l'autre par la voie que nos soldats achevaient. Le large sillon que la pioche venait de creuser, c'était le joug mis enfin sur ces cimes et sur ces peuplades jusqu'alors invaincues.

En 1854 la guerre d'Orient commençait. La France redemanda à l'Afrique ses vieux régiments, rompus à toutes les fatigues, préparés à tous les travaux et aux manœuvres les plus audacieuses. On vit au bord de l'Alma leur irrésistible élan, comme ils montrèrent dans les immenses tranchées de Sébastopol qu'ils avaient appris à manier la pioche aussi bien que le fusil. Un cri de reconnaissance arriva de la métropole à la colonie lorsqu'elle vit ses régiments africains proclamés sans vaine flatterie les premiers soldats du monde.

L'armée d'Afrique versa dans les cadres de l'armée d'Orient, durant la guerre, jusqu'à cinquante mille hommes, plus de la moitié de son effectif. Les tirailleurs indigènes voulurent eux-mêmes partir : on dut en embarquer deux mille. Pour combler les vides laissés par ces vieux et bons soldats, la métropole n'avait à donner que de jeunes troupes qu'il fallut acclimater et instruire, et des cavaliers à pied qu'il fallut monter. C'était une autre armée à former. Le zèle s'éleva partout à la hauteur des difficultés, et cette armée nouvelle, exercée avec la plus active sollicitude, prit bientôt l'aspect de vieilles troupes et put suffire à tous les besoins : avec elle, de sérieuses insurrections furent écrasées et la conquête continua.

Deux hommes, dans cette période de 1852 à 1858, ont essayé, avec bien moins de talents et de ressources, le rôle qu'Abd-el-Kader avait joué durant la période précédente : Bou-Baghla chez les Kabyles, Mohamed-Ben-Abdallah parmi les tribus sahariennes. Le premier était un vieil ennemi de la France, l'agitateur persévérant du Djurdjura. Il nous avait déjà fallu plusieurs fois le combattre dans la vallée de la Summan, dans celle de l'Oued Sahel et sur le versant nord du Djurdjura. Retiré au sein des tribus insoumises, affectant la piété d'un marabout et la simplicité d'un derviche, il attendait le moment de sortir de l'ombre et de l'inaction.

Le départ de nos troupes pour l'armée d'Orient lui parut l'occasion désirée. Il répandit de proche en proche le bruit que nous allions quitter le pays; qu'en tous cas nous étions incapables maintenant de le défendre, et que l'heure était venue de la guerre sainte et victorieuse. Tous les chefs indigènes, ajoutait-il, n'attendaient que le signal parti des montagnes kabyles pour soulever les tribus de la plaine. Il avait leur parole et leurs lettres d'engagement. L'insurrection se propagea rapidement.

Comme la saison nous était contraire, le gouverneur général dut se contenter d'abord d'empêcher l'agitation de se répandre hors des montagnes, en lançant contre elle tous les goums de Bel-Kassem ou Kassy, notre bach-agma du Sébaou. Quand le temps des opérations fut arrivé, mai 1854, et l'autorisation du ministre de la guerre obtenue, il fit partir de Constantine et d'Alger les deux divisions de Mac-Mahon et Camou, pour assaillir à la fois l'épais massif de montagnes qui s'élève entre Dellys et Bougie.

Cette campagne offre deux périodes distinctes.

Dans la première, les deux divisions Camou et de Mac-Mahon opérèrent séparément, suivant des directions convergentes, et en prenant à revers les positions difficiles que les Kabyles devaient chercher à défendre. Après quelques rudes combats, les tribus du littoral, entre Bougie et Dellys, livrèrent des otages et subirent notre loi.

Dans la seconde période, les divisions réunies remontèrent la vallée du Sébaou pour attaquer la nombreuse tribu des Beni-Hidjer, où devaient se présenter les plus sérieux obstacles; car, sans parler de l'escarpement des montagnes et de la profondeur des ravins, de nombreux contingents, fournis par les tribus du Djurdjura, venaient incessamment se joindre à ceux que nos coups allaient frapper. On apercevait, de notre camp, le mouvement continuuel de groupes kabyles abandonnant leur propre pays pour courir à la défense de ceux qui leur paraissaient seuls menacés.

Cette vue inspira au gouverneur général la pensée de profiter de la confiance que les tribus de la rive gauche du Sébaou mettaient dans l'inviolabilité de leur pays, pour porter ses colonnes jusqu'au sommet de leurs montagnes. Après quelques démonstrations qui eurent pour effet de tromper l'ennemi sur ses véritables intentions, il gravit un peu avant le jour, le 14 juin, les pentes escarpées des Beni-Bou-Chalb, et, à dix heures du matin, la division Camou couronnait les pics élevés du sebt des Beni-Yaya. Cette marche hardie fut si promptement exécutée que nos colonnes n'éprouvèrent aucune résistance; les habitants restés dans les villages qu'elles traversaient sortaient confusément de leurs maisons, surpris et irrités de voir les Français au milieu d'eux, sans avoir même eu le temps de tirer un coup de fusil.

Quand on atteignit le point culminant, le sebt des Beni-Yaya, les soldats s'arrêtèrent frappés, eux aussi, d'admiration, et pour ce qu'ils voyaient, et pour ce qu'ils venaient d'accomplir. Ils comprenaient la pensée de leur général. Cette formidable Kabylie du Djurdjura, ils l'avaient maintenant sous leurs pieds, et, sans qu'une goutte de sang eût payé ce grand succès, ils s'étaient emparés des positions stratégiques de leurs ennemis. Le soir, une salve de vingt et un coups de canon célébra le vingt-quatrième anniversaire du débarquement de l'armée française sur la côte africaine; elle annonçait aussi la prise de possession d'une partie de cette forteresse kabyle qui passait pour inexpugnable.

Du haut du sebt des Beni-Yaya, le spectacle était magnifique et terrible. Au sud, on découvrait les crêtes découpées de la grande chaîne d'où s'échappent des contre-forts rocheux, séparés par des ravins qui, dès leur origine, deviennent des précipices. Tout à l'entour du sebt se dressent des montagnes, projetées comme au hasard, et couronnées d'une multitude de villages gros comme des villes, car quelques-uns ont jusqu'à six mille habitants, et qui semblaient autant de forteresses. C'était la première fois qu'on découvrait le cœur de la Kabylie, et, tout en se félicitant du succès du jour, on ne pouvait se défendre de reporter sa pensée sur les difficultés qui restaient à vaincre dans un pays si bien défendu par la nature et par ses braves populations.

L'escalade et l'occupation du sebt des Beni-Yaya avaient déjoué la résistance organisée sur la rive droite du Sébaou, chez les Beni-Hidjer. Les contingents kabyles, qui étaient allés leur porter l'appui de leurs fusils, durent rétrograder précipitamment pour défendre leurs propres foyers. Frappés de stupeur en les voyant occupés par nous, ils ne voulurent pourtant pas manquer à leur réputation de courage, et, dès le lendemain, ils vinrent pour attaquer notre camp. Les deux divisions marchèrent à leur rencontre et les dispersèrent après de sanglants combats.

Les jours suivants, l'ennemi se présenta de nouveau; mais il était facile de reconnaître à ses attaques isolées et décousues qu'il n'avait rien préparé pour la résistance aux lieux où éclatait maintenant pour lui le danger.

Après être resté dix jours sur ces points culminants du pays kabyle et avoir contraint ces tribus à lui remettre des gages de soumission, le gouverneur général reprit le cours des opérations contre les Beni-Hidjer qui, réduits à leurs seules forces, n'opposèrent qu'une faible résistance. Toutes les peuplades comprises entre le Sébaou, Dellys et Bougie, se trouvèrent ainsi soumises à la France.

Ce succès était important au point de vue militaire, puisqu'il prépara les voies à la grande et définitive expédition de 1857; il l'était plus encore au point de vue politique, car il répondait victorieusement à ceux qui, voyant notre armée d'Afrique diminuée de nombre, la croyaient déjà réduite à se tenir sur une défensive pleine de périls. Dans la mère patrie, on fit trêve un moment aux préoccupations alors douloureuses (1) de

(1) L'expédition eut lieu dans les mois de juin et juillet, durant lesquels le choléra et les fièvres de la Dobrouja firent tant de victimes dans l'armée d'Orient.

la grande lutte qui fixait tous les yeux sur l'Orient, pour écouter les récits de la première expédition du Djurdjura. L'Empereur adressa directement des félicitations à l'armée, et assura, sur sa cassette particulière, à tous les amputés de l'expédition, la somme nécessaire pour porter leur pension à 600 fr.

Quand nos colonnes avaient quitté le pays kabyle, aucune protestation ne s'était élevée contre la soumission récente; et, contrairement aux habitudes de ce peuple, pas un coup de fusil n'avait été, durant l'évacuation, tiré sur nos arrière-gardes. Les instigateurs de désordre furent réduits au silence. Bou-Baghla, qui essaya, quelques mois après, d'agiter les esprits, périt dans une obscure tentative, et, pendant toute l'année 1855, qui répond au plus fort de la guerre de Crimée, la paix la plus profonde régna d'un bout à l'autre de l'Algérie.

Cependant il ne fallait pas se faire d'illusion. Ces montagnards, étonnés plutôt que domptés, se relevèrent peu à peu de leur abatement, et, l'année suivante, recommencèrent à écouter ceux qui leur parlaient d'indépendance. La grande et riche tribu des Beni-Raten se fit le centre de toutes ces intrigues, et remua, même avec son or, tout le Djurdjura. A cette époque, malheureusement, nous ne pouvions recommencer l'expédition de 1854, parce que le gouverneur général était bien décidé à ne retourner une seconde fois dans ces montagnes que pour les dompter définitivement. Or, la guerre d'Orient avait pris de telles proportions, que le gouvernement métropolitain se refusait justement à toute entreprise considérable en Algérie avant d'être sorti de ces graves complications.

On s'appliqua du moins à la préparer. Comme pour une citadelle qu'on resserre avant l'assaut et dont on mine sourdement les défenses, les années 1855 et 1856 furent employées à envelopper le massif de ces montagnes de routes carrossables et d'une chaîne de postes qui en gardèrent toutes les issues. Le bordj de Tizi-Ouzou devint un vaste entrepôt fortifié, celui de Drah-el-Mizan fut augmenté : c'était la circonvallation du Djurdjura. Pour y veiller de près, le siège de la subdivision d'Alger fut transporté à Dellys; de là, le général de Ligny avait l'œil et la main sur les mouvements des montagnards. Néanmoins, une nouvelle insurrection se produisit, vers la fin de l'année 1856, dans le cercle de Drah-el-Mizan. Elle prouva une fois de plus que tant que la conquête de la Kabylie ne serait pas complète, il fallait s'attendre à ces prises

d'armes subites, que la plus active vigilance ne pouvait prévenir, tant était vif l'esprit d'indépendance kabyle, menacé par nos préparatifs.

Depuis huit mois, le général de Ligny était sous la tente, à la tête de huit bataillons, et son intelligence aussi bien que sa parfaite connaissance du pays ne lui suffirent pas pour conjurer l'orage. Le gouverneur général dut se mettre à la tête des divisions Renault et Yusuf, pour arrêter l'audace de ces montagnards, qui, au nombre de sept à huit mille, avaient tenté d'incendier le poste de Drah-el-M'zan.

Il était donc démontré qu'il fallait en finir avec les Kabyles, que toute politique comminatoire demeurerait avec eux sans effet, et que si nous n'allions pas franchement les attaquer au milieu de leurs montagnes, ils ne manqueraient pas de nous susciter de grands embarras, en jetant sans cesse l'inquiétude parmi nos tribus soumises, en ébranlant leur fidélité, en les contraignant peut-être d'embrasser leur cause. Il fallait même s'attendre à ce qu'ils viendraient insulter nos postes et commencer les hostilités, au jour, à l'heure qui leur paraîtraient le plus favorables et qui nous seraient le plus contraires.

Le maréchal entendait bien ne pas leur laisser cet avantage, et, la guerre d'Orient étant terminée, il crut le moment venu de frapper un coup décisif. En 1851, le général d'Hautpoul, alors gouverneur général, avait proposé cette expédition, comprenant combien il importait à notre honneur militaire et à la sûreté de notre domination de détruire cette indépendance qui s'étalait fièrement à nos yeux et permettait de dire aux Arabes, en montrant les cimes du Djurdjura : « Là, ils sont libres encore ! » Mais la situation de la France et de l'Europe avait contraint l'administration métropolitaine d'opposer un ajournement à la juste susceptibilité militaire du général d'Hautpoul. Six ans plus tard les choses avaient changé ; l'ordre régnait en Europe comme dans la colonie. L'expédition de 1854, en nous révélant toutes les difficultés de l'entreprise, nous avait préparés à les vaincre, et l'investissement de la grande Kabylie durant les deux années suivantes nous avait donné une base d'opérations sûre et large, au pied même des montagnes qu'il s'agissait de franchir. L'autorisation vivement sollicitée fut enfin accordée, et la conquête de la grande Kabylie fut entreprise avec les seules ressources de l'armée d'Afrique.

Le 24 mai 1857, les trois divisions de Mac-Mahon, Renault et Yusuf, présentant un effectif de vingt et un mille huit cent seize

baïonnettes, la plus grande masse d'infanterie que depuis la conquête, on eût encore fait manœuvrer en Afrique sur un même point, donnèrent l'assaut à ces montagnes, dont les habitants nous opposaient plus de trente mille fusils.

On sait le reste. Assez de récits ont été faits de cette lutte acharnée pour que nous puissions nous contenter d'en rappeler le résultat. Deux mois après que les hostilités s'étaient ouvertes, quand la fumée des combats fut dissipée, on put voir à la fois les chefs de ces belliqueuses populations réunis dans la tente du gouverneur général pour recevoir ses derniers ordres, et sur le flanc de leurs montagnes domptées, une large route que parcouraient nos voitures; au sommet, une forteresse, vaste comme une ville, que l'armée avait construite, tout en se battant, Fort-Napoléon.

Les Romains, dont nous retrouvons partout, dans l'Algérie, les traces gigantesques, à tel point que nous n'avons pas remué la terre pour construire un poste ou une route sans que la pioche ait mis à découvert une ruine antique, les Romains ne sont pas entrés dans la Kabylie du Djurdjura. Pendant le combat contre les Beni-Raten, tandis que nos soldats achevaient de gravir ces cimes vierges encore, un officier d'état-major, le lieutenant Bibesco, passe près d'un marabout en prière; celui-ci lève sa tête triste et résignée, et lui dit : « Les Français sont un grand peuple, ils sont montés là-haut. »

Depuis ce jour, rien n'a troublé le repos de ces montagnes. Nos voyageurs, nos marchands, même des femmes, les traversent impunément. Notre autorité y est respectée et obéie; l'impôt se paye avec facilité et exactitude, tout en monnaie française, preuve du commerce que ce peuple actif et industrieux fait avec nous; et, propagande nouvelle, le médecin de Fort-Napoléon a donné, en un an, plus de trois mille consultations à des malades kabyles.

On vient de résumer rapidement les opérations dans le nord-est. Voyons aussi, en quelques mots, celles du sud. Ce n'est pas la curieuse histoire de ces guerres que nous nous proposons d'écrire; on le fera peut-être un jour; nous ne voulons qu'en constater les résultats.

L'Algérie est partagée politiquement en trois provinces : Constantine, Alger et Oran, mais elle est divisée géographiquement en deux zones naturelles. De la Méditerranée au pied du versant méridional de l'Atlas, c'est le Tell, ou le pays du blé et des rivières; de l'Atlas au Grand-Désert, c'est le Sahara

algérien, ou le pays des dattes et des troupeaux. Cette vaste région, double de la première en superficie, était incessamment parcourue par des tribus qui en sillonnaient les vastes espaces, à la recherche des pâturages pour leur bétail ou des caravanes pour le butin. Les oasis qu'on y rencontre dans les lieux arrosés ont des habitants sédentaires et des villes fermées qui servent aux nomades d'entrepôts et de places d'échanges.

Jusqu'en 1851, la plupart de ces peuples vivaient en dehors de notre action, qui s'arrêtait aux dernières pentes de l'Atlas. Devions-nous chercher à les saisir? Sans doute, si nous voulions rester maîtres paisibles du pays que nous occupions, car les peuplades sahariennes sont forcées d'être en relation, pour leur approvisionnement en blé, avec la région du Tell, et, selon qu'on les domine ou qu'on les redoute, elle s'approvisionnent par le commerce ou par le pillage et la guerre. Aussi, avant 1852, de hardis coups de main, tentés par ces coureurs du désert, avaient-ils jeté souvent l'inquiétude parmi nos tribus soumises, et jusque autour de nos postes avancés.

Nous étions bien allés déjà, et à diverses reprises, jusqu'à Laghouat; mais, dans ces courses rapides, nous n'avions laissé derrière nous que le souvenir de notre passage. On avait cependant cherché, dans les derniers temps, à faire représenter l'autorité française dans l'oasis par un officier indigène. Cet essai n'avait pas réussi. Notre khalifat était resté sans crédit et sans influence, tandis que le chérif hostile d'Ouarghla, Mohamed-Ben-Abdallah, ralliait contre nous les tribus sahariennes.

Si l'islamisme a perdu l'esprit de prosélytisme guerrier qui lui fit accomplir autrefois de si grandes choses, il a toujours l'esprit de prosélytisme religieux qui le fait pénétrer là où nos missions n'ont pu arriver ou n'ont pu réussir, dans l'Afrique centrale et au cœur de l'Hindostan. Cette religion, assez vivante encore pour être conquérante, a son comité directeur à la Mecque, et pour agir au loin, les mille bras des nombreuses affiliations dont les représentants ou les chefs résident dans la ville sainte. Ce comité n'envoie plus, comme au temps d'Akbah et de Tarik, des armées pour conquérir l'Afrique et l'Espagne; mais il suscite ces chérifs pour lesquels le premier acte de la foi musulmane est la guerre sainte contre les chrétiens.

Les intrigues ne pouvant plus s'ourdir dans le Tell, maintenant dominé par nous, les agitateurs et les fanatiques s'étaient rejetés dans le désert, foyer habituel des complots contre les

dominateurs étrangers du nord, qu'ils fussent Turcs ou Français. Mohamed-Ben-Abdallah était un de ces agitateurs qui cachent leur ambition d'un voile religieux.

Il avait d'abord été à notre service : avant 1845, il était le khalifat de l'agha de Tlemcen. La haine qu'il portait à Abd-el-Kader avait été le motif du choix que nous avions fait de lui et qu'il ne justifia pas, sans doute parce qu'il se réservait dès lors pour un autre rôle. Renvoyé de Tlemcen, il disparut de la scène politique pendant quelques années, mais ne demeura pas oisif ; il se rendit à la Mecque et eut de fréquents rapports avec un homme célèbre en Orient par sa science aussi bien que par son caractère remuant, El-Snoussi. Mohamed-Ben-Abdallah fut, par lui, mis en rapport avec tous les chefs de khouan (1) qui venaient s'inspirer auprès du marabout, alors retiré dans la Tripolitaine. Quand le moment parut opportun, le nouveau chérif apparut dans la région d'Ouarghla, vaste oasis sur la communication du Soudan, et lieu de passage des caravanes qui vont de l'ouest à l'est, et du Fezzan au Maroc. Il n'oublia rien de ce qui peut entraîner des esprits crédules : ni les prophéties qui promettent la victoire ; ni les pratiques religieuses, de tous temps à l'usage de ces prétendus messagers célestes. Sa pauvreté volontaire commandait le respect, et une femme, vénérée elle-même pour sa piété et pour un double pèlerinage à la Mecque, usa, en faveur de l'ambitieux marabout, de toute son influence auprès des fidèles, en l'annonçant comme le futur sultan du sud, comme celui qui allait devenir la terreur des chrétiens.

En 1852, le chérif d'Ouarghla, comme on l'appelait, se crut assez puissant pour se rapprocher du Tell et faire ouvertement la guerre à quiconque se déclarerait serviteur de la France. Des coups de main, accompagnés de pillage, le firent bientôt redouter, et les tribus nomades des Ouled-Naïl et des Larbas, qui ont leur campement non loin de Laghouat, durent ou fuir, ou se ranger sous sa bannière. L'agitation allait croissant, et un de ces gros orages comme il s'en prépare dans ces régions reculées était prêt à fondre sur nos tribus du Tell.

Il était urgent d'en prévenir à la fois l'explosion et le retour. Dans l'automne de 1852, deux colonnes partirent, l'une de la province d'Alger sous la conduite du général Yusuf, l'autre de la province d'Oran sous celle du général Pélissier, qui, suivant

(1) *Khouan*, associations religieuses.

les circonstances, devait en prendre le commandement supérieur. Ben-Abdallah, placé entre elles, vit bientôt se resserrer sur lui le cercle où elles l'enfermaient; il prit la résolution audacieuse de se jeter dans Laghouat et de nous y attendre.

On pouvait craindre de voir se renouveler devant cette place les longueurs meurtrières du siège de Zaatcha. Mais, cette fois, un chef énergique commandait et les mesures avaient été prises pour triompher promptement. Il fallut néanmoins du canon, une brèche, un assaut. Le général Bouscaren y fut tué. Ben Abdallah s'échappa par miracle.

La résistance du sud avait été vaincue dans Laghouat. Les indigènes le sentirent bien, car ils disaient : « Les Français ont conquis, dans le Sahara, un second Alger. » Mais le péril auquel on venait d'échapper pouvait renaître. Convenait-il de conserver le système qui s'était tant de fois trouvé dangereux : administrer, par des chefs indigènes, en restant nous-mêmes étrangers au pays? Le gouverneur général ne le pensa pas, sachant bien que pour protéger efficacement, il faut protéger en arrière; il proposa et obtint du gouvernement métropolitain l'occupation permanente de Laghouat.

Cette détermination une fois prise, les travaux qui devaient faire de cette ville la forteresse du désert furent immédiatement commencés : des casernes, des hôpitaux, les forts Morand et Bouscaren, élevés là ou tombèrent en combattant ces deux braves officiers, mirent en peu de temps ce poste avancé à l'abri de toute attaque, et firent connaître aux tribus sahariennes notre intention formelle de rester en maîtres au cœur de leur pays. Le fort de Geryville, construit à la limite du Tell oranais, compléta la ligne de nos postes avancés, que déterminaient déjà les points de Biskra et de Bouçada dans la province de Constantine.

De ces places bien approvisionnées et munies chacune d'un équipage de chameaux, nos soldats purent au besoin faire des courses rapides, trois étapes en un jour, et lancer sans crainte, bien loin en avant d'elles, nos auxiliaires arabes organisés en goums nombreux.

Grâce à ces nouvelles créations, on vit, durant l'hiver de 1853, dans le Sahara algérien, un spectacle nouveau et imposant. Cette région du Simounn « le pays de la soif », où l'homme ne trouve partout qu'une nature marâtre et terrible, fut aussi méthodiquement parcourue par nos soldats que s'ils eussent marché dans les départements de la mère patrie, fouillée dans

tous les coins et réduite à l'obéissance. Depuis le Maroc jusqu'à la Tunisie, des goums arabes, soutenus en arrière par des colonnes mobiles françaises, étaient sortis en même temps de nos postes de Sebdou, de Geryville, de Laghouat, de Bouçada, de Biskra, et s'étaient enfoncés, à la fois, dans les profondeurs du Sahara. C'était comme une invasion du nord sur le sud. Le M'zab se soumit, le chérif Mohamed-Ben-Abdallah, échappé à nos baïonnettes dans Laghouat et qui avait surexcité le fanatisme de ces populations ardentes, fut défait et disparut. Metlili, N'goussa, Ouarghla et ses dépendances, ainsi que les tribus qui vivent entre ces oasis, acceptèrent notre domination.

Les provinces d'Alger et d'Oran atteignirent ainsi, pour la première fois, leur limite naturelle, le Grand-Désert, et trouvèrent enfin la plus complète sécurité pour leurs cultures, aussi loin que la nature du sol leur permettrait de les porter du côté des nomades.

Si le grand art de la guerre consiste à produire des résultats considérables avec la plus petite dépense d'hommes possible, la France pouvait se féliciter d'avoir, à si peu de frais, conquis d'immenses espaces. Nos soldats avaient combattu avec leurs jambes, comme on l'a dit d'une expédition fameuse; ils avaient beaucoup marché, mais en arrière et à portée de nos goums, qui seuls avaient brûlé de la poudre. Par une combinaison presque mathématique de mouvements, par l'emploi heureux de nos auxiliaires, qui, sûrs d'être secourus à temps et de trouver au besoin un refuge derrière nos baïonnettes, allaient agir à des distances énormes, bien peu de sang avait coulé, pour donner à la France, avec la domination du Sahara, la consécration de la conquête du Tell.

Au mois de janvier 1853, le colonel Durrieu, commandant des colonnes du sud, laissa ses soldats au bivouac de la Sebka des Beni-M'zab, et, avec une escorte de vingt cavaliers des goums et de quarante spahis, se jeta seul au milieu de ces déserts, dans la direction de N'goussa, où Si-Hamza, le plus grand chef de cette région et notre allié, devait l'attendre. Le second jour, il aperçut au loin une troupe considérable de cavaliers. C'était Si-Hamza qui venait à sa rencontre avec une partie de ses forces. Quelles vont être l'attitude et les prétentions de notre khalifat, tout fier de ses récents succès et de sa puissance? Le colonel l'ignore, mais il sait que, dès cette première entrevue, la place de chacun doit être nettement marquée. Il s'arrête sur une des dunes qui bordent la vallée et

laisse monter à lui Si-Hamza et son goud. En arrière du colonel, un spahi porte un fanon aux couleurs de la France, surmonté de l'aigle impériale. Dès que le khalifat arrive près de lui, et avant d'accepter ses salutations, il l'invite à faire hommage à ce symbole de la domination française. « Je n'ai qu'un drapeau, s'écrie Si-Hamza; je me suis battu pour la France, je suis prêt à mourir pour elle; » et il montre, en témoignage de la sincérité de ses paroles, sa main blessée, son burnous troué de balles arabes (1).

Ainsi, à trente journées de marche du littoral, un Français, à peu près désarmé, venait prendre possession des villes et des oasis du désert. C'est que ces peuples indomptés voyaient maintenant dans les plis de ce drapeau de la France qui flottait au-dessus de leurs têtes la volonté et la force qui commandent l'obéissance.

Touggourt, dans le Sahara de Constantine, était comme Laghouat, dans le Sahara d'Alger, la grande ville du désert. Longtemps un cheick, ami de la France, y avait régné; mais le chef de cette oasis en 1852, Selmán, avait un compte sévère à nous rendre de son usurpation, de meurtres odieux et de son hostilité. Il le savait bien, et la soumission des tribus sahariennes des provinces d'Alger et d'Oran lui montrait l'heure prochaine de son châtimement. Il s'entendit avec Mohamed-Ben-Abdallah, alors réfugié dans le Djérid de Tunis, et tous deux poussèrent à l'insurrection les nomades de la province de Constantine, leur annonçant, comme le faisait au même moment Bou-Baghla chez les Kabyles, qu'attaqués par un puissant ennemi, nous avions besoin de toutes nos forces pour ne pas périr, et qu'il n'allait plus rester un Français dans l'Algérie. Ces menées, appuyées de quelques coups hardis sur nos tribus soumises, eurent un plein succès. L'agitation gagna même la province d'Alger, et une fraction importante des Ouled-Nails, en arrière de nos postes, fit défection.

Dès que ces nouvelles parvinrent à Alger, le gouverneur général décida que Touggourt aurait le sort de Laghouat; et le colonel Desvaux partit de Biskra avec huit cent trente baïonnettes

(1) Si-Hamza-Ould-Bou-Beker est le représentant de l'une des plus puissantes familles religieuses du sud de la province d'Oran, les Ouled-Sidi-Chighk, qui exercent dans toute la région saharienne une très-grande influence; elle s'étend même jusque dans l'intérieur de l'Afrique. Si-Hamza a été récompensé des services qu'il nous a rendus par la croix de commandeur de la Légion d'honneur. Lui et les siens ont, depuis, accompagné toutes nos expéditions. Son frère Naïmi fut tué à ses côtés en 1856, dans une brillante affaire contre les Hamyanes.

et sept cent quarante sabres. Le commandant Marmier précéda cette colonne avec les goums qui, se sentant appuyés, livrèrent le brillant combat de Meggarin : il coûta à l'ennemi cinq cents morts, un grand nombre de blessés, cinq drapeaux, mille fusils. Cependant, nous n'avions à cette affaire que deux escadrons de spahis et une compagnie de tirailleurs indigènes ; mais ces forces régulières appuyaient un goud de treize cent cinquante chevaux et de quatre cent fantassins arabes, nouvelle preuve des heureux effets de la combinaison adoptée l'année précédente. Touggourt ouvrit ses portes. Le 5 décembre 1854, le colonel Desvaux y entra avec des forces imposantes, et la province de Constantine, comme les deux autres, n'eut pour limites au sud que les solitudes du Grand-Désert.

Quand, deux ans plus tard, la Kabylie du Djurdjura eut été domptée, il n'y eut plus, de la Tunisie au Maroc et des rivages de la Méditerranée aux sables du Grand-Désert, une tribu qui ne fût obéissante. Sur un espace plus vaste que la France, notre autorité était partout reconnue, et une paix profonde régna sur le pays.

IV

Chaque fois que le gouverneur général donnait l'investiture à des chefs indigènes, il ne se contentait pas de leur demander de la fidélité à la France, il leur montrait ce qu'ils avaient à gagner à vivre en paix avec nous. A Laghouat, il leur avait dit : « Des temps nouveaux commencent pour vous. Au désordre succédera la paix ; au pillage, la sécurité, et votre commerce s'accroîtra. Voilà les bienfaits qui accompagnent la domination de la France. » A peine, en effet, l'œuvre de l'épée était-elle achevée, que celle de la sagesse politique commençait pour donner à nos ennemis de la veille la paix, l'ordre et le bien-être.

Quels moyens furent employés pour atteindre ce triple but ? C'est ce que nous nous proposons de montrer maintenant.

Dans les premiers temps de notre conquête, on rappelait volontiers la maxime fameuse : *Diviser pour régner*, si familière aux anciens maîtres du pays. Mais, depuis la chute d'Abd-el-Kader, la France n'a plus à négocier, à transiger avec per-

sonne en Algérie, et notre politique à l'égard des indigènes ne doit être que de la bonne administration. Ce principe fut la règle de conduite du gouverneur général. Nous verrons bientôt comment il l'appliqua.

Il ne fallait pas oublier que les indigènes sont vingt fois plus nombreux que nous, que ce sont des têtes ardentes, facilement inflammables; qu'au milieu d'eux, existe une aristocratie puissante qui réunit souvent la triple influence de la richesse, de la religion et d'une autorité séculaire; qu'enfin, au sein d'un tel peuple des chefs redoutables s'élèvent aisément quand l'ambition est servie en eux par le talent, l'audace et d'heureuses circonstances. Durant la conquête, il avait fallu faire leur part, en leur donnant des commandements considérables. Les uns servaient bien notre cause, d'autres la compromettaient par des exactions ou conservaient de secrètes espérances. L'administration supérieure réprima cette avidité toutes les fois qu'elle la put connaître; et, tout en respectant les conventions faites, qui engageaient la parole de la France, elle réduisit le plus possible, à la mort des titulaires, le nombre et l'étendue de ces commandements indigènes. On verra plus loin que leur intervention pour le paiement de l'impôt et des dépenses communales fut aussi réglementée, ce qui coupa court à des abus et mit l'administration française en rapport direct, à ce sujet, avec les indigènes.

Les Kabyles n'ont point de ces familles vénérées et puissantes; la démocratie, chez eux, a atteint ses dernières limites. Il n'y avait donc pas à recourir, dans leurs montagnes, à de pareils moyens; notre action dut se borner à régulariser leurs institutions municipales.

Dans la confédération berbère des Beni-M'zab du Sahara, ce sont d'autres coutumes encore et ce furent d'autres mesures à prendre. On voit combien il faut à l'administration de l'Algérie d'études et de ménagements pour conduire vers le même but des peuples si différents, et combien grande et dangereuse serait l'erreur de ceux qui voudraient les soumettre à une règle uniforme.

Etre juste, ferme et modéré, voilà la seule uniformité qu'il faille chercher à établir, comme l'amélioration matérielle et morale des indigènes doit être le but principal et le sceau de la légitimité, mis aux yeux du monde entier sur notre conquête.

Il était bien difficile d'agir sur l'esprit de populations que

leurs mœurs, leur langue et leur religion séparent si profondément de nous. On l'essaya pourtant, non-seulement en déployant à leurs yeux le spectacle de notre civilisation et de notre puissance, mais par trois moyens directs : la religion, la justice et l'instruction publique. Tous les chefs ne pouvaient être attirés à Alger pour y voir nos forteresses, nos canons et nos vaisseaux ; il y en avait moins encore qui se décidassent à passer la mer, pour contempler de près nos cités et les merveilles de l'industrie et des arts ; mais tous surent que nous respections leur culte et leurs croyances ; qu'ils pouvaient compter sur notre assistance pour réparer ou construire leurs monuments religieux ; qu'enfin, dans les grandes solennités, nous demandions à leurs prêtres d'offrir des prières à Dieu pour notre Empereur et des actions de grâces pour nos victoires.

Ils surent aussi que nous voulions pour tous une justice intégrale. L'organisation des tribunaux musulmans avait été maintenue après la conquête, et l'ordonnance du 28 février 1844, pour donner de plus grandes garanties aux justiciables, avait soumis à l'appel, par-devant la cour royale d'Alger, les jugements des tribunaux indigènes, rendus, soit en premier ressort par les mehak'mas des cadis, soit en premier appel par les medjelès ou tribunaux de second degré. Depuis cette époque, la cour royale d'Alger a rendu, dans certaines affaires, des arrêts d'interprétation qui pourraient faire loi dans tous les pays musulmans.

Cette organisation de la justice musulmane était bonne, comme principe, mais laissait beaucoup à désirer dans le détail. Ainsi il n'y avait point de règlement écrit qui déterminât légalement la compétence des différents tribunaux entre eux (mehak'mas de cadis et medjelès), leurs ressorts, les délais d'appel, le mode d'exécution des jugements, le tarif des frais de justice, la tenue des audiences, etc.

Depuis le 16 août 1848, l'administration de la justice française était dans les attributions du garde des sceaux, mais la justice indigène restait réservée au ministre de la guerre. Un projet de décret qui réalisait toutes les réformes nécessaires fut soumis au chef de ce département et accepté le 1^{er} octobre 1854, mais avec une modification au plan proposé, qui, selon nous, fut malheureuse.

Afin de multiplier les liens entre l'élément indigène et l'élément national, le gouverneur général désirait que, dans le territoire civil, les tribunaux musulmans restassent subordonnés à la cour d'appel pour la division d'Alger, et aux tri-

bunaux de première instance pour les départements d'Oran et de Constantine. Dans sa pensée, la justice musulmane devait se fondre un jour, pour le plus grand bien des indigènes, dans la justice française, par l'intermédiaire des assesseurs musulmans, dont il eût voulu relever l'importance et la dignité. On établit, au contraire, l'indépendance absolue et générale de ces deux ordres de justice.

Le temps où quelques insensés parlaient de refouler les Arabes comme les peuples de l'Union américaine refoulent devant eux et exterminent les peuplades indigènes est depuis longtemps passé; nous mettons, au contraire, notre honneur à les appeler à nous, à les élever à notre civilisation. C'est pourquoi l'administration donna une si sérieuse attention aux choses de l'instruction publique. L'épée avait soumis les corps, c'était à l'enseignement à conquérir les âmes.

Les m'dersas ou écoles arabes supérieures ouvertes par un décret de 1850 à Blidah, Tlemcen et Constantine, n'avaient encore, en 1858, que 66 élèves; du moins, les constants efforts de l'administration pour amener les tolbas à ne plus enfermer leur enseignement dans l'explication du Coran, mais à le féconder, à l'étendre par l'étude de nos livres, semblaient ne devoir par rester stériles.

La grande difficulté pour l'enseignement était l'absence de maîtres parlant les deux langues; aussi le gouverneur général favorisa de tout son pouvoir les écoles arabes-françaises créées en 1850. Ces écoles, établies dans les principales villes, étaient en 1858 au nombre de douze, avec 900 élèves, et en pleine prospérité.

Trois institutions nouvelles datent des dernières années : l'école des mousses, le collège arabe et l'école de médecine.

Depuis la conquête, la misère s'est abattue sur la population indigène de nos villes du littoral, où les familles qui fournissaient au gouvernement turc tant de braves matelots et de hardis capitaines n'ont pas su entrer dans le mouvement de notre vie européenne. Dans l'espoir de réveiller des habitudes dont la tradition n'est sans doute pas encore perdue, le maréchal, habilement secondé par le commandant supérieur de la marine en Algérie, créa, pour les jeunes Arabes, une école de mousses à bord du Stationnaire. En 1856, 60 élèves indigènes y étaient installés et y faisaient des progrès rapides. Un brick-école fut mis par le ministre de la marine à leur disposition pour les exercices de la manœuvre et le maniement des voiles. Dès la

fin de l'année suivante, le service des ports put être fait, presque partout, par des marins indigènes sortis de l'école des mousses ou provenant d'engagements volontaires. Le commerce trouva même à en recruter déjà un certain nombre. Ainsi va revivre sans doute, mais cette fois à notre profit et à celui de la civilisation générale, cette marine algérienne qui, durant trois siècles, avait été l'épouvante de la Méditerranée et sera peut-être un jour son honneur.

L'institution du collège arabe va plus loin et plus haut. Ce n'est plus seulement un coin de notre civilisation qui est montré de loin aux indigènes; ce sont nos sciences, notre langue, notre histoire qu'on leur enseigne, tout en respectant leur foi religieuse; c'est aussi l'habitude du travail qu'on y donne à une race bien autrement intelligente que nos hommes du nord, mais à qui les molles oisivetés de l'Orient n'ont laissé de goût que pour le repos absolu ou l'action violente. Ouvert aux enfants des personnages les plus considérables des tribus et à ceux des hommes qui nous ont fidèlement servis, le collège arabe réunit sur les mêmes bancs le fils d'un marabout célèbre et celui d'un officier de spahis, d'un cadi ou d'un agha. Il devait les mener tous ensemble au seuil de nos carrières sociales, ou bien rendre à leurs familles ceux qui n'entreront pas dans les services publics, après leur avoir au moins donné de l'affection pour la France, et des idées nouvelles qui sapent peu à peu le vieux fanatisme oriental.

C'était chose difficile que de persuader à des musulmans de remettre à des chrétiens l'éducation de leurs enfants. Le maréchal y parvint, grâce à ses relations avec les chefs indigènes, et à la confiance qu'ils avaient en lui. Au printemps de 1858, peu de mois après l'établissement du collège impérial arabe, le nombre des élèves était de 55, c'est-à-dire qu'il avait atteint le chiffre maximum des prévisions pour la première année.

Les fils d'Européens eurent le droit d'assister aux cours qui s'y faisaient, mais seulement comme externes. Il en résulte pour tous de l'émulation et pour chacun une facilité plus grande d'apprendre la langue qu'il ignore. Ainsi les deux populations sont rapprochées sans se confondre, ce qui n'est pas encore possible. Du moins, tandis qu'elles puisent à la même source une vie nouvelle, il s'établit entre elles mille points de contact par où l'union se fera un jour (1).

(1) La première distribution des prix a été faite, il y a quelques jours, le 2 avril 1859.

Le collège allait nous donner des Arabes parlant français, habitués au travail, à l'étude. Nous pourrions donc recruter parmi eux des sujets pour les m'dersas, où ils remplaceraient si avantageusement pour nous les tolbas routiniers, ignorants et fanatiques; pour les premiers grades des corps de troupes indigènes, pour les places de conducteurs de travaux d'utilité publique, en pays arabe, sous la direction des officiers du génie ou des ingénieurs des ponts et chaussées; peut-être même pour nos écoles d'art et métiers et nos écoles militaires de France.

On prépara aussi pour eux une institution à laquelle s'attachait justement une extrême importance : une école de médecine dans laquelle les jeunes Arabes seraient admis. Après avoir bien convaincu les indigènes qu'ils étaient incapables de nous résister, il fallait leur montrer combien nous pouvions les servir. À ce point de vue, le médecin devenait le plus utile missionnaire de notre autorité et de notre civilisation. Doute-t-on, par exemple, que les trois mille consultations données en un an par le seul médecin de Fort-Napoléon n'aient pas aidé à la pacification des esprits? Il ne s'agissait pas de préparer des docteurs à nos Facultés ni des lauréats à nos Académies, mais

Les élèves étaient au nombre de 123, dont 58 Européens et 65 indigènes. Les prix se sont trouvés répartis de la manière suivante : dans la 1^{re} classe, à 9 indigènes et 14 Européens; dans la seconde, à 16 indigènes et 6 Européens; dans la troisième, à 17 indigènes et 8 Européens; au total, 42 indigènes et 28 Européens ayant eu des prix.

Les cours sont : la lecture arabe et française, l'écriture, l'orthographe, la traduction et la récitation pour les deux langues, le calcul, le dessin linéaire, la musique et la gymnastique.

Le directeur du collège, le docteur Perron, qui s'est si complètement dévoué à cette grande tâche, disait dans le discours qui inaugura la cérémonie : « En faisant passer telle nation sous la direction et l'autorité d'une autre nation, Dieu impose par le fait à celle-ci des obligations de protection et de paternité. C'est à ceux qui ont de donner à ceux qui n'ont pas. Mais il n'y a pas seulement le pain matériel, il y a aussi le pain de l'intelligence pour les esprits encore débiles, pour les facultés obscurcies, pour les raisons incultes. C'est l'œuvre qui a été inaugurée par l'institution du collège arabe-français, œuvre de bienveillance, œuvre aussi de politique généreuse!

« C'est à une époque toute voisine de nous, presque hier, quand l'armée eut si prestement exécuté la dernière scène de sa conquête en Afrique, c'est lorsque l'armée venait de compléter son œuvre par la soumission si prompte de la Kabylie et de terminer son grand drame qui durait depuis vingt-neuf ans, c'est après nombre d'œuvres pacifiques mises en voie d'exécution déjà avancée malgré les péripéties de la guerre, qu'a pris lumière et vie la pensée conçue et méditée depuis quelque temps par le chef militaire le plus civil qu'ait eu l'Algérie.

« Quelle a été l'intention mère de cet établissement? Cultiver et utiliser la capacité intellectuelle des Arabes. et, comme conséquence, rectifier et purifier leur morale, les appeler et leur apprendre à fraterniser avec nous, à marier leurs intérêts aux nôtres, à enrichir cette terre par les produits de l'intelligence et, conséquemment, de l'industrie. »

de donner à des indigènes les notions premières de chirurgie, de médecine et d'art vétérinaire, qui, sans faire d'eux de bien savants hommes, en eussent fait des hommes utiles, capables de suivre avec profit, comme élèves, les traitements dans nos hôpitaux et d'aller plus tard pratiquer dans les tribus, sous la surveillance et avec les conseils des officiers de santé de nos régiments. Pénétrant là où nous ne pouvons aller, sous la tente des Arabes, ils y porteront des méthodes meilleures de médecine et d'hygiène, mais raconteront aussi à la femme, à l'enfant, les merveilles de notre puissance et tout ce que Dieu a mis de force dans la main des chrétiens, d'intelligence dans leur esprit, de bonté dans leur cœur.

A ce même ordre d'idées se rapporte la création des bourses d'apprentissage pour les enfants indigènes.

Voilà quelles vues élevées de propagande morale guidaient ces hommes d'épée qu'on accuse si souvent de ne connaître et de n'aimer que la force.

Suivons-les dans des travaux d'un autre ordre, et l'on verra avec quelle sollicitude ils s'efforçaient de donner aux Arabes le bien-être en échange de leur sauvagement et inutile liberté, qui, depuis des siècles, mettait partout entre eux de la misère et du sang.

Le maréchal Randon recevait un jour la visite de quelques chefs de la province d'Oran qu'il avait autrefois connus. Un d'eux lui dit : « Quand donc me laisseras-tu manger ? » Le maréchal, qui lui trouve la mine prospère, s'étonne. « Tu ne me comprends pas, dit l'Arabe ; je te demande un commandement. » Il voulait dire une de ces places de caïd où, de temps immémorial, par les amendes et les exactions, les chefs indigènes, selon l'énergique expression du pays, mangeaient leur tribu. C'était précisément ce que nous voulions détruire. Une active surveillance, sans déraciner ces habitudes invétérées, en diminuait les effets, et le système de la substitution progressive d'officiers français à un certain nombre de chefs indigènes assura aux tribus une administration plus intégrale.

Les indigènes souffraient d'un autre mal qui rejaillissait sur nous : l'insécurité. L'état de guerre où ils avaient toujours vécu avait entretenu la violence des mœurs, les haines des familles, les vengeances héréditaires. Ainsi les villes, dans le sud, étaient divisées en plusieurs quartiers, dont chacun était, contre les autres, une forteresse entourée de son mur d'enceinte et tou-

jours prête à repousser l'assaut qui lui était souvent donné. Les gros villages de la Kabylie sont de même divisés en plusieurs sofs ou parties. Les rivalités, les haines s'y transmettent de génération en génération et, sous le plus léger prétexte, dégénèrent en guerre civile. Une autre cause d'inquiétude et de désordres était le peu de sûreté qu'offraient les voies de communication; des maraudeurs, des vagabonds, des hommes aux inclinations perverses, coupaient les routes, les uns pour détrousser les voyageurs, les autres pour commettre des assassinats, et répandaient ainsi l'effroi non-seulement parmi les colons, mais même parmi les indigènes. Une vigoureuse impulsion fut donnée à la police du pays. Les tribus avaient été rendues responsables des méfaits de leurs membres; quelque part que ceux-ci allassent, ils durent rester sous l'œil et la main de leur chef. Il n'était pas bon de permettre aux éléments impurs de sortir de la société arabe où ils étaient, du moins, connus et maintenus, pour passer sans surveillance dans la nôtre et la venir troubler. La sécurité des personnes et des propriétés, celle des marchés et des transactions, furent assurées, chose nouvelle en pays musulman, par une énergique protection.

Les rapports de quinzaine des officiers arabes, les archives de nos tribunaux civils et militaires constatent combien, sous cette vigilance qui ne se lassait jamais, le nombre des délits était faible, eu égard aux habitudes du pays; combien aussi, lorsqu'ils se produisaient, la recherche des coupables était intelligente et rapide, leur punition prompte et sévère. Grâce à cette police préventive et à cette répression énergique dont la responsabilité des tribus a été la base principale, l'Algérie avait perdu cette célébrité funeste que lui avaient donnée les scènes de déprédations et de brigandage qui ont été si longtemps sa vie normale. On n'entendait plus parler de ces razzias de tribus à tribus jadis si communes. Des hommes isolés circulaient partout, dans la montagne et dans le désert, sans qu'il leur arrivât malheur. Une cantinière traversa impunément toute la Kabylie; le comte et la comtesse ***, tous deux à cheval, visitèrent sans escorte les oasis. Ces peuples entraient visiblement dans une voie nouvelle, et le voyageur qui cherchait les émotions de la vie aventureuse, étonné de parcourir un pays pacifié et sûr dans une diligence qui préfère marcher la nuit pour éviter le soleil, seul ennemi maintenant à redouter, était réduit à retourner en Europe dans la terre clas-

sique des mauvaises rencontres, pour trouver les bandits pittoresques que la Régence ne pouvait plus lui fournir.

L'honneur de l'armée d'Afrique et de ses chefs est peut-être moins dans les succès de la guerre que dans les labeurs de la paix. Depuis les légions romaines qui maniaient la pioche aussi bien que l'épée, nulle armée au monde n'a accompli autant de travaux, ni tant fait pour livrer un grand pays à la culture et à la civilisation. Il faut qu'on sache que quand nos soldats ne se battaient point, ils travaillaient, et que chaque année, durant sept mois, cinquante ou soixante mille hommes étaient échelonnés au travers de la contrée, pour ouvrir des routes, dessécher les marais, combler les fondrières, abaisser les montagnes, faire des ponts, des barrages, bâtir dans les tribus des maisons de commandement, sur les chemins des caravansérails et créer dans le désert des oasis nouvelles.

C'étaient alors nos officiers du génie qui les guidaient, placés eux-mêmes sous l'habile direction du général de Chabaud-la-Tour. Savants modestes, soldats infatigables, vrais pionniers de la civilisation, ils faisaient oublier, à force de dévouement, leur petit nombre, ou, grâce à leur bon esprit de confraternité, se recrutaient parmi les officiers de l'artillerie de précieux auxiliaires. Quand les brigades de travailleurs étaient encore dans les casernes, ils avaient parcouru le pays, opéré les nivellements et dressé les plans. Les colonnes rendues sur les travaux, on les voyait au même instant sur tous les points, trouvant des ressources pour tous les besoins, des expédients pour toutes les nécessités. En dix-sept jours, ils firent exécuter la route de Fort-Napoléon, 25 kilomètres de chemin carrossable, à travers des montagnes abruptes ou au bord des précipices, et en deux mois ils avaient construit l'enceinte de cette forteresse qui doit assurer notre domination sur les belliqueuses tribus du Djurjura.

Sait-on combien il a été ouvert en pays arabe, dans les six dernières années, de routes et chemins vicinaux? Près de 6,000 kilomètres (5853,50); et combien de ponts, d'aqueducs et de barrages, combien de maisons de commandement et de caravansérails, de puits, de fontaines et de moulins? L'armée d'Afrique a en ce genre des états de services comme nulle armée au monde, assurément, n'en pourrait montrer. Pour ne citer qu'un exemple, le chemin entre Médéah et Laghouat était marqué seulement par les ossements des bêtes de somme

qui y avaient péri. Indépendamment des risques qu'on y courait de la part des rôdeurs, il fallait un guide pour ne pas s'y égarer et y mourir de soif. L'armée construisit, sur une étendue de 380 kilomètres, une large route, garnie de caravansérails, et protégée, en son milieu, par le poste fortifié de Djelfa, où un officier français fut établi. Sur la rivière qui passe en cet endroit, on construisit un moulin, où les Arabes ne tardèrent pas à apporter de bien loin leur blé, et un service de voitures s'établit de Médéah à Laghouat : les messageries dans le désert ! Et qu'on n'oublie pas qu'en Afrique un grand chemin, c'est la paix pour le pays qu'il traverse. L'ordre et le bien-être y passent d'abord, la civilisation vient ensuite.

Cependant ces constructions de toute sorte ne sont rien à côté de la révolution matérielle et morale que d'autres travaux ont déjà produite.

Lorsque, il y a trente années, on commença en France à parler des puits artésiens, on ne se doutait guère que cette précieuse invention était, de temps immémorial, pratiquée par des peuplades perdues dans un coin du Sahara. Elles mettaient des années à les creuser avec de grandes dépenses et de grands périls, le trou de sonde étant conduit à main d'homme jusqu'à la nappe souterraine qui, en jaillissant, noyait parfois les ouvriers. Ces puits, mal établis, avec un tubage très-imparfait, se comblaient souvent. Nombreux, à ce qu'il semble, dans les temps anciens, ils avaient diminué, et avec eux les oasis ; car l'eau seule, ici, fait reculer le désert. A mesure qu'un puits se ferme, un centre de population s'éteint.

Les expéditions envoyées chaque hiver dans le sud, tout en pacifiant la contrée, l'étudiaient. Un ingénieur demandé au plus habile foreur de la métropole fut attaché en 1855 à la colonne de Biskra, avec la mission expresse de reconnaître le régime des eaux et la nature du sol. Ce n'est pas l'eau qui manque à l'Algérie, il y pleut suffisamment pour abreuver les terres et les sources ; mais ces pluies soudaines et violentes précipitent de grandes quantités d'eau qui coulent à la mer en torrents furieux ou se perdent dans un sol perméable et avide qui les absorbe et ne les rend pas. Cependant on reconnut tous les indices d'une nappe souterraine descendant du versant méridional de l'Atlas vers Biskra jusqu'à l'Oued-R'ir. L'ordre fut donné aussitôt d'y tenter des forages de puits artésiens. Le général Desvaux prépara tout avec son intelligente activité. On com-

mença par l'oasis de Tamerna qui se mourait. Le 1^{er} mai, un détachement de la légion étrangère, sous la direction d'un ingénieur civil, donna le premier coup de sonde; le 9 juin, après trente-neuf jours et trente-neuf nuits d'un travail continu, on atteignit à une profondeur de 60 mètres la nappe artésienne. L'eau jaillit à la surface du sol en une gerbe immense; elle débitait plus de 4,000 mètres cubes d'eau par jour (1). C'était la vie qui sortait, pour ce peuple, des entrailles de la terre. Les habitants, accourus à ce spectacle, se roulaient de joie dans ces eaux vierges et bienfaisantes, et bénissaient la main qui les leur avait données. En quelques jours, toutes les tribus du désert connurent les merveilles de Tamerna; elles comprirent notre puissance sur la nature même, ainsi que les bienfaits qui suivaient notre domination. Ce sentiment se révéla dans le nom qu'elles donnèrent au puits nouveau : Aïn-el-Afia (la source de la paix).

A Sidi-Rached, où les palmiers, la grande ressource du pays, n'avaient pu être arrosés depuis quatre ans, ce fut une rivière que nos soldats firent encore jaillir du sol, 4,000 litres d'eau par minute, c'est-à-dire plus que le puits de Grenelle, à Paris. On l'appela la fontaine de la Prospérité. A El-Ksour, autre source de 3,336 litres, jaillissant à un mètre et demi au-dessus du sol environnant, ce qui permettait d'en conduire l'eau partout. A Sidi-Sliman, *la Fontaine de la vie*, 4,000 litres par minute, venait sauver de la mort une oasis perdue. A Bram, 2,000 litres : « Nous mourons, disaient les habitants dont le puits s'était comblé, venez nous sauver. » Et on les sauvait.

Afin de montrer à ces peuples l'esprit de notre civilisation, une part d'eau fut partout réservée pour les indigents, et nous veillâmes à ce que *les fontaines de prospérité* coulassent toujours pour eux. Un caïd de Tamerna fut destitué pour avoir essayé de détourner au profit des anciens propriétaires la part que nous avions attribuée aux pauvres.

De grandes fêtes célébraient chaque succès nouveau. On accourait de toutes parts pour voir le miracle. Les coups de fusil de la fantasia joyeuse se mêlaient aux chants religieux des vieillards et des femmes qui rendaient grâce, à la fois, à Dieu et aux Français. A Temacin, le chef Si-Mamar, après avoir chaleureusement témoigné sa gratitude à nos foreurs, se tourna

(1) D'après le dernier rapport du général Desvaux, en date du 4 août 1858, le puits de Tamerna donnait maintenant 4,500 litres par minute, ou 6,480 mètres cubes par jour.

vers les Arabes et leur dit : « Jadis l'arrivée des Français dans l'Oued-R'ir vous effraya ; aujourd'hui vos craintes sont changées en cris de reconnaissance , car ils vous ont donné deux choses que vous ne connaissiez plus : la paix et la prospérité. » Et quand nos soldats, reprenant leurs outils de forage, partirent pour chercher plus loin un nouveau puits à creuser, il vint leur serrer la main à tous, et les accompagna avec une foule immense, jusqu'à ce qu'ils fussent rentrés dans le désert.

Et ainsi allaient ces braves soldats, aussi fiers de leurs fatigues pacifiques que de leurs travaux guerriers, portant la vie là où la nature mettait la mort, et conquérant une seconde fois ces peuples par la reconnaissance (1).

Quand le général Desvaux entra, au mois de janvier 1858, dans la région saharienne de l'Oued-R'ir et du Souf, ce fut en triomphateur qu'il les traversa. Les populations accouraient à sa rencontre pour bénir ces hommes de guerre qui, au lieu de la dévastation, leur compagne ordinaire, avaient répandu sur le pays vaincu l'abondance et la joie, en faisant jaillir du sol, dans l'espace d'une année, un volume d'eau presque aussi considérable que celui du Rummel.

Quelques mois après que le puits de Sidy-Sliman eut été creusé, une de nos colonnes y arriva. Elle venait de traverser des dunes brûlantes, et tout à coup elle se trouva au milieu de champs cultivés : la verdure paraît la terre ; l'eau courait joyeusement dans les saguias ; des arbres étaient plantés, des maisons s'élevaient ; déjà l'on songeait à construire le moulin que la fontaine ferait mouvoir, et nos soldats trouvaient pour leur bivouac des ressources, des vivres dans ce lieu naguère maudit, qu'animait maintenant une population affairée et amie.

Ces travaux eurent un résultat inattendu. Des nomades devinrent sédentaires ; des pâtres, laboureurs, en se fixant autour des sources nouvelles. Ainsi les Selmia, les nomades par excellence, s'arrêtèrent à Oum-Thiour, près d'un de ces puits nouveaux, creusé en pleine solitude. En peu de temps, nombre de dattiers furent plantés. On essaya quelques-uns de nos

(1) Chose curieuse, qui prouve la salubrité du climat et la prévoyance de l'administration, les 70 soldats du 99^e de ligne qui formèrent un second atelier de forage dans la campagne de 1857-1858 n'eurent pas un seul malade pendant toute la durée des travaux, du 1^{er} novembre au 15 juillet. On voit que, dans cette région du Hodna où ils opéraient, les Européens pourront très-aisément s'acclimater. Jusqu'à présent, aucun des quinze forages entrepris dans la subdivision de Batna n'a échoué ; deux seulement ne donneront peut-être pas d'eau jaillissante, mais serviront du moins comme puits ordinaires.

arbres à fruit, de nos légumes d'Europe; dix-huit maisons furent construites; une mosquée s'éleva, dont le minaret, haut de 45 mètres, sert comme de phare dans ce désert. L'exemple a déjà été contagieux : des nomades Cheraga ont fait comme les Selmia à Chegga, et d'autres feront comme eux. Ainsi la tente se change en gourbis, le douar en village, et une évolution importante commence dans la constitution de la société arabe. En cinq années de domination, nous faisons brèche à des mœurs séculaires (1).

D'autres peuples, de nos jours, ont aussi fait des conquêtes : où est celui qui a autant donné aux vaincus et dont la chute serait un malheur pour la nation qu'il laisserait libre? La France quitterait dès maintenant l'Algérie, que la postérité y retrouverait ses traces empreintes jusque sur la face mobile du désert.

En ordonnant tous ces travaux dont il vient d'être question, le maréchal pensait à la prospérité des oasis, qui seront d'autant plus faciles à dominer, qu'elles seront plus riches; mais il pensait aussi à créer des étapes dans le désert pour des caravanes qui, bientôt, sans doute, reprendront le chemin du Soudan. Nous reviendrons sur cet important sujet, qui intéresse la colonie tout entière.

Par les forages artésiens, le creusement de nouveaux puits, les barrages et l'aménagement des eaux, nous combattons le désert et donnions une terre féconde aux indigènes. Cette terre, nous leur enseignâmes encore à en tirer un meilleur parti. Le gouverneur général considéra le pays arabe comme une ferme dont il était l'intendant suprême, au compte et au profit de la France. Sachant bien que ces peuples, fidèles à leurs habitudes immémoriales, n'y changeraient rien s'ils n'y étaient forcés par cette main de l'autorité militaire, qu'ils craignent parce qu'ils en ont senti la force, mais qu'ils respectent parce qu'ils en ont éprouvé les bienfaits, il multiplia les avis, les conseils, les ordres pour obliger les indigènes à secouer leur apathique torpeur. A l'aide des bureaux arabes, il répandit parmi les tribus des instructions pour perfectionner les anciennes cultures et en introduire de nouvelles : au premier rang le tabac, le coton et les plantes tinctoriales.

Une propagande active fut faite par les smalas des spahis.

(1) En 1854, la population indigène des territoires militaires n'avait que 35,254 maisons; en 1857, le chiffre s'était élevé à 79,480.

On a vu l'importance politique et militaire de cette création. Il faut ajouter que les meilleurs procédés pouvant y être, par ordre, mis en usage, seront de là propagés, par la vertu de l'exemple, au milieu des indigènes. C'est par les smalas qu'ils voient les avantages de faire des foins pour l'hiver et des fourrages verts pour l'été, l'utilité pour le bétail des abris et d'une alimentation rationnelle. C'est là qu'ils apprendront à améliorer leurs laines et l'usage des cultures industrielles, des amendements, des fumures, des bons labours et des assolements. Chaque smala, en un mot, deviendra comme une ferme-école, au milieu du pays arabe, et d'autant moins suspecte aux indigènes que ce sont des hommes de leur sang qui en cultivent les terres.

Il ne faut pas se représenter le Sahara algérien, même en dehors des oasis, comme une terre absolument stérile. Dans la partie septentrionale, les sables sont l'exception, et l'on trouve des terres d'une extrême fertilité, que la sécheresse ordinaire ne permet pas de cultiver, mais qui, dans les années où les pluies abondent, donnent des récoltes d'une richesse inexprimable. Tant que cette région resta livrée à l'anarchie, les nomades évitaient les cultures à long terme; mais, lorsque nous l'eûmes pacifiée, on vit cultiver des terres là où la charrue, de mémoire d'homme, n'avait jamais passé (1). Les caravanes qui, chaque année, vont charger des grains dans le Tell, diminuèrent de nombre et d'importance, et nous fûmes nous-mêmes récompensés de deux manières du bien que nous faisons aux indigènes; l'impôt prélevé par le trésor dans le Sahara s'accrut, et l'administration put faire à Laghouat et aux autres postes du sud ses approvisionnements qu'elle était auparavant obligée d'aller chercher à grands frais dans la région du Tell.

Là même où la terre ne peut donner du blé, elle se couvre presque partout, après la saison des pluies, d'une herbe riche en sucres nourriciers, dont les moutons sont très-friands, et garde, même durant l'été, des plantes fines et aromatiques qui leur conviennent parfaitement. Aussi l'espèce ovine est-elle représentée en Algérie par des millions de têtes. Il y a donc là pour la colonie, comme pour la métropole, un intérêt

(1) Nous copions les lignes suivantes dans le rapport déjà cité du général Desvaux à qui revient tout l'honneur de ces travaux : « Il s'est manifesté chez les Rouar'a une telle confiance dans le maintien de la paix, que tout le monde veut creuser des puits et planter des dattiers, sûr qu'on est maintenant de récolter les fruits de son travail. »

considérable. La demande de laines par l'industrie est chaque jour croissante, et la production est partout inférieure aux besoins. Les Anglais et nous-mêmes allons chercher des laines aux extrémités du monde. La France laisse chaque année, pour ce seul objet, de 40 à 50 millions de francs sur les marchés étrangers.

Le gouverneur général pensa qu'il serait possible de détourner une partie de cet or sur la colonie, où il serait si nécessaire, et il se proposa de multiplier les troupeaux, tout en les améliorant.

Le nombre des bêtes ovines que l'Algérie possède pourra être porté à 30 millions et plus, sans que les troupeaux sortent des terrains de libre parcours, et, par conséquent, sans restreindre le vrai domaine agricole : celui des prairies et des terres à labour.

Dans le sud, la fécondité des brebis est grande ; il n'est pas extraordinaire qu'elles mettent bas deux agneaux, et comme les Arabes mangent peu de viande, l'accroissement des troupeaux est rapide, dès que la tranquillité règne dans le pays. Il ne fallait donc pas beaucoup d'efforts pour doubler, en peu d'années, le chiffre de l'espèce ovine ; mais il en fallait de bien grands pour déterminer les Arabes à agir autrement que leurs pères. Laissant leurs troupeaux multiplier au hasard et dégénérer, ils n'ont que des toisons pesant en moyenne 1,500 grammes, et qu'ils vendent 1 fr. 50. Pour la tonte, ils se servaient d'une espèce de faucille, fauchant la laine comme l'herbe des prés. Aussi leurs moutons ne produisent-ils qu'environ 15 millions de kilogrammes de laine en suint, dont un quart était exporté ; le reste servait aux besoins de la tente et à l'industrie indigène. Mais, comme ils ne prenaient pas plus de soin de l'assortiment et de la netteté des laines que de la pureté des races, ce produit subissait, sur nos marchés, une forte dépréciation. Il n'était pas possible, en effet, que cette laine indigène qui contient du jarre, qui varie en qualité suivant les parties du corps où elle est recueillie, et qui est trop souvent de nuances mélangées, pût lutter avec la laine mérine, plus tassée, plus fine, et parfaitement égale de nuance et de qualité : la différence en valeur marchande était de cent pour cent.

Mais, pour changer les habitudes séculaires des populations rurales, il faut, en Afrique tout comme en Europe, prêcher d'exemple. Le maréchal se proposa de mener de front deux modes différents d'amélioration : le premier, par les ressour-

des que présente la race indigène judicieusement appliquées; le deuxième, par des croisements avec des géniteurs de choix empruntés aux meilleurs races. C'est ainsi qu'on a fait en France, sous Louis XVI, par le troupeau de Rambouillet, et que fait encore le gouvernement russe dans l'Ukraine. On forma à Laghouat un troupeau composé d'éléments choisis un à un, avec le plus grand soin, dans les quinze cents troupeaux qui rayonnent autour de cette oasis. Quand il eut été constitué, on le divisa en deux parts : l'une resta dans l'oasis pour procéder à l'amélioration de la race par elle-même; l'autre, pour les croisements avec la race mérine, fut établie dans le Tittery, en un lieu nommé El-Berin, dans la subdivision de Médéah. On demanda à Rambouillet des béliers étalons qui furent accordés avec empressement, mais qui périrent tous, malgré les soins donnés par l'habile vétérinaire en chef, M. Bernis. Alors on chercha des éléments plus rapprochés de la race algérienne; on acheta dans la Crau, aux environs d'Arles, où les moutons sont soumis à la transhumance, et où ils trouvent presque le soleil et les sables de l'Afrique, des brebis pleines qui mirent bas en Algérie, et des béliers qu'on réunit au troupeau d'El-Berin. Cette fois, le succès répondit à toutes les espérances.

Alors on s'adressa aux chefs indigènes pour réclamer leur concours dans une question qui touchait d'aussi près à leurs intérêts. On les engagea à faire, parmi leurs bêtes ovines, un triage semblable à celui qui avait été opéré à Laghouat, leur promettant de donner des géniteurs d'élite à ceux qui mériteraient de les recevoir. Ces conseils furent écoutés, et, dès le printemps dernier, plusieurs troupeaux, dans le sud, se faisaient déjà remarquer par leur belle apparence et leur composition en sujets de choix.

Qu'on persévère dans cette voie, et avec l'aide du temps la régénération de la race est certaine; car les trois mille têtes qui composaient, en 1858, les deux troupeaux améliorateurs, peuvent fournir avec abondance des étalons propagateurs d'un sang enrichi.

Une autre mesure, bien simple en apparence, a eu aussi des résultats considérables : la substitution, pour la tonte, de nos cisailles à cette faucille homérique n'a été rien moins, à elle seule, qu'une révolution. Les jeunes bêtes ne pouvant supporter cette méthode barbare et cruelle, qui souvent les blesse ou les tue, on ne tondait pas les agneaux, et une quantité considérable de laine était chaque année perdue.

Grâce à toutes ces innovations, la production de la laine s'accrut en quantité et en qualité. Le présent promet un bel avenir ; il n'y a pas à craindre d'être faux prophète en déclarant que si cette révolution commencée s'achève, la toison, dans quelques années, se vendra trois ou quatre fois son ancien prix, et que les exportations s'élèveront à 15 ou 20 millions de kilogrammes. Déjà des toisons de ce printemps ont été vendues 4 francs.

L'Algérie possède également une race bovine excellente pour le pays, mais qui, faute de soins, elle aussi, est dégénérée. On avait importé des vaches et des taureaux de tous pays, de France, de Suisse et d'Angleterre. Ils ne tinrent pas contre le climat. Le maréchal alla au plus pressé, et ne chercha pas si loin le remède ; il montra aux tribus ce que l'on pouvait faire de leur bêtes à cornes, en leur assurant des abris pour la saison des pluies, et des fourrages pour la saison sèche.

L'Arabe, en voyant les résultats obtenus à l'aide de ces simples mesures par nos spahis, dans les smalas, se mit à son tour à construire des hangars, à s'approvisionner de foin, à cultiver même certaines plantes fourragères : l'exemple était donné, le progrès était en train.

Veut-on des chiffres pour montrer la nécessité de cette pression salutaire exercée sur les tribus ? En voici, et de tristement éloquents. On a constaté officiellement qu'il était mort en 1856, dans la province d'Alger, 87,290 bœufs, 510,063 moutons, 379,791 chèvres, 9,707 chameaux.

Dans la province d'Oran, 81,199 bœufs, 1,039,531 moutons, 501,826 chèvres, 7,044 chameaux.

Dans la province de Constantine, 116,284 bœufs, 1,725,493 moutons, 307,311 chèvres, 7,044 chameaux.

D'où provenait cette perte qui ne représente pas moins de 70 millions de francs ? De l'imprévoyance des Arabes, qui comptent sur l'égalité d'un climat presque toujours généreux, mais sujet, de temps à autre, à des variations atmosphériques extraordinaires. Durant l'été de 1855, la sécheresse avait été extrême ; et le siroeco avait tout brûlé ; n'ayant point de provisions de fourrages en réserve, ils virent leurs troupeaux décimés par la faim. Quand arriva la saison des pluies, elles tombèrent par torrents durant trois mois, et la neige couvrit toutes les montagnes. Comme ils n'avaient point de hangars pour leur bétail, la mortalité fut extrême, et il en est ainsi, dans de moindres proportions chaque hiver un peu rigoureux.

Fallait-il respecter religieusement cette imprévoyance, laisser aller les choses d'elles-mêmes en vertu du grand principe du droit commun dont il est tant parlé, depuis quelque temps, pour la population arabe, et, par égard pour les principes, la laisser mourir de faim? Le maréchal, se regardant comme le tuteur d'un peuple enfant, s'arma près de lui, de cette leçon douloureuse, pour contraindre toutes les tribus à avoir chacune des abris où les troupeaux se réfugieraient durant les pluies, et des approvisionnements de fourrages qui les nourriraient quand la terre ne pourrait plus les nourrir.

Les dernières nouvelles de Tripoli portent que, par la continuité des pluies, les 9/10 du bétail ont péri dans cette régence. Voilà le mal auquel les troupeaux sont exposés en Afrique, et les Arabes, grands partisans du *laissez faire* qui, chez eux, veut dire ne faire rien, se verront périodiquement ruinés, si on ne les contraint à la prévoyance.

La France avait un intérêt, sinon plus direct, du moins plus militaire, à relever la race des chevaux africains qui, durant vingt-cinq années de guerre, avait été réduite de nombre et de qualité. On y avait songé, sans doute, comme à bien d'autres choses, et on avait institué une commission de remonte dans les capitales des trois provinces; mais ces commissions attendaient le vendeur et ne l'allaient pas chercher, de sorte que des parasites, interposés entre elles et lui, transformaient une question de politique en une question de commerce, faisaient de gros profits qui laissaient peu de chose à l'Arabe et ne s'inquiétaient pas d'améliorer l'élevage, n'y ayant nul intérêt. Le maréchal les supprima, en réunissant en un seul service, l'administration des haras et celle des remontes. Un directeur à Alger, un seul commandant pour le double dépôt de remonte et d'étalons dans chaque province, enfin des officiers acheteurs, agissant chacun dans une circonscription déterminée de marchés et de tribus, telle fut l'économie de ce système, que le ministre de la guerre approuva, et à l'aide duquel l'administration supérieure connut toutes les ressources chevalines du pays, les défauts ou les qualités de l'élevage, et put faire arriver partout ses conseils et ses récompenses: douze mille deux cent cinquante concurrents indigènes se sont disputé, en 1856, les primes d'encouragement qui avaient été instituées dans chaque chef-lieu de commandement.

Les ressources budgétaires ne permettaient pas de donner aux haras de l'État l'extension désirable. On tourna la difficulté

en établissant, dans l'intérieur des tribus, des étalons primés dont l'achat et l'entretien sont à leur charge, mais qui, ayant été agréés par le service des remontes, sont soumis aux inspections annuelles. Le nombre des étalons s'est ainsi quintuplé, et le chiffre des saillies, qui n'avait été, en 1851, que de 2,321, était, en 1856, de 16,677, en 1857, de 18,000, et a dû encore s'accroître l'année suivante (1). Voilà un nombre considérable de chevaux de choix qui naîtront tous les ans dans notre colonie (2), et l'on sait quelles sont les précieuses qualités du cheval arabe : sobriété, patience, force inépuisable, résistance aux intempéries comme aux fatigues. Ils l'ont assez montré sur les plateaux arides et glacés de la Chersonèse. Les chevaux d'Europe mouraient par centaines, quand nos barbes africains avaient encore toute leur santé et leur vigueur.

Il n'y a pas de fête pour les indigènes sans fantasia. L'Arabe, si apathique d'ordinaire, s'abandonne alors à toute la fougue d'une nature qui se réveille et se répand violemment au dehors. Il y montre les deux choses dont il est le plus fier, son adresse à manier les armes et son habileté à faire courir et évoluer son cheval. Jusqu'en 1854, les courses étaient un spectacle des plus attrayants, mais sans utilité. Le gouverneur général les réglementa et fit d'un jeu un exercice, d'une fête une lutte sérieuse, où l'émulation se mêla au plaisir, où le vaincu étudia pourquoi il n'avait pas triomphé, et, rentré dans son douar, travailla à paraître, à son tour, en vainqueur dans la lice.

Cette utile émulation se montra surtout dans les courses particulières qui furent instituées pour les aghas, les caïds, les cheicks et les chefs de grande tente, c'est-à-dire, pour l'aristocratie indigène. Les entrées variant de 50 à 200 fr., suivant les catégories de coureurs, permirent d'instituer des prix d'une valeur considérable, qui furent un attrait de plus pour ces courses. C'est là que furent examinées les causes de succès et de revers, avec cette attention que le chef arabe donne à tout ce qui se rapporte au cheval de guerre, un des objets favoris de sa conversation et le héros de maintes légendes, de poétiques et belliqueux récits.

(1) Des renseignements tout récents élèvent pour 1858 les saillies à 26,000.

(2) Il est sans doute superflu de faire remarquer qu'il ne s'agit ici que de la reproduction par les soins de l'administration et que le nombre des naissances est bien plus considérable, puisqu'au chiffre indiqué ci-dessus il faut ajouter celui que donnerait l'industrie privée.

Pour compléter cet ensemble de mesures, on institua le *Stud-Book* de l'Algérie, ou le livre de noblesse de la race chevaline, qui, nous faisant connaître nos meilleurs chevaux, nous permettra de modeler la race, de manière à lui donner toutes les qualités qu'elle comporte. Le pur sang algérien, une fois créé, sera ainsi maintenu sans mélange, et ira, à son tour, régénérer l'espèce de certaines régions de la métropole.

Ces réformes, ces créations, ces travaux sont utiles aux indigènes, sans doute, et c'est déjà une raison pour qu'ils aient été accomplis ; mais ils profitent aussi très-directement à la métropole : ceux d'ordre moral et public, en diminuant dans un avenir prochain les dépenses militaires ; ceux d'ordre matériel, en accroissant la richesse des Arabes, et par elle les ressources du trésor.

Par une heureuse rencontre, il s'est trouvé que les deux principaux impôts consacrés par la loi musulmane et l'usage indigène sont l'achour, ou la dîme des récoltes, et le zekat, ou droit payé pour chaque tête de bétail (1). Quand donc nous multiplions les troupeaux et les moissons, nous multiplions la matière imposable, pour laquelle les indigènes payent sans répugnance les droits dus au trésor. Cet impôt est perçu d'après les rôles préparés au sein de commissions consultatives qui comptent, parmi leurs membres, non-seulement l'employé des finances le plus élevé en grade de la localité, mais encore des notables européens et indigènes. Les éléments qui servent à la formation des rôles sont les états statistiques établis par les soins du commandement et par l'intermédiaire des officiers des bureaux arabes, d'après les tableaux qui leur sont fournis par les cheicks, les caïds et les aghas, avec contrôle hiérarchique, et dont les officiers des bureaux arabes vérifient l'authenticité à deux reprises, au temps des labours et à celui des moissons.

Les rôles, ainsi établis, sont approuvés et rendus exécutoires, après vérification, par le gouverneur général, et mis en recouvrement. Le produit est versé directement dans les caisses du receveur des contributions par les collecteurs indigènes, caïds, cheicks, chefs de douar, suivant le cas, sans passer jamais, comme on le voit, par les mains des agents de l'autorité militaire.

(1) Deux autres impôts sont levés en de certains lieux : l'*hokor*, ou loyer de terres domaniales, et la *lesma*, ou obligation contractée par une tribu de payer une certaine somme annuelle.

En 1851, l'impôt arabe rendait 6,197,000 fr. ; en 1857, il a donné près de trois fois autant : 17,700,000 fr. On voit que la bonne administration de cette période a été en même temps une bonne affaire pour le trésor.

Comment est-on arrivé à ce résultat inattendu de tripler, en six ans, le revenu du pays arabe ? Par l'augmentation, comme nous le disions tout à l'heure, de la richesse des tribus (1), mais aussi par une série de mesures poursuivies avec une fermeté persévérante.

D'abord on a établi des statistiques meilleures qui ont fait trouver de nouveaux contribuables, plus de troupeaux et plus de champs de labour ; ensuite la pacification du pays a permis de mettre l'égalité à la place du privilège : l'arabe d'Alger payait plus que celui de Constantine, qui était affranchi de la zekat. Ce dernier y fut soumis, et l'impôt de la province se trouva, par cela seul, accru de 1,800,000 fr. Il existait d'innombrables exemptions individuelles, plus de dix mille, qui n'avaient aucune raison d'être et engendraient une foule d'abus ; elles durent être graduellement supprimées : enfin un impôt nouveau fut créé et, chose rare, accueilli avec faveur par ceux mêmes qui devaient le payer. Nous voulons parler de la constitution d'un budget de centimes additionnels au principal de l'impôt arabe, et destiné à pourvoir aux dépenses d'administration et de travaux publics dans l'intérieur des tribus.

Les allocations budgétaires faites annuellement par la métropole étaient en très-grande partie consacrées, comme de raison, au territoire civil ; il n'en restait rien, ou à peu près, pour le pays arabe. Et cependant, comment admettre que les travaux pour le barrage ou l'endiguement des rivières, pour le tracé des routes, pour les ponts qui assurent les communications, dussent s'arrêter brusquement à une limite de circonscription, surtout lorsqu'on songe que ce territoire militaire doit un jour être soumis au droit commun et passer sous l'administration civile ? Il importe donc de préparer la fusion future de ces deux portions de notre nouvelle France, en rendant de bonne heure leurs intérêts solidaires. Du reste, les Arabes, témoins de notre activité, venaient eux-mêmes nous exposer leurs besoins et nous demandaient des travailleurs, en offrant tout l'argent nécessaire pour l'accomplissement des travaux dont ils sen-

(1) Ainsi l'achour fut levé, dans le sud, en des cantons où on ne le payait pas auparavant, parce que la culture des céréales n'y existait point.

taient l'urgence. Dans tel cercle ou subdivision, on accueillait leurs demandes, dans tel autre elles étaient repoussées. Rien ne se faisait avec régularité, et, en même temps, des abus se produisaient.

Ce fut afin de mettre l'ordre à la place de la confusion, les vues d'ensemble au lieu des travaux entrepris au hasard, que le gouverneur général proposa d'établir un budget particulier pour les travaux d'utilité publique en pays arabe et pour les dépenses nécessaires à l'administration intérieure des tribus. Un règlement élaboré avec le plus grand soin et approuvé par les ministres de la guerre et des finances constitua ce budget des centimes additionnels au principal de l'impôt arabe dont nous avons parlé. Le gouverneur général fut chargé d'en arrêter la répartition, chose qu'il était bien difficile de faire de Paris. Mais pour mettre dans ce service la plus parfaite régularité, on appliqua à cette comptabilité les mêmes règles qui sont suivies en France pour la comptabilité des communes, ce qui eut l'avantage de donner dès le principe à ce nouvel impôt le caractère et la forme qui lui sont propres. Les recettes qu'il produisit furent faites en même temps et de la même manière que le recouvrement des contributions principales et furent versées dans les mêmes caisses, à partir du 1^{er} janvier 1856. Depuis ce jour, les dépenses d'administration intérieure des tribus, les frais pour travaux d'intérêts communs, comme routes, caravansérails, maisons de commandement, mosquées, écoles, bains, aménagement des eaux, plantations, forages de puits artésiens, etc., furent réglementés, et les ressources étant assurées d'avance, les travaux purent être préparés, conduits avec ensemble et économie, sous la surveillance de l'intendance et du génie, qui, chacun en ce qui le concernait, ordonnancèrent les paiements.

Il restait une dernière série de dépenses qui était une grande occasion de désordres et d'abus, le feurd, ou, comme nous dirions, les dépenses communales (1), dont une partie considérable était occasionnée par la diffa ou hospitalité publique. Cette dernière coutume était trop dans les mœurs arabes pour être supprimée. Du moins un règlement détermina les fonctionnaires en très-petit nombre qui auraient droit à la diffa. Les

(1) C'étaient les frais de garde sur les routes, de correspondance de la part des chefs indigènes, ceux que nécessitaient l'entretien des chevaux de relais, l'achat des étalons de tribus, l'hébergement des détachements ou des personnes isolées, etc.

autres durent payer tout ce qu'ils prirent, même les détachements, et un tarif fut établi pour prévenir les contestations.

Ces dépenses, considérables en elles-mêmes, étaient fort augmentées par les exactions de toute espèce que commettaient les chefs arabes auxquels était dévolu le soin de les solder, sans qu'il fût possible aux officiers des bureaux arabes de les soumettre à un contrôle efficace. Le seul moyen d'apporter l'ordre dans un service aussi essentiel, qui ne s'élevait pas à moins de 8 à 900,000 francs pour les trois provinces, était de le faire rentrer dans le budget des centimes additionnels, afin qu'il en subît la salubre réglementation.

Le ministre de la guerre approuva les propositions qui lui furent faites à ce sujet par le gouverneur général, et, dès ce moment, on put dire avec une vive satisfaction que le but poursuivi pendant plusieurs années de dégager l'administration militaire, en pays arabe, de ce qui pouvait encore être en dehors des règles d'une comptabilité régulière avait été complètement atteint.

Cette réforme n'était pas seulement le fait d'une bonne gestion financière, mais aussi un acte politique. C'était la commune arabe qui se constituait, et, en parlant ainsi, nous n'allons pas trop loin. Les tribus ont aujourd'hui un budget régulier; si les chefs indigènes restent, sous leur responsabilité, les collecteurs de l'impôt, c'est que nous ne pouvons encore créer un personnel de percepteurs qui auraient une tâche souvent impossible à remplir; mais le temps n'est pas éloigné peut-être où, dans cette partie du service, les règles de l'administration métropolitaine pourront être établies.

Nous montrions à la fin de notre première partie la domination française fermement établie sur les confins du Grand-Désert, c'est aussi notre administration et notre régularité financière qui s'y trouvent, et la cour des comptes vérifie des recettes et des dépenses faites à Laghouat, à Touggourt et à Ouarghla.

On voit quelle est la profonde erreur de ceux qui croient qu'en Algérie tout est livré à l'arbitraire, et qui n'ont pas craint de parler de dilapidations impossibles, en faisant retomber sur l'institution même des bureaux arabes la responsabilité de crimes individuels. Les gens qui, de parti pris, voulaient faire le procès à l'autorité militaire, ont, avec une déplorable habileté, exploité un grand scandale judiciaire, et les bureaux arabes ont été violemment attaqués sans que per-

sonne se soit cru le devoir de les défendre. Puisque leur nom arrive sous notre plume, nous dirons bien haut que ces attaques ne sont pas seulement une preuve de grande ignorance, mais d'ingratitude odieuse. Nous n'entendons pas répondre de tous les officiers des bureaux arabes, corps pour corps, tête pour tête, et dire que dans un si grand nombre, pas un n'a failli, pas un ne faillira; mais parmi les prêtres, les juges et les hauts fonctionnaires de la métropole, ne s'est-il pas rencontré parfois des coupables? Et qui, dans ce cas, a songé à mettre en cause l'institution même, l'Église, la magistrature et l'administration?

Il faut bien le répéter, puisque la malveillance ne se lasse pas, les officiers des bureaux arabes sont étrangers à tous manèges de fonds de quelque nature qu'ils soient. Si dans le principe ils furent chargés de certains détails afférents au régime financier, c'est qu'il fallait suppléer à l'insuffisance notoire de ce service; mais depuis longtemps l'administration supérieure s'était appliquée à faire disparaître ce qui pouvait, à bon droit, être considéré comme une dérogation à la règle. Le général Charon, qui avait réglé avec une précision remarquable la comptabilité du service du génie, avait porté durant son gouvernement général le même esprit d'ordre dans les différentes parties de l'administration et notamment dans celle des bureaux arabes. De nombreuses circulaires du maréchal Randon rappelèrent incessamment à ces officiers qu'ils ne pouvaient être détenteurs d'aucun denier appartenant à l'État, et qu'ils devaient rester étrangers à toute opération de trésorerie.

Ont-ils une autorité arbitraire? Pas davantage. Leur pouvoir est un pouvoir de délégation. La responsabilité de leurs actes remonte, suivant le principe de la hiérarchie militaire, aux chefs supérieurs, aux généraux des subdivisions qui n'ont pas plus d'intérêt à laisser un méfait impuni dans les cercles, que les colonels dans leurs régiments. Qu'on songe donc que ces officiers forment une classe d'élite, que pas un n'est admis dans les bureaux arabes sans avoir été l'objet d'un examen attentif, au double point de vue de l'instruction et de la moralité, et qu'on leur demande à tous une année de stage, avant de leur décerner un titre définitif.

C'est grâce à ce choix attentif, que l'administration supérieure de l'Algérie a trouvé dans les bureaux arabes de si précieux auxiliaires. Rien de ce qui a été fait dans les tribus n'eût été possible sans eux. Ils ont leur part, et une très-large

part, dans tous les travaux accomplis, et quand le jour de la justice viendra pour eux, on reconnaîtra qu'ils ont bien mérité de la France.

Voyez l'officier des bureaux arabes. Le voilà dans son bordj, loin des villes et de leurs plaisirs, séparé même de la grande famille militaire, qui pour le soldat remplace l'autre. Il est seul de son régiment, quelquefois même de sa race, au milieu d'étrangers, dans le désert ; sous un soleil torride, il court le pays, pour y veiller à l'ordre public, à la sûreté des chemins, ouvrant aux voyageurs européens, au commerce, les routes du Sahara, se faisant l'instituteur de l'Arabe, l'initiant à notre agriculture, à nos constructions ; faisant effort, en un mot, pour remettre en marche cette société qui, depuis dix siècles, marque le pas.

Et quelle récompense attend-il de son dévouement ? Bien souvent l'oubli (1). Je me trompe, il a cette satisfaction du devoir accompli qui tient lieu de tous les plaisirs vulgaires, il fait obscurément de grandes et utiles choses.

Eh bien, j'y consens, brisez cette institution ; mais, de grâce, dites-le-moi, tant que leur tâche ne sera pas finie, l'éducation du peuple arabe, par quoi remplacerez-vous ces gens de cœur, d'intelligence et de dévouement qui ont été les conquérants du sud, et, après la guerre, les vrais pacificateurs du pays ?

IV

On a bien voulu reconnaître que le gouvernement colonial avait su faire quelque chose en pays arabe. Les indigènes sont ses enfants gâtés, dit-on, c'est à ceux qu'il a vaincus qu'il réserve ses préférences. Mais le pouvoir civil lui porte ombrage, et les hommes que celui-ci protège lui sont tout au moins indifférents. On oublie que l'administration de la colonie avait été remise aux mains d'hommes que leurs fonctions comme leur titre élevaient au-dessus des vues étroites d'une profession spéciale. Est-ce que les amiraux qui commandent dans nos

(1) Eloignés de leurs régiments, absents à l'époque des revues d'inspection, les officiers des bureaux arabes ont de grandes chances d'être omis sur le tableau d'avancement. Le maréchal Randon demandait qu'au moins son travail d'inspection eût pour eux les mêmes conséquences que celui des officiers généraux et qu'ils eussent part à l'avancement au choix, en proportion de leur nombre.

autres colonies n'y font que de la marine? Pourquoi veut-on que les généraux chargés d'administrer l'Algérie n'y aient fait que de la guerre? Ils n'étaient ni préfets, ni commandants en chef, mais *gouverneurs généraux*, c'est-à-dire appelés à diriger tous les grands intérêts de la colonie de quelque nature qu'ils fussent. Si l'usage s'était établi de donner ces fonctions à un homme d'épée, c'est que la réalité des choses, plus forte que tous les raisonnements, rendait cet usage obligatoire.

Il y a douze ans, le maréchal Bugeaud disait avec son bon sens incisif : « Envoyez un civil pour administrer la colonie, et je ne lui donne pas quinze jours pour qu'il pendre un sabre à son côté, mette un chapeau à trois cornes sur sa tête, et se prenne à chevaucher dans la plaine. » La guerre finie, et elle ne l'a été qu'en 1857, le sabre pouvait être, comme disait Vauban de son bâton de maréchal, laissé derrière la porte, et il l'était toujours dans l'intervalle des expéditions. Alors le général n'était plus qu'un administrateur pour qui tout était forcément subordonné à la colonisation européenne, le grand but proposé à son activité et à son patriotisme. S'il avait fait la guerre, c'était pour que le colon, à l'abri de toute inquiétude par la pacification du pays, pût étendre ses cultures et récolter tous les fruits de son travail. S'il montrait une vive sollicitude pour les indigènes, c'est que l'affection ou la haine de ce peuple font notre sécurité ou notre péril.

Mais laissons ce que les gouverneurs généraux ont voulu faire, et voyons ce qui a été accompli dans l'intérêt de la colonisation européenne, depuis le rétablissement en France du gouvernement impérial.

Toutefois, avant d'entrer dans ce détail, il faut rendre à chacun ce qui lui appartient, et, pour cela, rappeler qu'en territoire civil il y avait un partage d'autorité. Les préfets mis en relation directe avec le ministre de la guerre recevaient de lui les instructions qui dirigeaient leur conduite, et chacun d'eux administrait son département comme font leurs collègues de France. Il y avait seulement cette différence qu'en Afrique, le gouverneur, responsable de la sécurité et du bien-être de la colonie, conservait un droit de surveillance, de conseil, et en cas de conflit entre les autorités parallèles des commandants de divisions et des préfets, un droit d'arbitrage et de décision. Ce n'était que pour les questions intéressant la colonie entière qu'il retrouvait, soit en vertu de ses pouvoirs ordinaires, soit par délégation spéciale du ministre de la

guerre, son initiative, et, sous la sanction du gouvernement métropolitain, sa liberté d'action. Il ne faut donc pas oublier; dans ce qui va suivre, qu'en territoire civil, les gouverneurs généraux avaient des auxiliaires qui ne dépendaient d'eux que dans une certaine mesure; mais comme il serait oiseux de chercher à faire, dans ce concours empressé de dévouement à la chose publique, la part stricte de chacun, nous ne nous attacherons qu'à représenter les traits généraux de l'administration coloniale dans le territoire civil en reportant sur tous à la fois, préfets, gouverneur et ministre, l'honneur qui doit leur revenir pour tant de progrès accomplis durant ces sept années.

Nous ne saurions trop le répéter, après la conquête, la grande question à résoudre, en Algérie, est celle de la colonisation. Il n'échappait à personne que par suite de la différence entre les exportations de l'Algérie et les importations de la France et de l'étranger, la colonie avait, chaque année, un solde considérable à payer en numéraire, ce qui diminuait d'autant son capital, et, par conséquent, ses ressources colonisatrices. Il fallait donc produire davantage pour arriver à échanger les denrées dont elle a besoin contre celles qu'elle pouvait fournir. Voilà pourquoi un produit nouveau qui prenait place dans l'exportation était estimé, par le gouverneur général, à l'égal d'une victoire, et c'en était une pour la grandeur future du pays, dont l'émancipation véritable n'est pas dans telle ou telle mesure d'organisation administrative, mais dans la richesse agricole et industrielle qu'on saura développer.

En 1851, la population européenne, en Algérie, était de 131,000 personnes, et à la fin de 1857, de 189,000 : augmentation, en six années : 58,000, ou 44 pour cent. De 1830 à 1851, l'accroissement moyen annuel avait été de moins de 6,000 âmes; il fut, de 1852 à 1858, de près de 10,000 : la population européenne a donc gagné, chaque année, dans cette période, 66 pour cent de plus que dans chaque année de la période précédente.

On trouve que ce n'est pas assez et on a bien raison. Il serait à souhaiter qu'un puissant courant d'émigration se dirigeât de la France sur l'Algérie comme celui qui porte tous les ans d'Europe en Amérique 300,000 colons. Ceux qui ne veulent pas regarder de près aux choses ont accusé l'administration de n'avoir pas su détourner à notre profit une partie de ce flot d'hommes. Et d'abord, combien y a-t-il parmi eux de Français?

Ensuite, aux États-Unis, en Australie, les procédés sont fort simples; on fait le vide quand on ne le trouve pas, et les nouveaux venus s'arrangent comme ils l'entendent. Ceux qui n'ont pas assez des terres vendues par l'État vont plus loin, à l'aventure, s'arrêtent où il leur plaît et chassent l'Indien à coups de carabine quand ses terres sont à leur convenance, ou, tout au plus, les lui achètent avec une bouteille d'eau-de-vie. Nous n'admettons pas chez nous ces façons yankees; ajoutons qu'elles auraient été impraticables dans un pays où l'on ne pouvait marcher trois heures, en quelque direction que ce fût, sans trouver une réunion de douars, c'est-à-dire une aggrégation fortement constituée, et qu'à la première menace on eût vu sortir de toutes les broussailles un burnous et un fusil.

Aux États-Unis, il y a soixante blancs très-énergiques contre un *Peau-Rouge* fort peu à craindre; en Algérie, on trouve encore, à cette heure, près de vingt Arabes pour un chrétien, et une race élevée à l'odeur de la poudre, qui aimait la guerre et la faisait volontiers, avant d'avoir appris, par de cruelles expériences, et notre force et notre volonté de rester les maîtres de son pays.

Ainsi, en Algérie, la terre était occupée par un peuple belliqueux qui l'a bravement défendue durant dix-sept années, et maintenant encore elle se défend elle-même, en exigeant du cultivateur européen, pour lui livrer des moissons, de rudes travaux préliminaires. Le colon d'Amérique met le feu aux herbes de la prairie, puis sème et récolte, et son lourd chariot s'ouvre de lui-même une route au travers de ces vastes plaines. Celui d'Afrique doit conquérir d'abord sa terre sur les ennemis que le climat lui donne, et il faut avoir pour lui la main sans cesse aux routes, si difficiles à faire et à conserver dans ce pays montueux.

Voilà les obstacles; ils sont grands, mais la récompense est au bout : un climat admirable qui permet toutes les cultures; un sol fécond qui rend avec usure tout ce qu'on lui donne; des mines abondantes où l'on trouve le plomb et le cuivre qui nous font défaut en France (1), et du fer d'excellente qua-

(1) En 1857, il a été exporté d'Algérie :

4,205,100 kilogr. de fer.

1,415,366 kilogr. de cuivre.

5,424,541 kilogr. de plomb.

Total..... 11,045,007

Exportation des marbres blancs, pour 400,000 francs; du corail, 700,000 francs.

lité; des carrières de marbre et d'onix translucide, dont la trace était perdue depuis les Romains; des forêts magnifiques; la matière première d'une grande industrie, la laine; bientôt, sans doute, celle d'une autre, le coton et toutes les plantes oléagineuses et tinctoriales. Seulement, il résulte de cet exposé que deux choses étaient indispensables à la colonisation de l'Algérie pour qu'elle se développât rapidement : la sécurité, qui permet de vivre, et les capitaux qui donnent du travail.

De ces deux choses, le gouvernement colonial assura pleinement la première. « Une femme, disaient les Arabes, pourrait aller maintenant d'un bout à l'autre de la Régence avec une couronne d'or sur la tête, et arriver comme elle serait partie. » Mais la seconde était hors de sa puissance, et en cela le ministre, le gouvernement métropolitain tout entier ne pouvaient pas plus que le chef de la colonie.

Le capital est une force capricieuse et indomptable qu'aucune main ne gouverne. On ne peut l'appeler, l'établir en un lieu qu'autant que toutes choses, en ce lieu, lui plaisent, encore ne fait-il que comme les soldats de la seconde colonne d'assaut. La première a comblé les fossés de ses morts et dégagé la brèche; la seconde passe par-dessus et emporte la place. Le capital est essentiellement l'ouvrier de la deuxième heure. Si vous le voyez aventureux en Amérique et en Angleterre, s'il va, comme la population, toujours en avant, *go a head*, sans trop se soucier des culbutes possibles, c'est qu'il est lancé depuis longtemps. En France, il est timide encore comme un débutant; il marche à pas comptés et ne court qu'à la vue d'un gros profit certain ou aléatoire, mais toujours immédiat. Or, il n'y a en Algérie de spéculation sérieuse à former que celle dont la base est un travail sévère et prolongé. Le capital, qui a des yeux de lynx pour découvrir dans la métropole, aux environs de la Bourse, une affaire à mettre aussitôt en coupes réglées, a des yeux de taupe pour voir, dans la colonie, les gains légitimes à longue échéance, parce que notre conquête est avant tout une colonie agricole, que la grande industrie y sera longtemps celle de la terre, et que, si cette industrie donne des profits sûrs, ils sont d'abord petits et lents.

Cette condition a bien ses avantages : les peuples forts et braves sont nés et ont vécu sur les sillons. Mais, il faut le reconnaître, si les colonies agricoles font les grandes sociétés auxquelles l'avenir appartient, elles n'ont pas la rapide et éblouissante prospérité des colonies commerciales. Combien de

temps Rome reste-t-elle obscure en face de Tyr et de Carthage si vite arrivées au comble de la fortune? Mais ensuite, quelle force, quelle grandeur dans le peuple roi! Rome avait fait des hommes et des citoyens, Carthage n'avait fait que des marchands et des riches, comme Venise qui est tombée d'aussi haut et presque aussi bas.

En quelques années, le Portugal a enceint de ses comptoirs l'Afrique et l'Asie; son pavillon flotta sur 4,000 lieues de côtes. Qu'a-t-il gardé de cet empire dû à ses échanges, non à sa production? Et la Hollande qui prit sa place, pourquoi a-t-elle conservé dans le monde un rang considérable? Par la sagesse qui lui a fait transformer ses comptoirs de commerce en colonies agricoles. Voyez même quels lents progrès, à l'origine, dans l'Amérique anglaise! Comme elle est pleine aujourd'hui d'une vie exubérante, on oublie sa date de naissance. Cependant elle est vieille déjà, cette jeune Amérique, car sans remonter jusqu'à la reine Elisabeth qui a donné son nom ou du moins celui qu'elle prétendait mériter à la Virginie, c'est en 1618 que commença à s'écouler l'émigration que la persécution et la guerre civile poussèrent pendant soixante-dix ans à flots pressés vers le nouveau monde. Il lui fallut pourtant trois quarts de siècle pour arriver au chiffre que nous avons atteint en vingt-sept ans. Mais alors le mouvement s'accélère, les bras se multiplient, le travail abonde et est bien rémunéré. Après avoir cultivé la terre pour vivre, on la cultive pour vendre. Le capital se forme, s'accroît, et le monde compte un grand peuple de plus.

Un autre exemple qui devrait calmer notre fiévreuse impatience, est celui que nous fournit la Nouvelle-Galles du sud. Elle fut fondée en 1787, en un pays où ni l'homme ni la terre ne faisaient obstacle, et où il n'y eut pas une amorce à brûler contre les indigènes, ni de grands travaux à exécuter pour l'appropriation du sol à la culture. Cependant en 1848, avant la fièvre de l'or, la Nouvelle-Galles du sud n'avait encore, au bout de soixante et un ans, qu'une population de 220,407 individus, un revenu de moins de 14 millions; son commerce, importation et exportation réunies, ne s'élevait qu'à 84 millions. Mais deux ans après, les mines d'or se découvrent. Le capital qui faisait défaut est trouvé dans la colonie même. Sydney, Melbourne se transforment, et en dix ans l'Australie double sa population, son commerce et sa fortune.

Ainsi en sera-t-il de notre Algérie. Un jour les richesses qu'elle recèle seront exploitées. Mais donnez-lui le temps de créer

elle-même le grand instrument de son travail, le capital, puis-que vous ne pouvez le lui envoyer de la métropole et qu'elle ne le trouvera pas, comme le chercheur d'or de l'Australie, tout formé sous ses pieds.

Le gouvernement colonial s'est-il efforcé de rapprocher ce moment? A-t-il, en attendant que les grands capitaux se décidassent à s'engager dans l'exploitation algérienne, tout fait, dans le cercle de ses attributions, pour appeler les petits capitaux et ouvrir à deux battants les portes de l'Algérie à la colonisation européenne? Voilà ce que nous nous proposons maintenant d'examiner.

Ici nous nous trouvons en face d'une difficulté. On accuse à la fois le gouvernement colonial d'avoir trop fait et de n'avoir pas fait assez, deux reproches qu'on réunit en disant qu'il a gêné la colonisation par ses efforts mêmes pour la servir, et que le mieux était de laisser faire l'industrie privée et l'intérêt personnel.

Ces deux mobiles sont, en effet, les plus puissants et les plus sûrs dans une société constituée, où la loi et les citoyens se protègent d'eux-mêmes. Mais, en Algérie, permettre à l'émigrant d'aller à sa fantaisie, c'est l'exposer, dans ce pays peuplé d'une race hostile, à tous les dangers. Montlac parle quelque part de l'effroi causé par les pendus qu'il laissait derrière lui attachés aux arbres du chemin; un seul colon décapité par les Arabes jetait de même la peur dans toute une province et arrêtait ou faisait reculer le flot de l'émigration. Il est bien évident que la colonisation européenne ne pouvait avancer que par groupes assez nombreux et assez forts pour n'avoir rien à craindre des attentats individuels, et que les exploitations isolées ne devaient s'établir qu'à proximité des villes, des villages, ou des postes et en quelque sorte sous leur protection.

Ces villages, valait-il mieux que l'industrie particulière les construist? Les faits ont répondu à cette question. Des compagnies considérables auxquelles de nombreux avantages avaient été accordés ont échoué dans la création de leurs villages, au grand détriment de la colonie et de leurs actionnaires.

Dans un seul cas, peut-être, on serait arrivé au but. Nous voulons parler des villages dits départementaux dont le peuplement aurait été réservé à des cultivateurs venus de certaines régions agricoles de la France, afin que des hommes suivant les mêmes procédés d'agriculture et ayant mêmes habitudes,

mêmes mœurs, fussent réunis dans les mêmes exploitations. Là où, par exception, ce système a été à peu près adopté, comme à Vesoul-Benian, il a eu des résultats qui font regretter qu'on n'ait pu en généraliser l'emploi. C'est de la colonie, au reste, que l'idée était partie, mais ce n'était pas l'administration coloniale qui avait le droit de la mettre en pratique.

L'industrie privée n'ayant pas réussi et la colonisation libre étant, hors d'une certaine zone, exposée à de sérieux dangers, il ne restait plus qu'une chose à faire, c'est que l'administration se chargeât elle-même de diriger l'établissement des colons pour donner à ceux-ci la certitude de garder la tête sur leurs épaules. On oublie toujours que la guerre n'a été finie dans le Tell qu'en 1847, dans le Sahara qu'en 1853, dans la Kabylie qu'en 1857, et qu'à cette heure même on ne peut répondre qu'il n'y aurait pas encore, si nous affaiblissions par trop notre effectif, quelques insurrections de tribus; Rome en a bien eu pendant deux siècles. Cependant, on n'a pas voulu attendre l'entière soumission du pays pour y appeler des émigrants, et, tout en se battant, on colonisa.

Mais les gouverneurs généraux, responsables de la sûreté publique, furent amenés par la force des choses à choisir eux-mêmes l'emplacement des centres de populations et à tenir compte, dans leur détermination, non-seulement des raisons agricoles et hygiéniques, mais encore et surtout des raisons politiques et militaires. Le plan suivi fut très-rationnel, et on l'admirerait beaucoup s'il était de provenance anglaise ou américaine. Choisir des emplacements où la salubrité de l'air, le régime des eaux et la qualité des terres assurassent la prospérité des colons; pour la sûreté réciproque des routes et des villages, échelonner ceux-ci le long des voies de communication qui reliaient entre eux les points fortement occupés; pour que les habitants des villages qui représentent la petite propriété aient du travail et les grands domaines des bras en même temps que de la sécurité, établir les fermes isolées dans l'intérieur du périmètre formé par les routes et les centres de population; donner à chaque village sa fontaine publique, son lavoir couvert, son école, son église, sa maison commune, ses rues empierrées, sa place ou son marché planté d'arbres; en un mot, faire en quelques années ce que, en tout pays, la population agricole a mis des siècles à exécuter, voilà ce qu'a accompli cette administration si insoucieuse des intérêts civils, et tout cela, en épargnant l'argent comme le temps: car, si en France

le gouvernement travaille chèrement, en Algérie il peut, grâce aux bras de l'armée, travailler vite et à bon compte.

Les Romains, les premiers peuples colonisateurs, agissaient plus militairement encore. La colonie partait du forum, toute constituée dans son personnel et, ainsi qu'une légion qui prenait son bivouac, s'arrêtait au point fixé d'avance par le sénat. Des officiers publics partageaient le sol, les prêtres consacraient les limites. C'était comme un rejeton de la ville éternelle, *ex civitate propagata*, qui s'implantait, avec les formes les plus solennelles de la religion et du droit public, sur le sol étranger. Et je ne sache pas que cette colonisation, dirigée par l'autorité supérieure dans les plus beaux temps de la liberté romaine, ait pris faiblement possession de la terre qui lui était livrée. Est-ce que nous ne heurtons pas du pied partout en Algérie, après vingt siècles, les puissantes racines qu'elle avait poussées?

L'application du système dont nous parlons commença en 1841, alors qu'il fallait donner des escortes aux géomètres qui dressaient le plan de nos premiers villages à trois lieues d'Alger. Dix ans après, en comptant les colonies agricoles de 1848, le maréchal Bugeaud et ses successeurs avaient créé 130 centres de population et concédé 98,600 hectares; mais sur 125,000 Européens, 23,000 seulement, ou moins d'un sur cinq, formaient l'élément rural; 10,000 représentaient l'élément mixte des colonies agricoles.

Dans la période suivante (1852-1858), les Arabes du Tell étant résignés à leur défaite, le nombre des centres de population fut porté au delà de 200, et la superficie concédée s'éleva à plus de 200,000 hectares. Les anciens villages furent complétés, accrus d'annexes; les colonies agricoles de 1848 transformées de manière à mériter, enfin, le nom qu'elles avaient reçu à l'origine, et l'élément rural, le chiffre le plus important à considérer, représenta près des deux tiers de toute la population européenne (1).

Et ce n'était pas seulement le nombre de colons agricoles qui s'était augmenté, c'était aussi leur condition qui avait changé. Par suite du développement donné à la culture des plantes industrielles et aux travaux d'utilité publique, tels que

(1) Au 31 décembre 1857, la population urbaine était de 112,126 âmes; la population rurale et agricole, de 68,346.

routes et ponts, dessèchements et irrigations, ils étaient arrivés, pour la plupart, au bien-être, et avaient traversé sans trop de difficulté l'année calamiteuse de 1856 où les pluies prolongées entravèrent les semailles, et où une sécheresse inusitée ruina les moissons. Qu'on parcoure le pays un dimanche ou un jour de fête, et l'on reconnaîtra, à la propreté et au confortable des vêtements, à l'air de santé des habitants comme à la bonne installation intérieure de leurs maisons, qu'ils sont passés de la misère ou de la gêne à l'aisance. Aussi les décès vont-ils en diminuant. Ils étaient, en 1854, de 4,60 pour cent de la population; en 1855, de 3,84; ils tombent, en 1856, dernière année dont nous ayons les chiffres officiels, à 2,92 pour cent.

Cette même puissance de vitalité de la population algérienne se retrouve dans le chiffre qui exprime le rapport des décès au nombre des malades civils ou militaires reçus dans les hôpitaux. Il est de 1 sur 18,82, tandis qu'à Londres le rapport est de 1 sur 10; à Paris, de 1 sur 12.

Ajoutons un dernier chiffre, qui n'est pas sans se trouver en certaine relation avec ceux-là. Cette population se moralise; de 1853 à 1857, elle a gagné 26,807 âmes, et le nombre des enfants naturels est resté stationnaire (1). Enfin, elle devient plus française (2), ce qui est fort important pour nous, et a plus d'enfants, ce qui est fort important pour elle (3).

Une autre preuve des progrès de la colonie se trouve dans l'inauguration du système de la vente des terres domaniales aux enchères publiques. Durant un voyage fait par le gouverneur général, en 1855, dans la province d'Oran, il fut frappé de la valeur que les terres y avaient prise, et demanda l'autorisation de n'aliéner que par adjudication publique, et successivement, les terres domaniales du Sig, de l'Habra, de l'Hillil et de la Mina. C'étaient 16 à 18 mille hectares qui pouvaient

(1) En 1853, 975 enfants naturels; en 1856, 975.

(2) En 1851, 66 Français contre 65 étrangers; en 1857, 107 Français contre 74 étrangers.

(3) Proportion des hommes, des femmes et des enfants à la population totale :

	En 1851.	En 1857.
Hommes.....	41 p. 0/0	34 p. 0/0
Femmes.....	29	27
Enfants.....	30	39

D'où il suit qu'en 1857 la différence entre le nombre des hommes et celui des femmes avait considérablement diminué, ce qui est un signe excellent pour une colonie naissante.

être en grande partie irrigués et convenaient parfaitement à la culture du coton. Seulement, quelques travaux préparatoires étaient nécessaires afin d'amener l'eau sur leur surface. L'argent manqua pour les exécuter. On put cependant, l'année suivante, mettre en vente les terres du Sig, et le prix relativement élevé que le trésor en retira démontra l'excellence de cette mesure (1). A côté du résultat financier, elle offrait un autre avantage, celui de terminer en quelques jours une opération qui, dans le système des concessions, donne à l'administration des mois et des années de soucis.

Toute bonne mesure a ses ennemis naturels, les esprits absolus, qui concluent soudainement du particulier au général, oubliant que l'administration d'un grand pays ne peut être conduite comme une théorie mathématique, et que l'art de gouverner est bien souvent l'art des tempéraments. On déclara que puisqu'il avait été vendu des terres aux bords du Sig, il en fallait vendre partout. Oui, sans doute, partout où la terre a par elle-même une valeur réelle, mais non pas là où elle attend que l'homme ait mis dans son sein, pour le féconder, du travail et des sueurs. Aussi l'administration, bien plus libérale dans sa pratique, fit rechercher, dans les trois provinces, les terres qui pourraient être adjudgées sur enchères publiques, mais n'abandonna pas pour les autres le système des concessions, de même qu'elle avait admis la colonisation par les compagnies ou par de grands propriétaires, à côté de la colonisation qu'elle s'était réservée d'asseoir elle-même sur le sol.

Cette grande œuvre de la colonisation ne consiste pas seulement à trouver un bon site et à y installer des colons, il importe d'assurer aux nouveaux villages des terres sur lesquelles nul indigène n'ait un droit direct ou détourné, car toute contestation amène là bien vite des coups de fusil.

Ce n'était point chose facile. La quantité, en effet, de terres immédiatement livrables à la colonisation n'a jamais été, par rapport à l'étendue de la Régence, très-considérable : je veux parler de terres parfaitement libres et appropriées à la culture européenne. L'Algérie n'a pas les espaces infinis et féconds du

(1) Il fut vendu cette année 1713 hectares de terres domaniales, aux enchères publiques, pour 237,039 francs, ce qui mettait l'hectare à 138 francs, et, par vente de gré à gré, 945 hectares pour 130,755 francs.

Far West américain; c'est une île montagneuse entre deux océans, l'un d'eau, l'autre de sables. L'étendue des terres labourables est donc limitée, et, de plus, ces terres sont occupées par une population que le flot de l'émigration européenne ne peut refouler brusquement devant lui. Les deys en avaient une partie qui nous est revenue comme domaine public, la guerre nous en a donné une autre; mais tout cela sans titres réguliers, de sorte que, gouvernement, colons, indigènes, tous, bien souvent, ignoraient quels étaient leurs droits.

Aux portes mêmes d'Alger, malgré la sage ordonnance du 21 juillet 1846 pour faire cesser l'état anarchique de la propriété rurale dans le Sahel et la Métidja, la propriété n'était pas encore, en 1852, partout et pour tout le monde, régulièrement constituée. Cependant ces terres commençaient à avoir une valeur considérable : elles étaient recherchées, vendues, parfois sans titre authentique; de là des incertitudes qui entravaient les cultures et arrêtaient l'essor de la colonisation.

Pour porter remède à ce fâcheux état de choses, il fut institué une commission dite des transactions et des partages, qui, dans la seule plaine de la Métidja, régularisa l'état de plus de 49,000 hectares, sur lesquels 17,000 revinrent à la colonisation européenne, et 28,000 servirent à indemniser 2,232 familles indigènes.

On avait d'abord distribué aux colons ce qu'il y avait de plus net dans la succession territoriale des deys. Ce fonds s'épuisant, on chercha dans toute la Régence les portions usurpées sur le domaine du Beylick, ce qui conduisit à regarder dans les propriétés des tribus. C'étaient des travaux difficiles, et il fallait les mener avec prudence autant qu'avec fermeté. On le fit d'abord lentement à raison de l'insuffisance du budget et du personnel topographique; car, depuis dix ans, les crédits alloués pour la colonisation n'ont pas été accrus, et, par la même raison, les géomètres de l'administration n'avaient pu, jusqu'en 1856, donner au domaine que des sommiers très-in-complets.

Il fallait pourtant créer des ressources au présent et à l'avenir. Le gouverneur général prescrivit un travail d'ensemble pour les trois provinces et demanda au service topographique, comme à tout le monde dans l'administration coloniale, d'oublier les habitudes bureaucratiques, les insuffisances budgétaires, et, sans compter, d'élever son dévouement et son zèle au niveau des besoins. On fit si bien qu'il fut reconnu, par cette

vérification, que l'État pouvait rentrer en possession de quatre à cinq cent mille hectares par province.

Le service de la colonisation s'appliqua aussitôt à préparer des plans pour de nouveaux villages. Dans la seule province d'Alger, on indiqua la formation possible de 54 centres de population. Le même travail, entrepris dans les provinces d'Oran et de Constantine, a produit des conséquences semblables. Ce serait donc l'étude préparatoire de 150 villages qui serait terminée, c'est-à-dire l'installation de quarante mille colons environ qui pourrait, à bref délai, être assurée. Que deviennent, après cela, les attaques contre l'incurie de l'administration ? Quel poids ont ces assertions que ce ne sont jamais les colons qui ont manqué à la terre, mais bien celle-ci qui a fait défaut aux émigrants ? L'administration, au contraire, a toujours eu de la difficulté à peupler les villages qu'elle créait. Ainsi, sur les 50 millions votés pour les colonies agricoles en 1848, la moitié seulement put être employée, et lorsque, en 1851, le général Randon prit le gouvernement de l'Algérie, 14 de ces villages étaient sans habitant.

Qu'il soit donc bien admis que le service de la colonisation a pour longtemps des terres à livrer aux colons en ne prenant que sur le domaine public, d'où cette conséquence qu'il est juste de commencer par aliéner ces terres au sujet desquelles ne peuvent s'élever aucune contestation avant d'en prendre aux Arabes par le cantonnement des tribus.

Nous venons d'écrire un mot qui a été prononcé bien souvent, le cantonnement des tribus. Nombre de gens estiment la question fort simple et lui trouvent une solution expéditive : « Les Arabes, disent-ils, ont plus de terre qu'il ne leur en faut. Donnez à chaque tribu ce qui lui est raisonnablement nécessaire, et prenez le reste. Vous ne ferez en cela qu'user de votre droit, puisque, selon la loi musulmane, l'État seul est propriétaire et l'habitant usufruitier. Voilà d'immenses espaces acquis en un tour de main. » Mais, d'abord, il n'est nullement démontré qu'il suffise d'avoir une masse énorme de terres disponible pour attirer sur la côte d'Afrique une grande masse de colons cultivateurs et de capitaux sérieux. Ensuite, le droit strict n'est pas toujours l'équité, encore moins la politique. Tous les gouverneurs généraux, depuis le maréchal Bugeaud, se sont préoccupés de cette question, et tous ont reculé devant la solution proposée, parce qu'ils y ont vu un grand danger public.

De quoi s'agit-il en effet? De prendre aux Arabes des terres qu'ils ont toujours cultivées, sous prétexte qu'elles excèdent leur force de production. L'extension énorme de leurs cultures, les exportations nombreuses qui ont été faites dans ces dernières années sur la France, prouvent que les indigènes sont plus soucieux qu'on ne le pense de demander à la terre les richesses qu'elle peut donner, et, partant, qu'ils sont d'autant plus jaloux de conserver ce que leurs pères leur ont transmis, maintenant qu'ils peuvent cultiver en paix et récolter avec sécurité.

C'est donc par suite d'une transaction que cette opération pourrait s'accomplir. Se ferait-elle moyennant une indemnité en argent, ainsi que le proposait le maréchal Bugeaud, ou bien une partie des terres cultivées par les tribus deviendrait-elle propriété de l'État, en échange d'un titre de propriété collectif qui serait délivré à cette même tribu, afin de la mettre sous la protection de nos lois, contre tout envahissement ultérieur? Ce dernier système était celui que le maréchal Randon défendait; ce fut celui que le ministre de la guerre adopta.

Mais comment s'opérerait ce cantonnement et dans quelle proportion serait-il entrepris? Quelques-uns voulaient qu'il fût général et immédiat pour toutes les tribus : ce serait, disaient-ils, le moyen de déjouer tout esprit de résistance à la volonté du gouvernement et de mettre, sans plus de retard, entre ses mains plusieurs millions d'hectares dont il ferait ensuite tel emploi qui lui conviendrait.

On pouvait répondre que, précisément parce que le cantonnement des tribus devait causer beaucoup d'émotion dans le pays arabe, il fallait qu'il s'effectuât avec fermeté, mais aussi avec prudence; qu'à côté de la mesure vexatoire on apportât aussitôt la réparation, c'est-à-dire qu'en même temps qu'une partie du territoire d'une tribu passerait au domaine de l'État on devait délivrer à cette tribu un titre régulier pour la portion qui devenait définitivement son apanage; que, pour qu'il en fût ainsi, il était nécessaire, avant tout, de dresser le plan du territoire, objet de la mesure, avec l'indication des propriétés particulières et de préparer avec soin les états statistiques constatant le nombre des tentes comprises dans la tribu à cantonner, afin d'apprécier les surfaces qu'il était équitable de lui assigner pour ses cultures ou la dépaissance de ses troupeaux; qu'il était d'ailleurs parfaitement inutile de chercher à grossir

par des opérations simultanées le sommier de consistance du domaine, alors que rien ne faisait présager que, dans un terme prochain, une émigration considérable s'écoulerait vers l'Algérie; que ces terres deviendraient improductives, ou bien qu'il faudrait les louer à ces mêmes Arabes, naguère dépossédés, et auxquels il serait bien difficile de faire comprendre notre manière d'administrer, ou la loyauté de notre conduite; enfin, qu'un obstacle radical s'opposait à la réalisation de ce projet, conçu dans un sens absolu, c'est qu'il faudrait accroître les ressources du budget de l'Algérie d'un crédit considérable, au moins de quelques millions, pour solder le personnel des géomètres, dans le cas où l'on parviendrait à en trouver le nombre nécessaire.

En résumé, il était évident pour quiconque connaissait bien le pays que l'opération du cantonnement devait être successive, s'appliquer en premier lieu aux tribus pour ainsi dire contiguës au périmètre de la colonisation européenne, et s'étendre, de proche en proche, suivant l'accroissement du nombre des émigrants et l'importance des capitaux qui demanderaient à s'engager dans la colonie.

Tels furent les principes qui dirigèrent l'administration du gouverneur général dans cette grave question. Il substitua quand il le put, au sein des tribus; la propriété individuelle à la propriété collective, par exemple, chez les Aribes de la Médidja, qui reçurent pour chacune de leurs familles un titre de propriété incommutable, et il prépara la même transformation chez les Ouled-Kosseir, des environs d'Orléansville, déjà enveloppés par la vie européenne. Toutefois, il se garda de donner à ce système une extension prématurée dont on avait pu voir, chez les Garabas de la province d'Oran, les nombreux inconvénients.

La loi de 1851 (article 14), telle que l'interprétait l'administration supérieure de la guerre, ne permettait pas les transactions entre les indigènes et les Européens. Cette défense était bonne quand il s'agissait de tribus compactes et lointaines, au sein desquelles on ne pouvait, sans imprudence, laisser le colon européen s'établir, et cela, pour deux raisons : d'abord, parce qu'il eût fallu que la protection militaire s'éparpillât pour le suivre au milieu de ces peuplades écartées qu'il allait froisser par le contact de mœurs étrangères; la seconde, parce que le cantonnement ultérieur des tribus devenait impossible si la propriété européenne se constituait, ça et

là, sur leur territoire avec le caractère de fixité que nos lois lui assurent.

Mais cette interdiction était mauvaise, du moment qu'il s'agissait de tribus, pour ainsi dire, désagrégées ou limitrophes du territoire occupé par les Européens. Dans ce cas, il y avait convenance et utilité à favoriser, au contraire, les mutations de propriétés. Aussi le gouverneur général demanda-t-il au ministre l'autorisation de déterminer chaque année le périmètre dans lequel l'interdiction cesserait, ce qui donnerait le temps d'étudier la validité des titres des détenteurs de terres melks (privées) et de mener à terme la question de la propriété. Il n'y en a pas, en Algérie, de plus difficile; car, comme il n'existe pour les indigènes ni notaires, ni recueils d'actes authentiques, les faux titres et les ventes fictives sont la plaie de la colonie. Cette proposition ne fut pas acceptée. Cependant le maréchal parvint à immobiliser plusieurs tribus, ou du moins à resserrer leur champ de parcours, de manière à laisser des terres libres et à permettre d'introduire la colonisation européenne dans les intervalles de l'occupation arabe.

C'est par toutes ces mesures qu'on parvint à livrer aux colons, en six années, plus du double de la superficie qui leur avait été accordée dans les dix années précédentes, et que le triple était tenu en réserve pour de nouveaux émigrants.

Si donc le peuplement de la colonie a lentement marché, il ne faut pas accuser de ces lenteurs ceux qui savaient très-bien qu'après la conquête leur grande affaire était la colonisation et qui donnaient à cet objet leurs pensées du jour et de la nuit. Ils ont assuré la sécurité au pays, par conséquent au travail, et ils ont préparé des villages et des champs pour les émigrants. Ils n'ont pu faire plus, parce que leurs attributions n'allaient pas au delà.

L'Algérie a un grand avantage et un grand inconvénient : elle est à trente-six heures de nos côtes. Beaucoup y viennent; beaucoup aussi s'en vont. Parmi les 300,000 émigrants que New-York reçoit chaque année, combien ne reviendraient-ils pas s'ils avaient les 600 fr. que coûterait une seconde traversée de l'Atlantique? Pour l'Algérie, l'argent n'est pas nécessaire. On y vient, on la visite, et on s'en retourne aux frais de l'État. Le ministère de la guerre, en 1857, a délivré 80,000 passages gratuits; il y a eu plus de 70,000 retours, et ces promenades ont coûté 600,000 francs à l'État. Voilà, dira-t-on, bien du zèle pour la colonisation. Assurément; mais nous dirons

aussi : voilà bien des gens qu'on avait laissés partir avant de s'assurer qu'ils eussent la volonté et les moyens de former un établissement sérieux. La fortune, en Algérie, ne se ramasse pas du jour au lendemain, comme dans un placers de Californie. Ceux qui croyaient la trouver sans peine s'en retournent avant même de l'avoir cherchée. Mais ce droit de passage si prodigué par les bureaux métropolitains, le gouverneur général ne le possède pas ; il ne peut, de son chef, appeler un colon en Algérie. Un général écrivit un jour à plusieurs préfets qu'il avait 5,000 hectares de bonnes terres livrables à la culture européenne. Il reçut en réponse nombre de lettres. Un curé des Hautes-Alpes se déclara prêt à partir avec une partie de son troupeau, mais s'inquiétait de savoir si l'on trouvait en Algérie des églises, des marchés ; un fermier de la basse Normandie s'informait des tribunaux ; d'autres demandaient si les Arabes avaient toujours la mauvaise habitude de couper les têtes, etc... Le gouvernement colonial était-il responsable de cette ignorance où restait la population métropolitaine touchant les choses de l'Algérie ?

On a souvent reproché à l'autorité militaire de chercher à conserver les pouvoirs qui, dans la métropole, sont dévolus à l'autorité civile. On a complaisamment déroulé le tableau piquant de commandants de place remplissant les fonctions de juge de paix, de notaire ou d'officier de l'état civil, réglant des faillites ou des successions et, au besoin, prononçant des séparations de corps. D'abord, on pourrait demander s'il valait mieux laisser les groupes de colons aventurés au milieu de nos avant-postes sans aucune protection légale, que de leur donner celle de nos officiers ; ensuite, si un colonel qui, dans son régiment, est appelé à connaître de contraventions multipliées et qui, chaque matin, à l'issue du rapport, rend plus de décisions qu'un président de tribunal dans une semaine, n'est point, par cette obligation continuelle de peser les actes, de déterminer leur caractère et d'en prévoir leurs conséquences, aussi bien préparé qu'aucun stagiaire à démêler la vérité et la justice, à dire l'une et à rendre l'autre. Enfin, il serait bon de savoir encore si ces fonctions, ajoutées à toutes celles qu'ils tiennent de leur grade, étaient fort à leur convenance. Nous croyons que bien peu seraient disposés à conserver ce double fardeau et que tous rentreraient volontiers dans la simplicité régulière de leur vie militaire.

Ce qui est vrai des subalternes l'était du chef. Les gouverneurs généraux eussent vivement souhaité être délivrés des détails infinis des affaires locales, et cette autorité qu'on dit si avide de pouvoir ne cherchait qu'à restreindre l'étendue du territoire militaire et était heureuse chaque fois qu'elle pouvait remettre à l'autorité civile une partie de ses administrés.

Durant son ministère, le général Randon avait créé les commissariats civils d'Orléansville, de Tlemcen et de Sétif. Devenu gouverneur général, il établit ceux de Marengo, de Saint-Denis-du-Sig, proposa de fonder ceux de Dellys, Sidi-bel-Abbès et Jemmapes, et d'ériger en sous-préfecture de troisième ordre les commissariats de Milianah, de Mascara et de Sétif.

Il remit à l'autorité civile les colonies agricoles de 1848 et les indigènes vivant sous la tente, dans la Métidja, le Bou-Merzoug et le district d'Arzew; enfin il prépara l'annexion au département d'Alger de toute la Métidja occidentale.

Un chiffre résume tous ces efforts et mettra un terme, nous l'espérons, aux vagues déclamations qui se sont produites touchant le sort de cette population soumise au régime du sabre. A la fin de 1857, sur une population totale de 188,000 individus, 169,265 étaient placés sous la protection de l'administration civile. L'autorité militaire n'a donc affaire qu'à moins de deux Européens sur dix-neuf, et si elle garde encore ces deux-là sous son autorité, c'est qu'ils sont établis dans les villes et villages des provinces d'Oran et de Constantine, en plein pays arabe et trop loin du territoire civil, des préfets, des notaires et des juges, pour qu'ils puissent y être administrés civilement (1).

A cette autorité civile dont il étendait incessamment le domaine, il voulut donner une action plus indépendante du pouvoir central. Tout ce qui peut être fait dans le sens de la décentralisation administrative fut accompli; et, pour unir les deux pouvoirs, combiner leurs vues et leur influence, il institua des conférences annuelles auxquelles durent assister les généraux commandant les divisions et les préfets des trois dé-

(1) A la fin de 1853, après les nombreuses remises faites tout récemment à l'autorité civile, l'autorité militaire gardait encore 9 p. 0/0 de la population européenne, quatre ans après, à la fin de 1857, le rapport était déjà tombé à moins de 6 p. 0/0. Dans ces deux évaluations, je ne fais pas entrer un élément qui ne change guère la population dite *en bloc*, et qui se compose du personnel du service des hôpitaux, des orphelinats, des lycées, des séminaires, des couvents, etc..

partements, qui se trouvèrent ainsi associés au gouvernement général de la colonie.

Les colonies vigoureuses ont toujours reposé sur de larges institutions communales. C'est ainsi qu'ont fait les deux plus grands peuples colonisateurs : Rome autrefois, l'Angleterre aujourd'hui. Et c'est pour avoir agi autrement que la France a perdu, au dernier siècle, l'Amérique. Aussi, tout en accroissant la sphère d'activité des fonctionnaires supérieurs de l'autorité civile, le gouverneur général s'appliquait à développer la vie municipale, désireux qu'il était de laisser tomber de ses mains la foule de détails qui sont, en France, de la compétence des maires et dont la solution attendue d'Alger souffrait des retards involontaires, mais très-préjudiciables aux intérêts publics. En 1854, il fut autorisé à ériger en communes dix villes : Constantine, Médéah, Milianah, Cherchell, Tenez, Mascara, Tlemcen, Bougie, Sétif et Guelma. C'était beaucoup, mais, pour le gouverneur général, ce n'était qu'un premier pas dans une voie où il fallait marcher résolument. A peine ce progrès accompli, il en provoqua un autre ; il présenta au ministre un projet de décret pour diviser tous les territoires livrés à la colonisation européenne en circonscriptions communales ayant leur administration propre, leur budget régulier qu'elles ne formeront qu'à cette condition, leur milice qui est une sécurité pour elles et pour le pays, enfin leurs habitants placés sous la protection des magistrats municipaux.

Du jour où une commune est constituée, l'autorité militaire n'a plus rien à y faire. Le gouverneur général n'abdiqua cependant pas pour elles le rôle de gardien vigilant de tous les intérêts coloniaux, et il provoqua nombre d'arrêtés ministériels ou de décrets pour régler les rapports entre les communes algériennes et les agents des ponts et chaussées ou des bâtiments civils, pour le contrôle des caisses municipales, les chemins vicinaux et les commissions syndicales. Il réorganisa partout les milices et forma de nouveaux corps dans les localités de récente formation : Biskra, dans le désert, eut sa garde nationale.

Des sociétés de secours mutuels, des caisses d'épargne, furent créées dans les principales villes, un mont-de-piété à Alger. Le service médical de la colonisation fut réorganisé, l'institution des orphelinats étendue, et une inspection spéciale des établissements de bienfaisance obtenue, ce qui permit de donner à ce service une impulsion nouvelle.

En cinq années, cinquante-trois paroisses furent instituées

pour porter au loin le bien que nos prêtres sèment autour d'eux; huit justices de paix et cinquante-trois écoles pour répandre des bienfaits d'un autre ordre.

Par de nombreux emprunts faits à la législation métropolitaine et qu'il est inutile de rappeler, il fut pourvu à la police générale de ce pays, où le progrès va si vite, quoi qu'on en dise, que bon nombre de règlements protecteurs de la sûreté publique en France lui sont applicables. Si l'on veut connaître d'un mot l'activité qui dut être imprimée à l'administration centrale pour faire face aux nécessités d'une colonie naissante qui a déjà tous les besoins d'une vieille société, nous rappellerons que les transportés de 1852 ont donné lieu, à eux seuls, à l'échange de plus de 50,000 lettres entre le gouverneur général, le ministre, les généraux des divisions, les préfets de France et les familles des transportés.

Mais serrons de plus près la question. D'après ce que nous avons dit des travaux accomplis en pays arabe, on sait déjà ce que valent les reproches adressés à l'autorité militaire touchant son impuissance administrative. Voyons maintenant si ces généraux ont su faire autant pour la colonie européenne que pour la population indigène; s'il y a eu en territoire civil, autant qu'en territoire militaire, de travaux publics, d'encouragements et d'assistance prêtée à l'agriculture, à l'industrie, au commerce; si le développement de la richesse publique a eu lieu parmi les colons, comme l'accroissement du bien-être parmi les Arabes; si, en un mot, le gouverneur général a été fidèle à la double mission que l'Empereur avait confiée à son zèle, la pacification et la prospérité du pays.

Nos prédécesseurs à Alger, les Turcs de la Régence, n'avaient rien fait et laissaient se ruiner ce que d'autres, avant eux, avaient édifié.

La Darse de Kair-Eddin à Alger et le môle dit *l'Îlot-des-Turcs*, qui, depuis longtemps abandonné à lui-même, menaçait à chaque tempête d'être emporté par les flots, quelques forts, quelques batteries de côte mal armées, quelques casernes de janissaires, un certain nombre de mosquées dont bien peu méritaient le titre d'édifice, de rares aqueducs en mauvais état; pour routes, les sentiers frayés par les muletiers arabes, quatre ponts dont un (celui de Constantine) remontait, pour la partie la plus difficile de sa construction, à l'époque romaine : voilà tout ce qu'ils nous avaient légué.

Les travaux de fortifications et plus encore ceux de casernes, d'hôpitaux et de magasins militaires ont été si bien poussés, que près de 70,000 hommes sont aujourd'hui casernés en Algérie; que les hôpitaux peuvent recevoir plus de 9,000 malades et ont environ le double des lits qu'ils avaient en 1851; qu'enfin le service de la manutention a été en état de nourrir une partie de l'armée d'Orient durant l'expédition de Crimée.

Pour les travaux maritimes, le principal ouvrage a été le port d'Alger. Les deux jetées du nord et du sud et le vaste quai de la Pêcherie et de Bab-Azoun ont été terminés dans ces dernières années avec les améliorations qui ont été proposées pour le rétrécissement de la passe et la construction du bassin de radoub, pour le dérasement de la *Roche-sans-Nom* et la séparation nécessaire des services de la marine et de l'artillerie entassés tous deux, à leur grand dommage, sur l'espace étroit de la vieille Darse. Ce port offre aujourd'hui une nappe d'eau sûre et profonde de 94 hectares, où de fortes escadres pourront prendre leur mouillage et se trouver en sûreté.

Dans l'ouest, on a achevé, à Oran, le port de refuge; à Nemours, amélioré le débarcadère; à Mostaganem, réparé la calle de halage et agrandi la plage; à Cherchell, consolidé les jetées. Dans l'est, les ports de Dellys et de la Calle ont été améliorés; celui de Bone, commencé; à Bougie, un débarcadère et une plage de halage; à Philippeville et à Stora, des quais; ailleurs, des phares. Ces rivages si bien appelés la Côte-de-Fer, et si tristement célèbres par les naufrages qu'ils ont vus, sont maintenant éclairés dans toute leur étendue, service précieux rendu à toutes les marines du monde.

Voilà ce que le présent avait accompli. A l'avenir, on réservait des travaux dont les études étaient faites et les devis tracés : pour un port à l'embouchure de la Tafna, à Tenez et à Djidjelly; pour un établissement maritime sur l'île de Rachgoun; pour l'amélioration et la défense des rades de Tipaza et de Bougie, des ports de Mers-el-Kebir et d'Arzew, de la crique de l'Oued-Saboun, si nécessaire aux industries du Fil-fila; pour le désensablement du port de la Calle et la transformation des lacs du voisinage en port de cabotage; un jour peut-être, en port militaire.

Le gouverneur général savait bien que, dans la pensée de l'Empereur, rien n'honore un gouvernement, durant la paix,

comme les grands travaux publics, et aux merveilles de ce genre accomplies dans la métropole, la colonie répondait, sinon encore par ces monuments qui sont le luxe et la gloire des vieilles cités, du moins par ces constructions et ces ouvrages qui sont le premier besoin des sociétés naissantes et qui arrivent parfois au grandiose à force d'être nécessaires. Cependant, embellir Alger, transformer Oran, donner à Constantine de l'eau et de l'espace, c'était déjà mêler ces deux choses et joindre le beau à l'utile.

Les routes forment avec les ports, au point de vue de la prospérité matérielle, la question vitale du pays; mais la métropole n'a pas cru pouvoir porter à son budget les allocations nécessaires. Dès 1850, il était facile de prévoir que les voies de communication se développant et les crédits restant stationnaires, on ne tarderait pas à arriver à un état de choses tel que les dépenses d'entretien absorberaient tous les fonds votés. Cette crainte s'est promptement réalisée, et il en est ainsi depuis six années.

En présence de ces crédits insuffisants, le gouverneur général fit appel au dévouement de l'armée. Les bras nombreux, infatigables de nos soldats vinrent en aide au service du génie et des ponts et chaussées; aujourd'hui il n'y a pas, dans chaque province, un point important qui ne soit relié par une route carrossable au chef-lieu ou au littoral. Des messageries régulières y circulent dans tous les sens, parcourant chaque jour une distance moyenne de 80 kilomètres et transportant 800 voyageurs. Que l'on se rappelle ce qui existait en France il y a quarante ans, et l'on reconnaîtra que nos colons d'Algérie sont mieux servis sous ce rapport que ne l'étaient leurs pères.

A un intérêt à la fois politique et commercial, se rapporte l'établissement des lignes de télégraphie électrique. Le réseau créé sous la dernière administration n'a pas moins de 2,000 kilomètres de développement, et le produit des 29 bureaux maintenant organisés est déjà de 200,000 francs. Avant peu, la France retirera de ce seul objet un intérêt élevé de la somme qu'elle y a dépensée.

Nous en aurions bien long à dire encore sur les aqueducs construits, accrus ou réparés pour assurer l'eau nécessaire à Alger, Blidah, Cherchell, Orléansville, Aumale, Boghar, Drapel-Mizan, Dellys, Bou-Medfa, Marengo, la Bour-Kika, dans la province d'Alger; à Saïda, Nemours, Tiaret, Zemoura, Lour-

mel, dans l'ouest; à Constantine, la Calle, Bathna, Djidjelly, Bougie, Phillippeville, Stora, Jemmapes, Souk-Harras, dans l'est, et en vingt autres lieux. Mais nous avons hâte d'arriver à ce qui est la grande affaire du pays, l'agriculture.

La terre d'Afrique a une réputation méritée de fécondité par sa constitution propre, et aussi parce que, depuis des siècles que la guerre et l'anarchie y règnent en permanence, la culture n'a rien demandé ni rien pris sur d'immenses étendues; mais l'agriculture arabe en est encore à l'époque patriarcale : des jachères et point de fumures. Les colons n'ont donc trouvé rien de prêt pour nos cultures européennes. L'administration les a soutenus ici comme dans le reste.

Peut-être n'a-t-on pas assez remarqué combien les gouverneurs généraux, à l'exemple du maréchal Bugeaud, se sont occupés de l'agriculture et avec quelle attention persévérante ils ont cherché à encourager et à honorer ceux qui s'y livraient. Les exploitations agricoles méritaient cette sollicitude, car c'est là que l'on trouve les vrais colons de l'Algérie, ceux par qui s'accomplira la conquête du sol et dont l'exemple entraînera les Arabes à changer leurs cultures, peut-être à modifier leurs mœurs. Voyez ces fermes nombreuses qui couvrent, dès aujourd'hui, la plaine de la Métidja, comme les environs d'Oran, de Bone et de Phillippeville; regardez surtout dans celles de la petite et de la moyenne propriété dont les maîtres, en contact journalier et personnel avec le sol, y ont mis, en même temps que leurs sueurs, une part de leurs affections. Vous y trouverez la moralité que donne le travail, la juste fierté qu'on puise dans le sentiment du devoir accompli et des difficultés vaincues. Ils ne se doutaient pas, ces braves colons, qu'en s'établissant dans l'Algérie, ils avaient, comme on le leur dit maintenant, perdu la patrie et qu'on la leur rendrait un jour. Ils la voyaient partout autour d'eux, et s'il leur arrivait de raconter à quelque visiteur les épreuves par lesquelles ils avaient passé avant de posséder des champs couverts de moissons, et des troupeaux prospères, dans ces récits il n'y avait jamais une parole de plainte contre l'autorité supérieure de la colonie, parce que, indifférents aux systèmes, mais fort sensibles aux faits, ils l'avaient vue occupée sans relâche à dessécher le marais qui leur envoyait la fièvre, à combattre la sécheresse qui leur eût amené la famine, à faire des routes pour le transport de leurs produits, à leur enseigner enfin la culture des plantes indus-

trielles dont le débit était, durant les premiers essais, assuré par les soins mêmes de l'administration.

Nous ne ferons pas l'énumération fastidieuse des marais et des lacs desséchés, des rivières endiguées et des surfaces soumises à l'irrigation durant la période dont nous résumons l'histoire; nous rappellerons seulement qu'il a fallu des travaux considérables pour achever d'assainir la riche plaine de la Métidja, celle de l'Habra où les terres ne sont plus concédées, mais vendues, et celle du Bou-Merzoug où 13 villages sont en voie de formation; pour donner à Milianah, à Djidjelly, à la Calle, à Bathna, des terres fécondes au lieu de marécages sur lesquels planaient les miasmes mortels qui portaient continuellement la fièvre et la mort au sein de leurs populations. Les fossés qui servent à l'égouttement de la plaine insalubre de Bone ont été nettoyés et approfondis par les condamnés militaires. Bientôt sera transformée aussi la plaine de Belizan où déjà 120 familles sont établies, commencement d'une ville qui deviendra la clef du bas Chélif. Les barrages et les canaux d'irrigation font arriver les eaux jusqu'à des terres autrefois brûlées et stériles qui, maintenant, sous la double influence de l'humidité et d'un soleil africain, révèlent une fécondité inouïe. Que l'on continue ce grand travail, qu'on arrive à un aménagement méthodique des eaux pluviales et courantes, et l'Algérie n'aura plus rien à envier aux terres bénies du ciel.

On ne répétera pas ici ce qui a été dit précédemment sur l'amélioration des bêtes à cornes et à laine, et de l'espèce chevaline, les mesures prises dans ce but étant générales et profitant au cultivateur européen comme au cultivateur indigène. Certaines obligations ont pu être imposées à celui-ci qui ne pouvaient être que conseillées à celui-là; telles, par exemple, que l'ordre donné aux tribus de faire des approvisionnements de fourrages et de construire pour leur bétail des abris qui ont prévenu le renouvellement, durant les pluies du dernier hiver, des catastrophes de 1856. Nous remarquerons seulement que, malgré l'immense mortalité de cette époque, les exportations de laine, en 1857, sont doubles de celles de 1851 (1).

Les seules dispositions par lesquelles le gouvernement pouvait aider directement les colons étaient les primes d'encouragement, les concours, les expositions et un redoublement d'activité demandé aux pépinières de l'Etat pour les essais de

(1) Pour 5,289,778 francs au lieu de 2,713,754 francs.

naturalisation, les expériences de culture et la multiplication des plantes et graines qui manquaient dans la colonie; enfin quelques règlements d'administration publique. Ainsi, afin de pousser les éleveurs à l'engraissement du bétail, le droit par tête remplaça, dans les abattoirs, le droit au poids, et pour rendre les concours plus efficaces, en les rendant plus solennels, on substitua aux concours annuels, dans chaque province, un concours triennal, célébré tour à tour, pour toute l'Algérie, dans les trois capitales des provinces.

En preuve du développement que prit l'agriculture algérienne, à partir de l'année 1851, nous mentionnerons seulement les chiffres suivants : en 1851, il était arrivé de l'Algérie à Marseille 60,640 hectolitres de blé dur; dans les dix premiers mois de 1855, il en est arrivé neuf fois autant, soit 547,520. A la première époque, notre colonie tirait la meilleure partie de son blé de l'étranger. En 1850, elle en avait acheté pour 14,500,000 francs. En 1855, elle en a vendu à la France seulement pour 20,471,296 francs, après avoir, dans cette année et la précédente, fourni à l'armée d'Orient plus de 30 millions de kilogrammes de blé, farine, orge, pain et biscuit. Ce pays est donc en train de redevenir ce qu'il était anciennement, un des grands pays producteurs de céréales. Qu'on veuille bien remarquer que l'Europe, la Russie exceptée, est de moins en moins une ferme et de plus en plus une usine. Le travail manufacturier tend à y primer le travail agricole. Quel avenir pour l'Algérie, qui sera, à 36 heures de nos côtes, comme la grande ferme de la France (1)!

Mais son heureux climat lui promet bien d'autres richesses, et sa prospérité tiendra moins un jour aux céréales qu'aux plantes industrielles, que l'Europe va chercher au bout du monde et qu'elle viendra lui demander.

La régie ne trouvant pas en France certaines qualités de tabac qu'elle était forcée d'acheter à l'étranger, fit faire quelques essais en Algérie. En 1854, il n'y avait encore que 537 planteurs, 444 hectares de cultures et 309,331 kilogrammes de produits. En 1857, le nombre des planteurs s'était élevé à 3,279, la surface cultivée en tabac à 3,749 hectares, le produit à 3,430,149 kilogrammes, sans compter tout ce qui est consommé sur place, 965,441 kilogrammes achetés directement par le commerce, et des quantités notables, presque

(1) Exportations de légumes et fruits en 1857, pour 757,388 francs.

toutes les qualités supérieures, écoulées par les deux frontières de terre, surtout vers Tunis. C'est donc, entre les deux époques, un accroissement de produit de plus de 4 millions de kilogrammes, ou, en six années, 1,200 p. 0/0 (1).

Pour le coton, le progrès est plus marqué encore. Jusqu'en 1851, il n'y avait eu que de timides essais. Mais l'administration était bien résolue à pousser vivement cette industrie agricole. On savait qu'autrefois, dans la Régence, des plantations considérables de coton étaient exploitées avec succès, et on ne doutait pas qu'il ne fût possible de faire en Algérie ce que Méhémet-Ali venait de faire en Egypte, y naturaliser en grand cette culture. L'habile directeur de la pépinière centrale, M. Hardy, avait déjà achevé toutes les expériences nécessaires, et de magnifiques échantillons de coton algérien avaient été remarqués à l'Exposition universelle de Londres. Cependant, en 1852, cette culture ne couvrait encore que 52 hectares; mais le Gouvernement était décidé à ne reculer devant aucun sacrifice. L'Empereur prit 100,000 fr. sur sa cassette particulière pour assurer, durant cinq années, un prix de 20,000 fr. à l'exposant des meilleurs produits. Des récompenses provinciales furent promises à ceux qui approcheraient le plus près du but. Le ministre de la guerre envoya les meilleures graines. Pour délivrer le colon du souci de placer lui-même ses produits dans les manufactures métropolitaines, chose impossible au petit cultivateur, l'administration se chargea d'acheter la récolte comme pour les tabacs, de sorte que les plus faibles exploitations purent avoir leur cotonnière. Enfin, des notices claires furent répandues parmi les colons et, grâce aux soins persévérants des bureaux arabes, pénétrèrent jusque dans les tribus. On en vit les effets dès les premiers concours. Plusieurs planteurs indigènes obtinrent les récompenses provinciales. Un caïd partagea, dans le cercle de Guelma, le prix impérial de la première année.

Mais ce qu'il importait, c'était d'établir cette industrie en des lieux où elle ne pourrait nuire à la production des céréales. Le cotonnier vient de lui-même au centre de l'Afrique. En le rapprochant de sa patrie d'origine, on devait espérer de le mettre dans les meilleures conditions de végétation. Des graines choisies à la pépinière centrale furent envoyées dans

(1) Il a été exporté de tabac en feuilles ou fabriqué: en 1851, pour 538,007 francs; en 1857, pour 4,357,751 francs.

les oasis du sud, et une série d'expériences furent tentées à Laghouat et à Batna pour découvrir la meilleure époque des semailles, l'exposition la plus favorable, et faire l'étude des terrains qui, par leur constitution géologique ou leur situation géographique, seraient les plus propres à donner de riches récoltes sans exiger deux choses difficiles à trouver en Afrique, beaucoup d'eau et beaucoup de main-d'œuvre.

Ces essais ont eu un succès suffisant pour encourager la culture du coton dans la région saharienne et le présent fait à l'avenir des promesses sur lesquelles on peut compter. En 1856, il a été planté, en cotonniers, 1,923 hectares; c'est 37 plus qu'en 1851, ou un accroissement, en quatre années, de 3,598 p. 0/0. L'an d'après, cette culture donnait plus de 200,000 kilogrammes d'un coton de qualité comparable à celle des plus belles espèces connues. « Il suffit d'une plante, disait La Bourdonnais, quand il transformait l'île de France, pour faire la richesse d'une nation. » Cette plante sera peut-être, pour l'Algérie, le cotonnier. Il faut seulement que les impatients se souviennent qu'en 1790 les Etats-Unis n'exportaient que 80 balles de coton, tandis qu'ils en produisent aujourd'hui 3,500,000, et que leurs commencements, pour cette culture, furent plus pénibles et plus lents qu'ils ne l'ont été pour nous (1).

La soie n'est encore produite qu'en petite quantité, mais l'huile d'olive fournit déjà à une exportation qui s'est élevée, en 1854, à une valeur de 2,500,000 francs. Les autres plantes oléagineuses, comme l'arachide, que nous allons chercher au Sénégal; le sésame, que nous demandons à l'Égypte; les plantes ou matières colorantes, comme la garance et la cochenille; les plantes alimentaires, comme la canne à sucre; le café, qui semble réussir dans certaines localités de la province d'Oran, et le riz sec de la Chine, qu'on a appris aux indigènes des oasis à faire pousser, sans culture spéciale, au pied de leurs palmiers; le houblon, dont la maturité arrive deux mois plus tôt en Afrique qu'en France, toutes ces plantes ont été importées,

(1) En 1785, les Etats-Unis ont exporté 14 balles de coton; en 1786, 6 balles; en 1787, 109 balles; en 1788, 389 balles; en 1789, 81 balles; ou, en cinq années, 599 balles. L'Algérie, au bout de la troisième campagne, en a exporté davantage, plus de 600 balles en un an. Cependant les producteurs américains retiraient alors de leurs produits un prix bien plus élevé que celui que nos colons obtiennent. En 1799, les cotons courte-soie se payaient à Liverpool 7 fr. 50 le kilogr., et le coton Géorgie de 14 fr. 60 à 15 fr., chiffres qui, à cette époque, représentaient une valeur d'un tiers plus grande qu'aujourd'hui.

étudiées dans les pépinières du Gouvernement, et de là propagées dans la colonie, qui, pour ses légumes verts et ses fruits secs, deviendra comme le jardin de primeurs de la France.

Pour cette révolution agricole, dont nous n'avons fait qu'indiquer rapidement les principaux traits, le Gouvernement colonial a plus conseillé qu'il n'a agi. Son initiative se retrouve dans une institution importante : les chambres d'agriculture, créées en 1850 et réorganisées en 1853. Chaque province eut la sienne, composée de notables européens ou indigènes, à la nomination du gouverneur général, ce qui leur donnait une sorte de caractère officiel. Réunies une fois chaque année, plus souvent si l'administration supérieure le jugeait nécessaire, ces chambres présentaient au Gouvernement leurs vues touchant les questions qui intéressent l'agriculture, et leur avis pouvait être demandé sur les contributions, les douanes, les octrois, la police et l'emploi des eaux, les foires ou marchés, l'emploi des subventions de l'État et du département. C'était un conseil colonial en germe et qui, provisoirement, rendait les plus sérieux services à l'agriculture algérienne.

Les forêts algériennes couvrent environ 1,200,000 hectares. C'est là une richesse considérable, car, sur quelques points, le peuplement est comparable aux plus beaux cantonnements d'Europe. Mais sur d'autres, et c'est le plus grand nombre, ces forêts ont été dévastées par l'incendie et la vaine pâture, triste conséquence de l'incurie des Arabes. Pour parer au mal, il eût fallu un personnel nombreux que l'insuffisance des allocations budgétaires ne permettait pas d'entretenir. On eut alors recours encore aux bras de l'armée.

Dès l'année 1845, le général Randon avait organisé dans la subdivision de Bone une compagnie de bûcherons militaires pour l'aménagement du sol forestier de cette circonscription. Nommé gouverneur, il développa cette utile institution et donna à chaque province sa compagnie de planteurs et bûcherons militaires chargés non-seulement d'ouvrir les chemins d'exploitation et de receper les taillis, mais de greffer les oliviers, de démascler les chênes-lièges, de faire les semis et plantations nécessaires. Recrutées avec soin et gardées sous la discipline militaire, ces compagnies ont rendu de grands services à l'économie forestière de la colonie. Oran devra à ces braves soldats des ombrages salutaires ; Constantine, le combustible qu'elle va chercher au loin et à grands frais.

Les bois d'Afrique apparus à l'Exposition universelle de

1855 avaient excité l'attention, et les capitalistes auraient vivement entrepris l'exploitation de nos forêts algériennes si elles avaient été en état d'être livrées à l'industrie privée. Les fonds manquaient pour l'arpentage des bois, et les agents du service forestier étaient trop peu nombreux pour suffire aux besoins. Heureusement il put être réorganisé, et dans les deux années 1856 et 1857 on fut en mesure d'accorder des concessions définitives pour 4,300 hectares, des mises en possession provisoire pour 19,600 hectares. Des demandes pour 18,720 hectares furent instruites et menées à point; d'autres pour 64,460 hectares furent étudiées. C'était un total de 104,080 hectares livrés ou prêts à l'être à l'activité de l'industrie privée. La richesse forestière était donc mise aussi énergiquement en exploitation que la richesse agricole.

Cependant tout cela ne suffit pas. Il est urgent de renouveler les surfaces boisées : ici, parce que les arbres ont atteint leur suprême croissance; là, parce que le recape est devenu le seul moyen de leur donner une valeur nouvelle. Dans les forêts de l'Algérie, il y a de quoi accroître les ressources de nos arsenaux, répondre aux demandes de l'ébénisterie métropolitaine et fournir le liège que nous payons si cher. Mais il y a aussi les bois de feu, qui sont presque sans valeur à raison de leur consommation très-limitée. On ne pourrait que les utiliser sur place, pour l'industrie métallurgique, par exemple.

Grâce à une coïncidence heureuse, le minerai se trouve fréquemment sur les mêmes points que le combustible, et en telle abondance que, malgré l'insuffisance des capitaux engagés, il a été exporté, dans la seule année de 1857, plus de onze millions de kilogrammes de minerai de fer, de cuivre et de plomb (1). Voilà donc une source de richesse qui sera prête à s'ouvrir le jour où des capitaux sérieux et abondants viendront se charger du double travail de l'aménagement normal des forêts, qui fourniront de précieuses ressources à l'industrie, et d'une puissante exploitation des mines, qui ne sera plus réduite à envoyer son minerai au dehors, mais le fondra sur place.

L'État peut rapprocher ce moment. Seul, il peut donner à l'industrie ce qui lui fait prendre l'essor : des voies de communication faciles. Dans la situation générale du commerce,

(1) Dans la seule province d'Alger, il y avait, en 1857, cinq mines concédées et quarante-sept gîtes minéraux reconnus.

les routes ordinaires ne suffisent même plus. Un mode de locomotion plus rapide et plus économique est nécessaire. Les Anglais et les Américains le comprennent bien, eux qui n'hésitent pas à lancer des chemins de fer à travers les solitudes et à faire fumer les locomotives au milieu des forêts vierges.

La même pensée a décidé le dernier gouverneur général à préparer le plan du réseau algérien. Ne pouvant faire couler un grand fleuve tout au travers de la colonie, il proposa d'y faire marcher un grand chemin de fer. La population tout entière s'associa aux espérances que ce projet faisait naître, et ce fut un jour de fête populaire que celui où le maréchal entra à Alger en rapportant le mémorable décret du 8 avril 1857. Il mit aussitôt l'armée à l'œuvre pour commencer les travaux de la ligne d'Alger à Oran. En quelques mois le terrassement fut exécuté jusqu'à Bouffarik sur une longueur de 36 kilomètres, avec 4 ponts, 35 aqueducs, 26 dalots et de grands canaux d'écoulement à gauche et à droite de la voie. Que cette ligne s'achève promptement, comme elle a été commencée, qu'elle descende à toutes les villes importantes du littoral, et l'Algérie, devenue dans la guerre une forteresse inexpugnable pour l'ennemi extérieur, bravera toutes les complications européennes, tandis que dans la paix elle sera un grenier d'abondance qui, aux jours de disette, fournira, comme il a déjà fait, d'énormes quantités de grains à la métropole. En même temps, ces grands travaux appelleront en Algérie des capitaux et des travailleurs qui resteront dans le pays. Ceux-ci, le réseau terminé, deviendront d'excellents colons, et ceux-là, après avoir fait le chemin de fer, feront des fermes et des usines.

Au reste, à l'exception des mines, l'industrie algérienne doit rester longtemps une industrie agricole : nous voulons parler de celle qui vient à la suite de l'agriculture et dont les établissements se fondent dans le but de tirer parti des produits du sol. Si notre colonie n'a malheureusement ni houille ni fleuve navigable, elle a grand nombre de rivières qui peuvent être utilisées. Plus de quarante concessions de chutes d'eau furent accordées dans les dernières années pour minoteries (1), moulins à huile, fabriques de papiers, usines desti-

(1) Il a été exporté, en 1857, pour 6,147,420 francs de farines et biscuits, le triple de l'exportation de 1851.

nées à l'égrenage du coton, à la fabrication de l'alcool d'asphodèle, etc. Des machines à vapeur se montent pour la préparation de diverses plantes textiles et des pâtes à papier, la distillation du sorgho, les fabriques de filasse de palmier nain, les fonderies, etc. En 1857, l'établissement de huit machines à vapeur a été autorisé dans la province d'Alger, où les appareils existant à la fin de cette année représentaient une force de 242 chevaux (1).

Les indigènes entrent eux-mêmes dans ce mouvement industriel. Un recensement officiel a constaté à Tlemcen, par exemple, une augmentation notable dans le nombre des métiers à tisser les haïcks, les burnous et les ceintures de laine, ainsi que dans le nombre des ouvriers qui mettent en œuvre les peaux maroquinées. Il en est de même à Alger pour le tissage des étoffes de soie à l'usage des indigènes ; cette industrie y occupe déjà plus de trois cents ouvriers.

Avant 1854, la colonie ignorait elle-même tout ce qu'elle possédait. Cette année, il fut institué à Alger une exposition permanente des produits naturels et manufacturés. On réunit dans un vaste local des échantillons de toute espèce, fournis par les colons, les indigènes, les pépinières du gouvernement et les services des mines et des forêts : coton, laine, soie brute ou ouvrée, produits agricoles de toute sorte, essences, conserves, tissus, tapis et objets de fabrique indigène, collection des marbres et des bois les plus variés, etc. Ce fut comme une révélation inattendue qui, l'année suivante, eut un immense retentissement à la grande fête de l'exposition universelle. Cette fois, le monde entier put voir et toucher les richesses de notre jeune colonie qui, à peine âgée d'un quart de siècle, prenait si brillamment sa place parmi les anciens peuples et remportait tant de couronnes.

Une autre preuve de cette vitalité fut donnée aux plus incrédules par le relevé des états de douanes et par l'obligation où l'on fut, pour répondre au mouvement nouveau des affaires, de fonder à Alger une Bourse, et à Oran, à Constantine, des succursales de la Banque de France. La loi du 11 janvier

(1) Si les travaux projetés à l'embouchure du Rhône étaient exécutés, l'Algérie recevrait à peu de frais nos houilles du Midi. Elle a acheté, en 1856, pour 986,527 francs de houille anglaise, en grande partie ; en 1857, pour 1,053,817 francs. Augmentation d'une année sur l'autre, 7 pour cent.

1851, une vraie loi de salut (1), avait largement ouvert la métropole aux produits algériens, en accordant à la plupart d'entre eux l'entrée en libre franchise. L'essor imprimé à l'agriculture et à toutes les industries qui en relèvent ne trouvant plus d'obstacles dans la législation douanière, se développa de telle sorte que le commerce de l'Algérie, qui n'était, en 1850, que de 94,600,000 francs, s'était élevé, en 1857, à 194,933,540 francs.

Si nous établissons la comparaison entre les années 1850 et 1857, c'est un accroissement, au bout de sept années, de 100 millions ou de 115 p. 0/0.

Si nous laissons à part le commerce de l'Algérie avec les pays étrangers pour ne considérer que celui qu'elle a fait avec la France, nous trouvons, en comparant le mouvement commercial de la période de 1850-1857 avec celui des vingt années antérieures, les chiffres suivants :

1830-1850.....	9,228 millions.
1851-1857.....	10,752
	<hr/> 19,980

D'où cette conclusion forcée que, dans les sept dernières années, la colonie a marché, dans la voie du progrès, trois fois plus vite que dans les vingt années précédentes.

Au milieu de ces chiffres s'en trouve perdu un qui est du plus haut intérêt, celui des exportations algériennes pour France. Il a été, en 1857, de 34,162,340 fr. ; il n'était, en 1850, que de 6,700,000 fr. Augmentation : 27,400,000 fr. ou 409 p. 0/0 ; tandis que les importations ne se sont accrues que de 37 millions (125 au lieu de 88), ou de 42 p. 0/0.

En 1850, les exportations étaient aux importations dans le rapport de 1 à 13 ; en 1857, elles sont déjà de 1 à 3 2/3.

Dans les vingt premières années, les exportations algériennes n'avaient été que de 65 millions ; dans les sept années suivantes, elles furent trois fois plus fortes, s'étant élevées à 205 millions, signe certain et heureux de l'activité féconde du travail

(1) Cette loi consacra le principe de l'assimilation commerciale entre la France et l'Algérie. Elle accorda d'abord la franchise aux produits naturels de l'Algérie et à une série de produits industriels de fabrique indigène. La dernière administration n'a cessé de provoquer l'adoption d'un régime d'entière assimilation. Jamais on ne vit si promptement les effets d'une bonne loi. Les exportations algériennes, qui n'étaient en 1850, que de 6,700,000 francs, s'élevaient, l'année suivante, à 16,600,000 francs.

dans la colonie, qui s'était développé neuf fois plus vite durant cette période que durant la précédente.

Ces nombreux échanges ont nécessité, en 1857, l'emploi, à l'entrée et à la sortie, de 5,499 navires français ou étrangers, jaugeant 770,668 tonneaux, ce qui équivalait à plus du neuvième de tous nos transports; sans compter que les navires du cabotage entre les ports de l'Algérie ont effectué 6,652 voyages et transporté 310,245 tonnes.

Autre fait intéressant pour la moralité commerciale de la colonie : le mouvement des affaires s'accroissait et le chiffre des faillites diminuait. De 88 qu'il était en 1853, il descendait à 75 en 1854, et tombait à 55 l'année suivante.

En face de pareils résultats, on pouvait croire que la tâche de l'administration était finie; le gouvernement colonial ne le pensa pas. La Méditerranée se couvrait de navires partis des ports de la colonie ou y arrivant. Il voulut que l'autre océan placé derrière elle, le Sahara, se couvrit de caravanes qui fissent rentrer dans nos mains le commerce du Soudan.

On parle beaucoup des hardis voyageurs qui, à la solde de l'Angleterre, s'enfoncent dans l'Afrique centrale, et l'on a raison. Ils y servent bien la science; ils y servent encore mieux le commerce de leurs patrons, qui, pour le succès de ces entreprises, ont semé l'argent à pleines mains, bien sûrs de le retrouver un jour avec de gros profits. Ils en sont maintenant peut-être à leur trentième million; mais aussi les négociants anglais ont déjà pris pleinement possession du commerce africain. Leurs produits pénètrent dans l'intérieur par cinq portes qu'ils se sont ouvertes : la Guinée, la Sénégambie, le Maroc, Tripoli et l'Égypte. C'est ce monopole qu'il faudrait les obliger de partager au moins avec nous.

Le grand Sahara, le vrai désert, a cependant des sources, des puits et, dans les années pluvieuses, une végétation sur mille points abondante, ce qui permet aux marchands de se risquer dans ces solitudes inhospitalières.

Par le pays des M'zabites, par Ouargla et le Souf, nous touchons à cette région que traversent les caravanes de Taflet, venues du Maroc; celles de Timbouctou, qui arrivent du Niger; celles enfin de Tripoli et de l'Égypte, qui s'y rendent par Mourzouk et le Fezzan. Tous ces points de départ forment comme un cercle immense, au centre duquel se trouvent Insalah, R'at et R'damès, lieux de rencontre et de séjour des caravanes. A

R'at, le marché dure trois mois. A Insalah, il est plus considérable encore ; car cette oasis, qui fait partie du Touat, se trouve sur la meilleure ligne d'eau de la Méditerranée à Timbouctou, et presque à égale distance d'Alger aux bords du Niger et du Fezzan au Maroc.

Mais ces déserts ont leurs habitants et leurs maîtres, les Touaregs, qui, sur leurs rapides méharis, courent de Timbouctou à Laghouat et du Touat au Fezzan. Sans eux, le commerce entre le littoral de la Méditerranée et les pays du Soudan est impossible. Avec leur protection, payée par une prime d'assurance, le désert devient une grande route praticable. Dès que l'occupation de Laghouat et de Touggourt nous eut mis au bord du grand désert, le maréchal s'occupa d'y étendre notre influence en nouant des relations avec les Touaregs. Il fallut deux années pour y réussir. A la fin de 1853, Si Hamza, notre khalifat, vint à Ouargla à la rencontre de quatre chefs touaregs, qui, le 10 janvier 1856, entraient à Alger au milieu d'une foule immense, attirée par ce curieux spectacle. Jamais Touareg n'était venu jusque-là ; jamais on n'avait vu, aux bords de la Méditerranée, leur accoutrement bizarre et belliqueux : ce double voile qui leur couvre le visage, et sans lequel ce serait pour eux un déshonneur de paraître en public, les deux robes blanche et bleue et le caftan de drap qui descend jusqu'aux pieds ; un pantalon flottant serré autour des reins par une ceinture et au-dessus de la cheville par une bordure éclatante ; des sandales de cuir ornées de gracieux dessins ; un grand poignard attaché le long du bras gauche, un sabre à deux tranchants, une lance en fer, un fusil et un bouclier en peau de bœuf ou d'éléphant. Ces hommes venaient s'assurer par leurs yeux de toutes les merveilles qui sont contées au désert sur notre puissance. Il furent reçus par le gouverneur général, causèrent longtemps avec lui, et partirent en promettant d'escorter les caravanes algériennes qui traverseraient leur pays (1).

Le maréchal ne laissa pas se perdre cette bonne volonté. Avant la fin de l'année, une caravane était organisée sur R'damès. La direction en fut confiée au capitaine Bonnemain, qui partit du Souf, le 26 novembre, avec 15 Souasas, 25 chaînesaux portant des marchandises, et 6 méharis servant de monture. Pendant 55 lieues, il trouva de l'eau et des pâturages en abon-

(1) D'autres Touaregs furent encore attirés à Alger en 1857, avec cinq négociants de R'at, qui achetèrent pour 30 à 40,000 francs d'échantillons.

dance; mais durant onze jours de marche et 80 lieues de voyage, il ne vit plus que le désert dans son affreuse aridité. Enfin apparut R'damès derrière ses 20,000 palmiers et son enceinte élevée de plus de 3 mètres, qui renferme de 7 à 8,000 habitants. Le capitaine Bonnemain resta six jours dans cette ville à en étudier les ressources, le commerce et les relations avec Tripoli et le Soudan. Le 7 janvier 1857, il rentrait dans le Souf, ayant tracé au commerce de l'Algérie une route sans périls et au bout de laquelle sont des profits certains.

Ce succès encouragea le gouverneur général à une entreprise plus difficile : ouvrir la route la plus directe d'Alger au Soudan par R'at. Il avait déjà envoyé, à plusieurs reprises, des Sahariens à Insalah et même à Timbouctou, et une première caravane de Laghouat était allée à R'at. Une seconde fut organisée; cette fois avec un fonctionnaire de l'armée pour chef; l'interprète Bou-Derba, homme de savoir et d'intelligence, élevé en France et resté musulman, ce qui supprimait bien des difficultés du voyage. Il reçut des instructions précises, tous les moyens nécessaires et une sorte de caractère officiel. Ce ne fut cependant que le 1^{er} août 1858 que les préparatifs furent achevés et que l'interprète put quitter Laghouat avec 25 chameaux chargés de vivres et d'eau.

Cette fois le voyage était long : 350 lieues! Habitué à trouver dans le Sahara algérien de nombreux nomades, d'immenses troupeaux et, tous les deux ou trois jours, de riches oasis, il doutait du désert comme Jacquemont doutait de la tempête avant d'être entré dans l'océan Indien. Mais quand il vit toute végétation disparaître, sauf quelques arbres rabougris; les sables roulés par les vents en dunes mobiles, où les chameaux entraient jusqu'au poitrail; les roches calcinées par un soleil torride; pas un être vivant; un ciel de feu, une terre brûlée sur laquelle passe si souvent le terrible siroco, et les espaces sans bornes, sans vie, il reconnut la seule chose que l'homme n'ait pas encore vaincue, le désert, la terre de la peur, comme son guide l'appelait.

Cependant, qu'une pluie survienne, et dans les innombrables vallées que forme la succession ininterrompue des collines, l'herbe, en une nuit, repousse; une saison pluvieuse remplit les sources, et, disait le chef touareg, donne pour trois ans dans les vallées de la végétation au Sahara. Mais il y avait cinq années que la sécheresse durait, et la misère était extrême partout où quelques groupes d'habitations existent.

Un jour la caravane trouva un homme mort de soif; le cadavre pressait encore sur ses lèvres sa gourde épuisée; plus loin, elle rencontra des femmes qui ne vivaient qu'en pillant les magasins de provisions des fourmilières; les hommes étaient partis pour chercher au loin des vivres.

Toutefois, l'eau ne manqua point à notre caravane; elle trouva toujours des puits, même des sources artésiennes qui révèlent l'existence d'une nappe souterraine à peu de profondeur, et elle atteignit R'at sans difficultés, sinon sans fatigue. Elle faillit échouer au port. Nos deux vieux ennemis El-Snoussi et Mohamed-ben-Abdallah avaient eu connaissance de son départ de Laghouat. Le second, réfugié alors dans le Touat, se proposait de l'enlever au passage; le premier avait envoyé plus de quarante lettres aux notables de R'at. Il leur racontait que les Français avaient voulu s'emparer de Djedda pour marcher de là sur la Mecque, mais que les fidèles croyants les avaient vaincus, exterminés; qu'il fallait en faire autant de ceux qui s'avançaient à cette heure sur R'at et qui naguère étaient allés à R'damès, preuve certaine de leur intention de soumettre le Sahara; que, pour lui, il allait arriver avec d'innombrables cavaliers et commencer la guerre sainte.

Les esprits étaient donc en grande fermentation; mais le chef touareg, qui a l'autorité à R'at, était un homme intelligent; il eut de longues conférences avec l'interprète Bou-Derba, et reconnut que sa tribu aurait tout à gagner à faciliter les relations entre R'at et l'Algérie. Des présents, distribués aux autres chefs, achevèrent de rendre inutile le mauvais vouloir du bas peuple.

A ce moment, les caravanes de R'damès, du Fezzan et d'Égypte étaient seules arrivées; on n'attendait pas avant un mois celles du Soudan. Cependant il y avait déjà en ville plus de six mille charges de marchandises, la plupart en produits anglais. Un marchand du Souf, par conséquent Algérien, avait apporté quelques denrées d'Alger qu'il avait fort bien vendues. Le 1^{er} décembre 1858, l'interprète Bou-Derba rentrait à Laghouat avec la conviction que nous pouvions faire dans ces régions un commerce fructueux. Par la route que le maréchal Randon a créée de Médéah à Laghouat, les voitures font très-facilement les transports entre Alger et cette oasis. Deux tribus intelligentes, les gens du Souf et les Chambas, viendraient y prendre les marchandises pour les conduire, sous la protection des Touaregs, aux grands marchés d'Insalah et de R'at. où il nous

sera facile de supplanter les produits anglais, parce que les nôtres pourront y arriver plus vite et à meilleur compte.

Nous avons parlé dans la seconde partie des forages de puits artésiens et de la révolution qu'ils opèrent dans le Sahara algérien. Ce sont des étapes bien pourvues d'eau, qui sont ainsi préparées aux caravanes jusqu'à la limite du désert. D'après la relation que nous venons de citer, l'eau se trouve sur mille points du grand Sahara à une petite profondeur. Les forages seraient donc là aussi praticables; nous y pourrions échelonner des sources, des oasis et, conquérants d'une espèce nouvelle, traverser, la sonde à la main, cette solitude de mort.

V

Nous n'irons pas plus loin dans cet exposé des actes du gouvernement colonial de 1854 à 1858. Nous n'avons pas tout dit, il s'en faut, sur une administration pour laquelle nous ne réclamons toutefois d'autre mérite que celui d'avoir compris la grandeur de sa tâche et d'avoir fait appel, pour l'aider, à toutes les aptitudes, à toute la science, à tous les dévouements dont notre colonie est déjà si riche. Elle pensait que jamais le travail de la veille ne dispensait de celui du lendemain; qu'un progrès accompli n'était que l'engagement d'accomplir aussitôt un progrès nouveau, et, puisant à pleines mains dans l'expérience de la métropole, essayant de tout, depuis la pisciculture et le drainage si nouveau en France, jusqu'aux vieilles et sûres méthodes d'agriculture, d'industrie, de commerce et d'administration civile, elle voulait que la France nouvelle se rapprochât sans cesse de la mère patrie par la consolidation de l'ordre et le développement de la prospérité publique.

M. le maréchal Vaillant, ministre de la guerre, disait en 1854, dans un rapport à l'Empereur : « En France, le rôle du gouvernement, comme celui des administrateurs, est de conserver et d'améliorer; en Algérie, il est de créer : de créer la colonisation du pays; de créer des villages, des villes même, des voies de communication; de procéder au lotissement des terres; d'assurer à chaque colon celles qui doivent lui revenir;

de lui faciliter, s'il en a besoin, les premiers moments de son installation ; de surveiller l'exécution des conditions qu'il a acceptées, d'aider au développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. En outre, Sire, à côté de la population européenne vit une population indigène qui a ses besoins spéciaux ; dont nous devons protéger le culte, diriger l'instruction publique, surveiller la justice. » J'ajouterais : développer la prospérité matérielle et transformer peu à peu la condition sociale.

Ces obligations, et bien d'autres, ont-elles été remplies par l'administration coloniale ? Que l'opinion publique juge et prononce.

Nous résumons seulement ses principaux actes :

La Kabylie et le Sahara algérien conquis, tenus par des forts, sillonnés par 6,000 kilomètres de routes.

Le sud, couvert de caravansérails et de postes, fécondé par les barrages et les puits artésiens, marqué comme point de départ de nouvelles voies de commerce.

Le nord, ouvert à la colonisation européenne sur de larges espaces, assaini et percé de routes. Le territoire civil étendu, les institutions municipales accordées à nombre de localités, et 470,000 Européens, sur 189,000, placés sous le régime de l'administration civile.

La population indigène appelée de la vie nomade à la vie sédentaire (1).

La sûreté des personnes et des propriétés rendue aussi grande que dans la métropole.

Les travaux publics de toute sorte, civils ou militaires, maritimes ou agricoles, poussés avec une extrême activité.

Le chiffre des colons, accru en six années de 44 p. 0/0, celui des centres de population et des surfaces concédées ou vendues, doublé ; l'importance de l'élément rural dans la population, triplée.

Les cultures industrielles créées.

La production chevaline triplée, et le bétail mis en voie d'amélioration, qui, avant dix années, quadrupleront sa valeur.

Les intérêts d'ordre moral entourés de la même sollicitude que les intérêts matériels.

Enfin, deux séries de faits qui résument tous ces efforts et constatent l'activité prospère de la colonie, ainsi que sa pro

(1) En 1854, les indigènes occupent 35,254 maisons ; en 1857, 79,480.

chaîne grandeur : d'une part, l'étonnement du monde en face des produits algériens à l'exposition universelle de 1855 et les 400 récompenses dont ils furent l'objet ; de l'autre, le développement inattendu, durant cette période, du revenu public et de la production qui doublèrent (1), de l'ensemble des relations commerciales qui s'accrurent en sept ans de 115 p. 0/0 ; et, chose inattendue, l'Algérie venant, en 1856, prendre sur nos États de commerce le cinquième rang après l'Angleterre, les États-Unis, la Belgique et l'Espagne ; mais avant les États sardes, la Turquie et l'empire russe (2).

Il est bien clair que le gouvernement colonial n'a pas accompli à lui seul ces merveilles, et les résultats acquis sont dus à tout le monde, autorité civile et autorité militaire, soldats et colons. Mais puisqu'on fait remonter à l'administration la responsabilité du mal, je veux dire les prétendues lenteurs de la colonisation, qu'on fasse aussi remonter jusqu'à elle une part de la responsabilité du bien qu'elle a provoqué quand elle n'a pu le faire elle-même directement. Qu'il soit surtout rendu grâce à l'opinion publique, si favorable maintenant à notre

(1) En 1851, les recettes pour le compte du Trésor ne dépassaient pas 19 millions ; elles sont portées, au budget de 1859, à 37 ; augmentation, 95 pour cent. Exportation en 1851, 16,600,000 francs ; en 1857, 34,162,340 francs ; augmentation, 105 pour cent. — Les dépenses pour l'occupation et l'administration militaires de l'Algérie s'élevaient dans le budget de 1860, à 58,388,625 francs.

(2) *Tableau comparatif de l'exportation des principaux produits de l'Algérie en 1851 et 1857.*

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	VALEUR		ACCROISSEMENT pour cent.
	en 1851.	en 1857.	
Peaux brutes.....	1,639,042	2,185,968	27
Laines et poils.....	2,713,784	5,289,778	94
Soies.....	41,185	53,515	30
Cire.....	125,114	189,362	51
Poissons.....	21,701	128,713	493
Corail brut et fabriqué.....	490,674	657,510	34
Farine, pain, biscuit.....	2,253,858	6,147,420	164
Tabac en feuille et fabriqué.....	538,007	4,357,751	246
Légumes et fruits.....	77,880	757,388	872
Racines.....	45,544	129,542	187
Palmier nain, végétaux filamenteux et écorces.....	23,308	928,065	3,881
Coton.....	néant.	105,690	.
Cochenille.....	néant.	12,000	.
Minéral, plomb, cuivre, étain, fonte.....	898,757	3,300,515	244
Autres marchandises.....	1,862,094	6,012,126	217
TOTAL des exportations pour France.....	16,600,000	34,162,340	105

Nous avons omis dans ce tableau les huiles, dont l'expédition de Kabylie a naturellement entravé la vente. Il en avait été expédié, en 1856, pour 1,672,010 francs.

colonie, au ministre de la guerre qui a autorisé tant de réformes ou de créations utiles, à l'armée, à ses chefs, aux gouverneurs généraux des époques antérieures dont les travaux ont seuls rendu possible ce qui a été accompli dans les dernières années. Que la France aussi regarde avec orgueil cet empire africain qu'il lui a suffi de 28 années pour construire, quand Rome mit un siècle et demi à élever le sien ; quand l'Angleterre, dont on vante à tout propos la puissance colonisatrice, a employé 60 ans à conduire la plus prospère de ses colonies au point où la nôtre est arrivée en moitié moins de temps.

L'ancienne monarchie n'avait pu, de Henri IV à Louis XV, donner au Canada 10,000 hommes capables de le défendre. Nous tenions alors l'Amérique du Nord par ses deux grands fleuves, le Saint-Laurent et le Mississipi ; et nous avons tout perdu parce que nos Canadiens, si braves, avaient été laissés sans agriculture ni commerce, et qu'au jour de la lutte ils se trouvèrent sans munitions et sans vivres, réduits à prendre leurs chemises pour faire des gargousses, et le plomb de leurs toitures pour faire des balles. De nos jours, le même homme a pu voir, de sa jeunesse à son âge mûr, le drapeau de la France planté pour la première fois sur la casbah d'Alger, et une surface de 60 millions d'hectares conquise et pacifiée ; des villes européennes se substituer aux gourbis des Arabes, 5 à 6,000 navires marchands prendre chaque année, dans les ports, la place des corsaires, et un des États barbaresques devenir une terre civilisée qui compte sur les marchés du monde.

Où sont les prophètes de malheur qui, il y a quinze années encore, s'écriaient qu'on ne ferait rien de l'Algérie, et qu'il fallait au plus vite en sortir, les courtes folies étant les meilleures ? Cette folie s'est trouvée sagesse et grandeur, et les détracteurs d'autrefois sont certainement les admirateurs d'aujourd'hui, à l'exception peut-être de ces écrivains qui ne craignent pas de blesser au cœur la gloire nationale en disant, en face de tant de sang versé : « L'Algérie a été plutôt achetée que conquise. » Il serait bien facile de leur prouver que le mouvement commercial de plus de deux milliards que l'Algérie a déterminé depuis 1830 n'a pas dû être sans profit pour la métropole, et qu'une valeur énorme a été ajoutée au capital national par les conquêtes et les travaux de nos soldats, par ces routes, ces ports, ces barrages, ces constructions de toute sorte, et ces millions d'hectares de terre et de forêts dont s'est accru le domaine pu-

blic de la France. Les revenus publics de l'Algérie, qui s'élèvent aujourd'hui à près de 40 millions, représentent déjà, à eux seuls, un capital de 800 millions, et cependant l'impôt foncier n'existe pas encore pour les colons européens!

En vingt-sept ans, la France a vendu à l'Algérie pour un milliard 43 millions de marchandises d'origine et de fabrique françaises, qui lui ont été payées par 248 millions de produits algériens et le reste en espèces. L'argent qu'elle dépense dans la colonie pour l'occupation militaire lui revient donc de deux manières, et nous ne parlons pas d'une troisième qui déjà s'est révélée.

Est-ce, en effet, toujours par *doit* et *avoir* qu'il faut dresser les comptes d'un grand peuple? Ces généraux, ces soldats que la guerre d'Afrique a formés, à combien évaluez-vous, pour le porter à l'actif de la France, leurs talents et leur courage? Et par quel chiffre faut-il représenter l'accroissement de force que vaut, à notre pays, l'occupation de 250 lieues de côtes le long de cette Méditerranée qui redevient ce qu'elle a été, le grand théâtre du commerce, de la civilisation et de la puissance?

Nous venons de dire ce qu'a fait la France par la main si enchaînée pourtant, à bien des égards, de ses gouverneurs généraux. Leur histoire peut se fermer sur cette page.

Cette histoire, malheureusement, n'est que très-imparfaitement connue. Habitué à agir plus qu'à parler, ils ont fait de leur mieux comme on le fait dans l'armée, sans appel à l'opinion publique, laissant aux événements le soin de prouver leur sollicitude pour une œuvre où il s'agit des plus chers intérêts de la France et de l'honneur de celui qui en est chargé.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'ancienne organisation de l'Algérie a été l'objet de vives critiques. Dès qu'on voyait une trêve aux combats, certaines gens s'écriaient que tout était fini pour l'armée. On s'inquiétait de voir un général à Alger. Il semblait que c'était l'état de siège en permanence; les commissions militaires si expéditives, le mépris systématique des intérêts civils, et leurs représentants condamnés à l'obéissance passive du soldat; une administration, enfin, inintelligente et brutale comme le sabre qu'elle portait. Le bon sens public a fait justice de ces attaques passionnées, il convient cependant d'y répondre encore un mot.

Et d'abord, nous l'avons dit, ce n'était pas un commandant

d'armée qui était chargé par surcroît d'administrer l'Algérie ; c'était un gouverneur général dont les fonctions étaient civiles autant que militaires, et qui était entouré de fonctionnaires appartenant à l'ordre civil soit pour préparer, soit pour expédier les affaires étrangères à l'armée. Jusqu'à l'an dernier, le gouvernement métropolitain avait jugé qu'il était bon que ce haut fonctionnaire fût d'ordre militaire. Toutes les utopies du monde ne feront pas, en effet, disparaître cette réalité, qu'il y a 3 millions d'indigènes en face de 190,000 Européens, et que, aussi longtemps que la population européenne ne sera pas en état, par son nombre, de faire contre-poids à ce peuple qui est uni par la langue, la religion et les mœurs, la présence d'une armée sera nécessaire. Et, remarquez-le bien, ce n'est pas seulement à combattre que l'armée est employée en Afrique ; on la rencontre partout où il y a quelque chose d'utile à faire ; elle est comme l'âme de la colonie. N'est-ce pas elle qui a ouvert ces routes, élevé ces ponts, construit ces villages, desséché ces marais, opéré ces défrichements qui ont si puissamment contribué à pacifier l'Algérie et à la rendre profitable à la métropole ?

On le voit, il n'est pas plus possible de comparer le rôle que joue l'armée en Afrique à celui qu'elle remplit en France, que d'assimiler les devoirs imposés aux généraux qui sont à sa tête, à ceux des généraux qui, dans la métropole, exercent des commandements.

Si donc l'armée est encore nécessaire en Algérie, si les généraux, en dehors de leurs attributions habituelles, y sont chargés du soin d'administrer le pays arabe, il faut bien que cette armée soit sous les ordres d'un chef qui, tout à la fois, commande et administre. Est-il donc si difficile de trouver dans l'armée française un homme qui puisse au besoin monter à cheval et qui sache siéger en un conseil ?

On avait cru jusqu'ici que la vie militaire était une grande école et les commandements supérieurs une pierre de touche pour reconnaître les esprits d'élite. On pensait que les obligations si nombreuses du généralat, en développant les qualités d'action et les habitudes de prévoyance, préparaient admirablement au maniement des grandes affaires, et que l'administration supérieure était sûre de trouver toujours dans les rangs élevés de l'armée des hommes éprouvés à qui elle pouvait confier sans crainte les missions les plus difficiles. En quoi donc les gouverneurs généraux qui se sont succédé en Algérie

ont-ils montré cet esprit étroit, tracassier, exclusif, que certains détracteurs se plaisent à leur attribuer? Pourquoi un gouverneur général vieilli dans l'administration des corps et qui, ayant rencontré partout autour de lui l'autorité civile, a toujours vécu en cordiale intelligence avec elle, lui serait-il nécessairement hostile sur les rivages africains? Est-ce que la vie tout entière du soldat n'est pas employée à la protection des intérêts civils? Est-ce qu'il ne sait pas que l'épée n'a été remise en ses mains, avec le droit terrible de la guerre, que pour la défense de la société, et que l'armée n'a d'autre raison d'être que de servir de boulevard inexpugnable à la civilisation qui travaille derrière elle?

D'autorité, un tel homme en est rassasié. Mais pourquoi ne voulez-vous pas qu'il ait la noble ambition d'attacher son nom à une grande chose qui se fonde? Faire des ruines et verser du sang, c'est parfois nécessaire, et dans ces ruines sanglantes on trouve souvent de la gloire. Mais élever un empire, créer une société, mettre au monde un peuple nouveau, accroître la richesse, la grandeur, la force de son pays, ou seulement aider, même de loin, à tout cela, voilà l'honneur suprême. Et vous voulez que quand un homme d'intelligence et d'activité trouve cet honneur à sa portée, il ne cherche pas à le saisir pour en décorer son nom! Ah! c'est qu'alors vous ne comprenez pas ce que Montaigne appelle la plus haute délectation de l'intelligence.

F. RIBOURT,
Colonel d'état-major.

(Extrait de la REVUE EUROPÉENNE, numéros du 15 avril,
du 1^{er} et du 15 mai 1859.)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
I. PRÉLIMINAIRES.	
L'Algérie avant 1830.....	5
L'Algérie de 1830 à 1852.....	7
II. RÉSUMÉ SUCCINCT DES OPÉRATIONS MILITAIRES.	
Organisation de corps indigènes ; smalas des spahis.....	10
Police des frontières.....	13
Conquête de la Kabylie des Babors.....	14
Première expédition du Djurdjura.....	15
Seconde expédition du Djurdjura et soumission de toute la Kabylie.....	19
Prise de Laghouat et de Touggourt ; soumission du Sahara algérien.....	20
III. ADMINISTRATION EN PAYS ARABE.	
Religion, justice, instruction publique.....	26
Ecole des mousles, collège arabe, école de médecine.....	29
Police du pays arabe.....	32
Travaux publics et puits artésiens.....	34
Perfectionnement des cultures.....	38
Troupeaux améliorateurs ; remonte.....	40
Organisation financière ; centimes additionnels.....	45
Bureaux arabes.....	49
IV. ADMINISTRATION EN TERRITOIRE CIVIL.	
Rôle des gouverneurs généraux.....	50
Difficulté de la colonisation algérienne.....	52
Création de nouveaux centres de population.....	58
Vente de terres.....	59

	Pages.
Régularisation de la propriété et recherche des terres domaniales.....	60
Du cantonnement des tribus.....	62
Extension du territoire civil et développement des institutions municipales.	66
Travaux publics.....	69
Progrès agricoles, plantes industrielles.....	72
Forêts et mines.....	77
Chemins de fer.....	79
Industrie et commerce.....	ib.
Caravanes vers le Soudan.....	82

V. RÉSUMÉ.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



3 2044 048 090 039

